

Leora Auslander, Tara Zahra, Objects of War. The Material Culture of Conflict and Displacement, Ithaca, NY (Cornell University Press) 2018, VII–330 p., 32 ill., ISBN 978-1-5017-2007-9, EUR 29,95.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
François-Xavier Nérard, Paris

Souvent simple juxtaposition de travaux de valeur variable, l'exercice du livre collectif peut décevoir. Ce n'est pas le cas ici. »Objects of War«, quand on le referme, nous a apporté plus que la lecture de chacun des articles. C'est le tour de force des deux directrices de l'ouvrage, Leora Auslander et Tara Zahra, professeurs à l'université de Chicago. Bien entendu, certains textes peuvent, ici ou là, laisser insatisfait ou ne pas répondre totalement aux espoirs soulevés par leur titre. Le volume lui-même, c'est plus important, contribue sans aucun doute à fonder la légitimité d'une réflexion historique sur les objets dans la guerre.

Leora Auslander est l'auteur d'un article fondamental, publié dans l'»American Historical Review« en octobre 2005. On peut considérer qu'il sert en quelque sorte de manifeste à la démarche des chercheurs rassemblés dans cet ouvrage. »Beyond Words« est de fait un appel à élargir les sources au-delà des mots écrits¹. La proposition n'est bien sûr pas entièrement nouvelle, mais l'insistance sur l'objet l'est indubitablement. Penser l'objet comme source impose de dépasser son caractère purement illustratif. Le parti-pris, louable, de l'ouvrage est d'adopter ce programme et de l'appliquer au contexte de la guerre. Dire l'histoire et l'expérience de la guerre par les objets est, sans doute, une préoccupation contemporaine. On pense notamment aux musées, comme celui de la Seconde Guerre mondiale à Gdansk ou à certaines expositions du Mémorial de Caen comme »100 objets de la bataille de Normandie« ou »30 objets inédits, 30 histoires exceptionnelles«. L'enjeu est bien ici de mobiliser des historiens peu enclins à ce genre d'exercice.

Les dix études qui composent le volume sont organisées en trois parties. La première évoque la mobilisation des objets par les États pendant et après le conflit. La seconde se concentre sur l'usage par les individus des choses en temps de guerre: pillage, vol, réappropriation. Enfin, un troisième groupe de textes aborde la question des choses *après* les hostilités. L'ensemble est encadré par deux textes des éditrices: une passionnante introduction ainsi qu'un épilogue riche en perspectives ouvertes.

L'approche résolument comparatiste du projet, classique dans l'intention, est ici solidement étayée. Elle l'est d'abord par la variété des espaces et des périodes mobilisés, même si la Seconde Guerre mondiale domine nettement (une moitié des textes): ère napoléonienne, conquête française de l'Algérie, guerre civile américaine, Première Guerre mondiale. Plus original, on note les nombreuses références croisées entre les articles. Les auteurs se sont lus les uns et les autres et essaient de faire sens en construisant des passerelles entre leurs réflexions.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ Leora Auslander, Beyond Words, dans: The American Historical Review 110/4 (2005), p. 1015–1045, DOI: [10.1086/ahr.110.4.1015](https://doi.org/10.1086/ahr.110.4.1015).

À l'usage, l'objet-source s'avère un formidable outil pour l'historien. Deux biographies racontées par les objets en sont une première preuve. Brandon Schechter fait le pari, réussi, de raconter Bato Damcheev, un soldat de l'Armée rouge combattant de Stalingrad à Berlin, au moyen de ses traces matérielles. Son portrait peut ainsi se lire grâce à ses médailles, son livret militaire, son arme ou les objets »trophées« qu'il a pu prélever en Allemagne occupée. Gerdien Jonker, dans un brillant article, se fonde sur les »choses de Lisa« pour reconstituer la vie exceptionnelle d'une Allemande d'origine juive, convertie à l'islam, ayant rejoint l'Inde en 1937 puis le Royaume-Uni en 1954. Les objets sélectionnés par Lisa Oettinger en 1957 et laissés dans des coffres à son fils disent les étapes de son histoire.

La création d'un espace politique par la matérialité des choses est un deuxième apport de l'ouvrage, même s'il mérite d'être certainement encore approfondi. Deux des textes offrent sur ce point de belles réflexions. Bonnie Effros étudie la mobilisation des antiquités romaines dans l'Algérie d'après 1830 pour donner sens à l'intégration violente de ce territoire dans l'ensemble politique français. Cathleen M. Giustino, elle, analyse les objets du château de Dobříš en Bohême centrale, du protectorat nazi à la veille de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au temps de la Tchécoslovaquie socialiste. L'espace restreint du château, voire d'une seule pièce, lui permet de saisir les différents régimes qui se succèdent et leurs pratiques.

L'objet, enfin, permet de dire la violence. Il en porte parfois les traces explicites. C'est le cas des antiquités étudiées par Effros, endommagées par les combats ou dégagées à la va-vite par des soldats maladroits. Ailleurs, cette violence est plus difficile à lire: dans un formidable article, Jeffrey Wallen et Aubrey Pomerance réfléchissent aux objets du musée juif de Berlin. De retour de l'exil forcé, ils sont surtout exposés pour dire un monde disparu. Les deux auteurs pourtant, en recoupant les témoignages, retrouvent leur histoire et révèlent le traumatisme subi. Mais l'objet n'est pas que trace, il est aussi source de violence.

Celle du pillage est au cœur des pages les plus intéressantes de Sarah Jones Weicksel. En interrogeant les rapports du corps et des objets, elle ne se contente pas d'étudier les vols assez attendus des corps morts sur le champ de bataille. Elle montre également comment par exemple les femmes du sud confédéré allaient jusqu'à cacher des objets sous leurs jupes. La circulation d'une photo pillée dans un intérieur sudiste, puis récupérée sur le corps d'un soldat nordiste mort avant de retourner chez son propriétaire d'origine fournit un exemple fascinant et concluant de ces confiscations violentes.

L'objet, enfin, est source de conflit quand, déplacé du fait de la guerre, il se retrouve dans un musée, spolié. Cet aspect, mentionné dans le texte d'Alice Goff sur les pillages napoléoniens, aurait pu toutefois être plus développé.

Comme souvent dans ce genre d'exercice, les contributions sont inégales. Certaines sont d'un abord difficile. Toutes pourtant suscitent l'intérêt et la curiosité, et c'est déjà remarquable. Certaines, il faut le souligner, déstabilisent le lecteur ou la lectrice. C'est le cas du texte Noah Benninga, de l'université hébraïque de Jérusalem. Dans la continuation de sa thèse sur la culture matérielle des prisonniers d'Auschwitz, il aborde la question de »l'élite des prisonniers« dans le camp de concentration. Pour lui, la hiérarchie des prisonniers est notamment déterminée par l'accès aux biens matériels. Il en vient à reconsidérer la notion de *uniform* que certains pouvaient »changer et améliorer« du fait de leur position. L'enquête



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

de Benninga est très intéressante. On s'interroge toutefois sur la pertinence qu'il y avait à mobiliser le concept de »mode« (*fashion*) qui, finalement, apporte peu.

Au bilan, ce recueil stimulant offre nombre de perspectives de recherches jusque et y compris dans son »épilogue«. Délaissant un peu l'histoire à proprement parler, les deux auteurs abordent le monde très contemporain, le conflit syrien notamment. Elles posent aussi la question du terrorisme en évoquant le mémorial du 9/11 à New York. Dans cet immense musée, les objets ont toute leur place: traces des tours disparues ou objets des victimes ... Pourtant ce qui frappe le visiteur, par leur immédiateté, ce sont les enregistrements vidéo et sonores. Peut-être faut-il y voir les traces de ces nouvelles guerres et des sources à travailler pour les (futurs) historiens et (futures) historiennes.

19./20. Jahrhundert – Histoire
contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2019.1.59997](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.59997)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Jean-Baptiste Auzel, Jérémie Hallais (dir), Rivages en guerre. Le littoral du département de la Manche dans la Grande Guerre, 1914–1918, Saint-Lô (OREP éditions), 2018, 162 p. (Histoire), ISBN 978-2-8151-0305-3, EUR 30,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Eric Barré, Caen

Comme dans beaucoup d'autres cas, les expositions ne donnent plus lieu à l'édition d'un simple catalogue mais à un ouvrage scientifique de complément. Cette particularité vaut pour le présent ouvrage accompagnant l'exposition du même nom qui s'est tenue aux archives départementales de la Manche du 12 novembre 2018 au 29 mars 2019. L'exposition a pour origine la collecte initiée par les Archives de France pour célébrer la Grande Guerre, elle a permis aux archives départementales de la Manche, en association avec la Maison d'histoire de la Manche, d'enrichir considérablement ses collections et de faire le point sur les sources dont elles disposent dont rend compte le présent travail.

Cet ensemble et la nature même du département, dont près des trois quarts des limites sont maritimes, ont naturellement imposé le thème de l'ensemble. Ce travail ne se veut pas une simple énumération des combats sur des fronts lointains – il n'est pas inutile de rappeler que le département, contrairement à ce que l'on pourrait croire, est en première ligne; pour s'en convaincre, il suffit de regarder la carte des navires coulés par les sous-marins allemands figurant en rabat de la première de couverture – il cherche surtout à démontrer que ce premier conflit global a impacté l'ensemble du milieu littoral.

La mobilisation se déroule sans encombre, les manifestations de l'Internationale ouvrière opposées à la guerre ont fait place à l'union nationale à peine troublée par le meurtre de Jean Jaurès à Paris. Durant la guerre, beaucoup de futurs mobilisés devançant l'appel et, comme ils ont le choix, ils choisissent souvent la Marine mais les effectifs sont trop nombreux. En 1914–1915, des effectifs forment les bataillons de fusiliers qui se battent à Dixmude, certains d'entr'eux seront reversés dans l'armée de terre. Celle-ci est aussi présente sur les rivages du département mais le risque de débarquement étant faible, ils sont dirigés, en majorité, vers le front terrestre, en 1915.

Quant à la marine, la 2^e escadre est déployée à Cherbourg; sa mission principale, durant tout le second conflit mondial est d'assurer la sécurité de la Manche occidentale comportant la pose de champs de mine, la lutte contre les sous-marins allemands. Pour les aider, les navires reçoivent le renfort d'hydravions basés à Guernesey et à Cherbourg ainsi que de dirigeables donnant lieu, pour ses derniers, à la construction de l'aéroport d'Écausseville, à partir de 1916. En 1917, l'utilisation systématique des convois réduit les risques. Cette sécurisation est d'autant plus importante que des troupes et du matériel allié débarquent aussi bien à Granville qu'à Cherbourg: Britanniques, Belges, Russes, Portugais et Américains.

Comme dans toute guerre, l'un des enjeux majeurs est celui du renseignement. À Cherbourg, un commissariat spécial de ce qui n'est pas encore officiellement les Renseignements généraux surveille et arrête les supposés espions. Si la plupart des interpellés sont innocentés, quelques uns sont d'authentiques agents de renseignements, dont plusieurs femmes,



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

parmi lesquelles Eva Hohnerter et Marie-Thérèse Le Philipponat, toutes deux condamnées pour leurs coupables activités.

La base du système de surveillance repose entre autres sur la surveillance des étrangers. Il en subsiste, même si au début du conflit les indésirables, les Austro-Hongrois et les Allemands sont internés au fort de Tatihou, à la corderie de Granville ou au fort des îles Chausey. Les biens des ennemis de la France sont saisis à l'image de la mine de Diélette appartenant au groupe Thyssen ou le casino de Cherbourg dont l'un des actionnaires serait un armateur allemand. Ces biens sont par la suite revendus, mais certains en réchappent, comme le château de Martinvast, propriété du baron Arthur von Schickler.

L'activité économique est logiquement impactée par le conflit. Les ports sont les premiers concernés. Certains travaux vont se révéler utiles comme les améliorations et l'approfondissement du premier bassin à flot de Granville achevés en novembre 1914 ou, à Cherbourg, la jetée du Homet terminée à la veille du conflit. Parmi les diverses marchandises débarquées, le charbon et le pétrole constituent, en quantité, le principal produit. Dans le cas du pétrole, en lien avec les besoins de l'armée américaine, le ministère du Ravitaillement ordonne la construction de deux môles sur la digue de Querqueville, en 1918, et de quatre réservoirs à Hainneville. Si ce n'est Carentan, les autres ports du département ne profitent guère du surcroît d'activité; leur trafic de marchandises s'étiole. Au lendemain de la guerre, ils disparaissent en tant que port de commerce.

Tout n'est pas rose pour autant pour les bénéficiaires. L'activité halieutique subit le contrecoup logique du conflit. À Granville, la pêche vers Terre-Neuve subit de plein fouet la mobilisation. Les terre-neuviers, tous des voiliers, sont requis pour le transport des marchandises, spécialement le charbon: nombre d'entr'eux sont coulés par les sous-marins allemands. À la fin du conflit, il n'en reste plus qu'un navire: le *Sans-Gêne*, armé par la maison Chuinard.

La pêche fraîche connaît aussi un certain ralentissement compensé par les importations anglaises mais les prix s'envolent. L'industrie est tout aussi impactée: les établissements Simon, à Cherbourg, se reconvertissent dans la fabrication d'obus, les établissements Dior, dans la fabrique d'explosif. Dans tous les cas, il faut trouver du personnel. Les indésirables et les prisonniers de guerre sont mis à contribution et des ouvriers sont recrutés dans l'Empire français et même, au-delà, avec la présence d'ouvriers chinois à Cherbourg.

Le problème de base est celui du personnel qualifié ne serait-ce que pour manipuler les grues dans les ports. Émile Bioteau, président de la chambre de commerce de Granville, souligne ce besoin lorsque le ministre des Travaux publics visite Granville, le 8 juin 1915. En janvier 1916, une circulaire autorise la délivrance de fascicule S1 pour le maintien du personnel spécialisé. Le monde ouvrier connaît son travail mais le conflit provoque aussi une inflation qui n'est pas compensée par la hausse des salaires d'où des mouvements sociaux qui agitent exclusivement Cherbourg. À Granville, le commissaire de police surveille attentivement les ouvriers moins nombreux. Dans cet ensemble, les femmes se retrouvent chef de famille, certaines s'engagent comme infirmière, d'autres militent dans des œuvres de guerre comme ces femmes de Carentan qui, en septembre 1915, organisent un «foyer du soldat» pour les militaires stationnés dans la ville. D'autres encore sont recrutées comme ouvrières. Toutes y gagnent une forme d'émancipation qui



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

explique l'augmentation du nombre de divorces au lendemain de la guerre.

De fait, il s'agit d'une société en guerre, des demoiselles de petite vertu aux paroisses: tout le littoral est touché et participe tant à la guerre qu'à l'effort de guerre. Celle-ci se termine comme elle a commencé par des défilés. Cherbourg voit arriver les navires livrés par le vaincu, devient un centre du rapatriement des prisonniers. Tout semble comme avant ...

Dans cet ensemble, il convient de souligner que les contributions ont été réalisées par le personnel des archives départementales. Chaque article abondamment illustré suit les normes scientifiques les plus strictes qui ont été contrôlées par Jérémy Hallais, docteur en histoire, spécialiste de la période. Si les notes de bas-de-page ont été placées en fin de chaque contribution: c'est pour faciliter la lecture de l'ensemble mais, et c'est dommage, il n'y a pas de récapitulatif archivistique et bibliographique global. Comme bien souvent, il y a quelques imperfections minimales mais il est inutile de les énumérer. Le travail est solide et les conclusions du directeur des archives départementales, Jean-Baptiste Auzel, permettent non seulement de suivre le travail accompli dont celui de la numérisation des registres de matricule à l'initiative des Archives de France mais aussi de celui qui reste à faire dont celui du coût de la Grande Guerre sur l'ensemble du siècle dans les domaines humains, économiques, budgétaires, sociaux ou culturels.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Thomas Bantle, Alexander Pschera, Detlev Schöttker,
Ernst Jünger und das Judentum, Frankfurt a. M. (Vittorio
Klostermann) 2017, 256 S. (Jünger-Debatte, 1 [2017]), ISBN
978-3-465-04312-6, EUR 48,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Danièle Beltran-Vidal, Lyon

La revue »Jünger-Debatte« succède aux »Jünger-Studien«, publiées à Tübingen; les six premiers numéros furent dirigés par Günter Figal et Georg Knapp et le dernier, le numéro 7 de 2015, par Georg Knapp et Dietmar Koch. Ce changement est intervenu à la suite de l'élection du nouveau conseil d'administration de la Ernst-und-Friedrich-Georg-Jünger-Gesellschaft présidé par Alexander Pschera.

Dans la courte préface de la nouvelle revue, les éditeurs se proposent d'étudier la position d'Ernst Jünger vis-à-vis du judaïsme, dans la mesure justement où cela fait débat parmi les interprètes de l'œuvre d'Ernst Jünger; les uns relevant un passage dans ses écrits politiques pouvant être taxé, à leurs yeux, d'antisémitisme, les autres soulignant au contraire, dans les mêmes écrits, sa critique et sa dénonciation de la politique raciale et antijuive du national-socialisme.

Outre le dossier consacré à cette question, la revue contient une rubrique regroupant deux articles plus généraux et le compte rendu d'Alexander Pschera des derniers livres parus concernant l'œuvre de Jünger, les dernières correspondances éditées et d'autres livres pouvant être mis en relation avec la production littéraire d'Ernst Jünger. Une place est ensuite accordée à la recherche en archives en livrant les résultats de l'étude de diverses correspondances. Pour finir, Nicolai Riedel établit l'inventaire des traductions des livres d'Ernst Jünger publiées dans le monde de 1996 à 2016.

C'est un texte d'Helmuth Kiesel qui ouvre le dossier consacré aux rapports d'Ernst Jünger avec les Allemands de confession juive et le judaïsme. Dans son article, »Ernst Jüngers Verhältnis zu Juden und zum Judentum. Ein historischer Überblick«, l'auteur souligne d'emblée que le résultat de cette recherche ne peut être définitif, divers textes, documents et correspondances d'Ernst Jünger n'ayant pas été encore ouverts à la recherche. De nouvelles études pourraient apporter d'autres informations sur le même sujet. Helmuth Kiesel souligne également la nécessité de replacer les écrits d'Ernst Jünger dans le contexte historique où ils ont vu le jour. Après s'être livré à une étude terminologique et historique rapide sur les juifs en Allemagne, il cherche dans un premier temps à savoir quels furent les contacts d'Ernst Jünger, dès son plus jeune âge, avec la communauté israélite.

La façon dont Jünger évoque plus tard dans ses textes les Allemands de confession juive qu'il a rencontrés est plutôt banale. Les phrases et tournures employées se retrouvent d'ailleurs chez de nombreux écrivains de la même époque, comme par exemple chez Kurt Tucholsky et Arnold Zweig. Qu'en est-il de ses écrits politiques de l'entre-deux-guerres? Helmuth Kiesel, et les auteurs des deux articles suivants, Reinhard Mehring et Peter Trawny, soulignent qu'il lui était impossible dans ses écrits de faire l'impasse sur »la question juive« au centre de la propagande nazie de l'époque.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Helmuth Kiesel cite le passage d'un article d'Ernst Jünger de janvier 1930 pour la revue d'Ernst Niekisch, »Widerstand«, dans lequel Jünger rend hommage à »l'orthodoxie juive«, comme il se doit de le faire, ajoute-t-il, pour »les particularités réelles et typiques de tout peuple«. C'est la raison pour laquelle il approuve les efforts et visées du sionisme. En dépit de ces soutiens affichés, il est difficile, selon Helmuth Kiesel, de ne pas taxer aujourd'hui Ernst Jünger d'antisémitisme quand il dénie aux juifs au mois de septembre de la même année dans son article »Über Nationalismus und Judenfrage«, publié dans le journal »Süddeutsche Monatshefte«, la possibilité d'être à la fois juif et Allemand. Les articles suivants dans ce dossier reviennent sur ce point en défendant une position différente. Helmuth Kiesel indique pour finir que l'on en apprendra certainement davantage lorsque les brouillons manuscrits, ayant servi à la rédaction des »Journaux de Guerre« de la Seconde Guerre mondiale (notamment le premier et deuxième »Pariser Tagebuch«, parus dans »Strahlungen« I et II), auront été exploités par les chercheurs.

Dans l'article suivant, »Der konkrete Feind und der Übermensch. Judentum und Antisemitismus bei Schmitt, Jünger und Heidegger«, Reinhard Mehring, dès les premières lignes, refuse de loger les trois auteurs à la même enseigne; leur rapport à l'antisémitisme et au »nouveau nationalisme«, dont Ernst Jünger essaya de jeter les bases à son retour du front, est différent. Il montre des divergences inconciliables entre les positions de ces trois penseurs. Il souligne en particulier la radicalité de l'antisémitisme de Carl Schmitt, alors qu'il avait certainement perçu l'enchaînement terrible et criminel du système mis en place, ce qui est, aux yeux de Reinhard Mehring, une faute impardonnable, irrémissible.

L'attitude d'Ernst Jünger est différente dans la mesure où il utilise des critères qui lui sont propres en tant qu'ancien soldat du front. Pour lui, tout Allemand de confession juive ayant combattu sur le front fait partie de la nation. On pourrait dire qu'il est lui aussi un fils de la »Grande mère«, l'Allemagne. Cette idée devait être assez répandue chez les anciens combattants allemands puisque dans un premier temps, de 1933 à 1935, il se trouvait dans la loi sur la restauration de la fonction publique, promulguée par le pouvoir nazi le 7 avril 1933, un paragraphe instaurant un »privilège de soldats de front« (§ 3,2) qui accordait aux vétérans de confession juive le droit de rester fonctionnaire. Aux yeux de Jünger, la cause de tous les maux, est le libéralisme, voilà pourquoi il critique la propagande antisémite des nazis qui se trompe de cible. Comme l'écrit Reinhard Mehring, »Jünger intègre l'antisémitisme à sa critique du libéralisme pour l'écarter en tant qu'aspect secondaire«. Pour les mêmes raisons, Jünger critique d'ailleurs le fascisme qui n'est rien d'autre, à ses yeux, »qu'un état avancé du libéralisme«.

Ce n'est qu'en 1945 que Jünger fit la connaissance de Heidegger, alors que ce dernier s'était intéressé à ses écrits dès 1932. En 1931, Heidegger avait pris clairement parti pour Hitler et le national-socialisme. Il connaissait également le livre de Schmitt, »La Notion de politique« (1932), qu'il avait critiqué dans un de ses cours. Reinhard Mehring analyse le discours que prononça Heidegger lors de sa prise de fonction de recteur de l'université de Fribourg-en-Brisgau à la fin du mois d'avril 1933. À cette occasion, Heidegger souligne »le rôle de Nietzsche et la différence stricte entre la grandeur des débuts grecs et l'interprétation du monde chrétienne et théologique«. Pour Mehring, Heidegger se pense, tout comme Jünger, en tant qu'héritier de Nietzsche, ce qui explique leurs



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

projections dans l'avenir tout au long de leur œuvre. Ce n'est pas le cas de Schmitt. Contrairement à lui, Jünger et Heidegger n'avaient pas un rapport théorique construit dans leur œuvre vis-à-vis du judaïsme et de l'antisémitisme. Voilà pourquoi, selon Reinhard Mehring, on ne peut classer Jünger et Heidegger, à l'inverse de Schmitt, parmi les auteurs substantiellement antisémites.

Dans son article, »Der Einzelne und das Verbrechen. Jünger, Heidegger und die Shoah«, Peter Trawny se propose d'étudier la façon dont Heidegger et Jünger, confrontés à la Shoah, ont réagi dans leur œuvre. En ce qui concerne Ernst Jünger, Peter Trawny évoque le contexte violent et révolutionnaire dans lequel il écrivait au début des années trente. Il importait certainement à Jünger d'être audible par ses lecteurs qui partageaient sa dénonciation de la République de Weimar, d'autant plus, pourrais-je ajouter, qu'il était présenté par le pouvoir nazi comme un adversaire du peuple, »un ami des juifs« (»Widerstand«, Januar 1930), tant il avait tourné en dérision les déclarations raciales et antijuives des nazis. Peter Trawny pense donc que les propos fracassants et contradictoires dans son article »Über Nationalismus und Judenfrage«, les seuls d'ailleurs que l'on peut lui reprocher pour l'instant, sont probablement à mettre sur le compte de ce que l'on appellerait aujourd'hui »sa communication«, plutôt que sur une conviction profonde.

À la lumière de la correspondance entre lui et son frère Friedrich Georg, Peter Trawny note que les deux frères s'éloignent de plus en plus du discours dominant de l'époque, dès la prise du pouvoir par Hitler. L'autre fait important, aux yeux de Trawny, est l'acquisition par Jünger des 79 volumes reprenant les écrits des Pères de l'Église début mars 1934. C'est dans son journal intitulé »Notes du Caucase« que se trouvent les réactions les plus fréquentes de Jünger confronté aux persécutions des juifs. Il y voit une malédiction causée par les avancées de la technique qui a détruit toutes les valeurs de la chevalerie. En 1940, il commence la lecture de la Bible et de l'Ancien Testament, auquel il fait allusion dans son journal. Il est possible d'y voir, selon Peter Trawny, »une solidarité symbolique avec les persécutés«. Voilà pourquoi son attitude reste »humaniste« en dénonçant le processus de déshumanisation auquel il assiste.

Tout comme Jünger, Heidegger ne s'est guère intéressé à l'antisémitisme. Les »Cahiers noirs«, les »Réflexions«, textes écrits après 1938 par Heidegger, puis d'autres jusqu'en 1948, déplacent la question de l'antisémitisme dans un domaine purement philosophique. Dans ces documents, Peter Trawny relève en quelque sorte deux types de discours chez Heidegger, certains étant inspirés par ses lectures de la propagande nazie, d'autres ayant donné lieu à une réflexion philosophique. Heidegger intègre le destin du peuple juif au système philosophique qu'il est en train d'élaborer et à la conception de l'histoire qui pourrait voir le jour.

Loin des théâtres d'opérations, Heidegger n'est pas confronté, contrairement à Jünger, aux tragédies vécues et à l'horreur, ce qui pourrait expliquer son manque d'empathie. Sa position est inverse de celle de Jünger. Alors que ce dernier refuse l'abaissement de l'homme par l'homme, Heidegger considère la bestialité comme l'autre face de l'humanité. Jünger se veut essentiellement témoin en tant qu'écrivain, Heidegger ne peut rendre compte de cette expérience qu'en l'intégrant à son *opus* philosophique.

L'article de Detlev Schöttker, »Ernst Jünger, Sophie Ravoux und Joseph Breitbach. Zum deutsch-jüdischen Widerstand in Paris (1941–1944)«



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

s'intéresse aux années que Jünger passa à Paris en tant qu'officier de l'armée d'occupation. Nous connaissons bien sûr les »Journaux parisiens« publiés par Jünger dans le volume »Strahlungen« en 1949, mais Detlev Schöttker pense qu'il n'a pas tout dit au moment de la rédaction de son journal, pour des raisons évidentes, et que cela pourrait changer. Le fonds Ernst Jünger conservé au Deutsches Literaturarchiv contient en effet non seulement les pages manuscrites ayant servi à l'élaboration de son journal, conservées précieusement par l'auteur, mais également une quantité impressionnante de correspondances archivées avec soin qui permettraient de croiser les informations qu'elles contiennent au sujet de cette période parisienne avec celles livrées par Jünger dans son journal, ou même celles contenues dans ses brouillons non publiés. Detlev Schöttker espère beaucoup de ces recherches: des renseignements sur les liens de Jünger avec la résistance juive allemande à Paris, à ses risques et périls.

Les dimensions du fonds Ernst Jünger conservé au Literaturarchiv à Marbach-sur-le-Neckar sont impressionnantes: au moins 90 000 lettres adressées à Jünger par environ 5 000 expéditeurs différents, dont les noms ont été répertoriés sur une liste par ordre alphabétique. Pour Detlev Schöttker, il s'agit ni plus ni moins d'une »deuxième œuvre« jüngerienne, qui ne pourra être exploitée que par plusieurs générations de chercheurs. Selon lui, il ne faut pas attendre de Jünger dans son Journal la précision et la méticulosité de l'historien dans les faits qu'il relève. À la description de la réalité se mêlent dans ses journaux fictions et réflexions philosophiques. Les silences ont aussi un rôle à jouer.

Durant cette période parisienne, Jünger fit la connaissance de Sophie Ravoux qui avait quitté l'Allemagne dans les années 1930 en raison des racines juives de sa famille. À Paris, elle avait épousé Paul Ravoux. Sophie Ravoux et Jünger se virent pratiquement tous les jours de 1941 à 1944. Jünger parle très souvent d'elle dans son journal en lui donnant différents noms. Ces rencontres furent souvent interprétées comme celles d'une relation amoureuse, mais Detlev Schöttker évoque une possibilité supplémentaire. Paul Ravoux, le mari de Sophie, était membre de la Résistance, on peut donc penser que, par l'intermédiaire de Sophie, Jünger avait connaissance de certaines activités de la Résistance, en particulier de la résistance juive allemande à Paris, à laquelle participait également Joseph Breitbach.

Les correspondances entre Jünger et Breitbach, et Jünger et Sternberger apportent des renseignements supplémentaires sur les différents contacts qu'ils purent avoir durant cette période, sans que Jünger, pour diverses raisons, ait cru bon d'en parler dans son journal. Cela permet toutefois à une assertion d'Alfred Andersch en 1975 de prendre corps, qui rapportait dans un article les propos de Breitbach, lui affirmant que Jünger lui avait sauvé la vie, ainsi qu'à de nombreux Juifs français, en les informant des dates auxquelles les rafles devaient avoir lieu. Dans son journal, le 8 décembre 1941, Jünger note qu'il a traduit en allemand les dernières lettres des otages fusillés à Nantes, 38 membres de la Résistance. Jünger ne dit pas comment ces lettres lui sont parvenues mais il les met en relation avec Sophie Ravoux et donc, de façon indirecte, avec les activités de la Résistance. Langage chiffré contenu dans ses écrits de l'époque que Hans Blumenberg a d'ailleurs relevé¹.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ Hans Blumenberg, Der Mann vom Mond. Über Ernst Jünger, Frankfurt-sur-le-Main 2007.

On pense alors à Fritz Heinsheimer qui s'était réfugié en France pour échapper aux persécutions: Gisela Aretz, qui travaillait à Paris en tant qu'infirmière pour la Wehrmacht, se chargeait de lui remettre les lettres qu'elle recevait pour lui d'Allemagne. Heinsheimer confiait ensuite ses propres lettres à Ernst Jünger, qu'il rencontrait secrètement à Paris, pour qu'il les fasse parvenir à sa femme restée en Allemagne². Au mois de mai 1943, rappelle Detlev Schöttker, Paul Ravoux fut arrêté par la Gestapo, emprisonné à Paris durant quelques mois, puis déporté au camp de concentration de Dachau. Jünger essaya sans succès d'intervenir en s'adressant à Max Hattingen, que l'on retrouve dans les journaux sous le pseudonyme «le président». C'est lui qui informa Jünger de l'échec de l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944. On peut déduire des notations de Jünger que Max Hattingen faisait donc partie du cercle des conspirateurs, ce qui n'a pas toujours été relevé. La correspondance entre Jünger et Sophie Ravoux après la Seconde Guerre mondiale semble confirmer que leurs rapports relevaient pour l'essentiel d'une entente secrète au service d'une résistance juive allemande.

Dans son article, »Freiheit in der Shoah, Sinn der Shoah? André Müllers kontroverse Fragen an Ernst Jünger«, Christophe Fricker s'intéresse à l'interview qu'accorda Ernst Jünger au journaliste André Müller pour le journal »Die Zeit« en 1989, et aux conversations enregistrées qu'il eut avec lui au cours de différentes rencontres. André Müller était connu pour ne pas ménager son interlocuteur. Dans les questions posées à Ernst Jünger, il essaie de le pousser dans ses derniers retranchements, il voudrait le mettre face à une impasse intellectuelle. Le détenu juif d'un camp de concentration peut-il encore conserver sa liberté lorsqu'il pénètre dans la chambre à gaz en observant la situation? Christophe Fricker montre que répondre à une telle question ne peut donner lieu qu'à de mauvaises interprétations, quelle que soit la réponse. Et il cite Primo Levi qui a abordé ce point dans son œuvre.

La Shoah et ses six millions de victimes juives a-t-elle un sens? Là encore Christophe Fricker fait intervenir les textes d'une rescapée des camps de concentration, Ruth Klüger, qui s'est exprimée sur ce sujet. Les questions d'André Müller sont une provocation alors que les réponses de Jünger ne le sont pas. Müller avait préparé son interview avec soin à partir de la lecture de livres d'Ernst Jünger dans lesquels il avait retenu et noté des phrases que, d'après Christophe Fricker, il a mal interprétées. Lorsque Müller demande à Jünger s'il est possible de garder une forme de liberté, même dans les cas extrêmes, Jünger répond par l'affirmative, mais il refuse ensuite d'en tirer les mêmes conclusions que Müller.

Comme l'explique Christophe Fricker, les questions que pose André Müller à Ernst Jünger, il y a plus de vingt ans, reflètent l'essentiel des débats de l'après-guerre en Europe de l'Ouest avec leur vision libérale et séculière, celle, pourrais-je ajouter, de l'ère dite »posthéroïque«. C'est patent lorsque Müller, voulant mettre une fois de plus l'optimisme de Jünger à rude épreuve, lui demande si la mort de son fils Ernst (dit Ernstel) en 1944 a pour lui un sens. Celui-ci répond: »Il s'est porté volontaire pour aller combattre et il a perdu la vie sur le champ de bataille. Ce n'est quand même pas dénué de sens!«

² Ina Schmidt, Der Herr des Feuers. Friedrich Hielscher und sein Kreis zwischen Heidentum, neuem Nationalismus und Widerstand gegen den Nationalsozialismus, Cologne 2004.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Au cours des conversations qui devaient suivre, André Müller rappela à Jünger son texte de 1930, »Über Nationalismus und Judenfrage«. 60 ans après, Jünger dit ne pas se rappeler du contenu de cet article. Il l'interprète comme une mise en garde adressée aux Allemands de confession juive, une incitation à s'éloigner de l'Allemagne nazie. On peut en douter, mais c'est peut-être exact. En 1990, Jünger invita André Müller chez lui à Wilflingen. L'édition de ses œuvres complètes était en préparation et il voulait avoir son avis sur la possibilité d'intégrer ce texte à ses œuvres complètes. Müller le lui déconseilla. Ce n'est qu'en 2001, après sa mort, que ses textes politiques furent publiés.

À la suite de ces rencontres avec Ernst Jünger, André Müller intervint dans les médias pour prendre la défense d'Ernst Jünger lorsqu'il était accusé d'antisémitisme. Il lui semblait, certainement à juste titre, que ce faux débat ne permettait pas de poser les questions essentielles sur l'œuvre d'Ernst Jünger et il se plaignait que personne ne lui en fasse la demande. Christophe Fricker, qui a écouté les enregistrements des conversations entre Jünger et Müller et lu les transcriptions, dit ne pas avoir l'impression que Jünger cherche à cacher ce qu'il pense. »Il semble à vrai dire surtout consterné« par la teneur de l'échange.

C'est sur cet article que se clôt le dossier consacré aux rapports d'Ernst Jünger avec le Judaïsme.

Eckhardt Köhn dans son article »Warten auf ein »leitendes Wort«. Zur Wirkungsgeschichte von Ernst Jüngers Erzählung »Afrikanische Spiele« (1936)« s'interroge sur l'accueil que réserva le public au récit d'Ernst Jünger »Jeux africains«. Contrairement aux autres livres d'Ernst Jünger, »Jeux Africains« n'a guère suscité de nombreux commentaires et interprétations, ce qui est avéré si l'on excepte en France les travaux de François Poncet. Köhn évoque quant à lui Maurice Blanchot. En s'appuyant sur le parcours d'Ernst Jünger dans l'entre-deux-guerres, Eckhardt Köhn tente de donner une explication à cet état de fait qui a occulté d'après lui la portée politique du livre au moment précis où il fut publié. Il se réfère pour cela à de nombreux témoignages, dont celui d'Alexander Mitscherlich, qui, dans son autobiographie, évoque la mouvance autour de la personnalité d'Ernst Jünger.

Le jeune Mitscherlich, contrairement à d'autres jeunes gens qui voyaient en Jünger un chef charismatique politique, appréciait quant à lui l'homme qui l'accompagnait dans le Jardin botanique de Dahlem, tout en lui parlant de son dernier livre. On ne mesure plus aujourd'hui, selon Eckhardt Köhn, à quel point Jünger fut influent dans les mouvements de jeunesse allemands au cours des années vingt. Ces nombreux groupements de jeunesse étaient certes différents, leurs attentes souvent confuses, mais ils étaient tous à la recherche d'un chef charismatique qui leur donnerait, en quelque sorte, »une voie à suivre«, ce qui a été confirmé en 1935 par Gottfried Benn, et même plus tard par Gerhard Loose. Dans son âge tendre, Jünger avait fait partie du mouvement de jeunesse des Wandervögel, il connaissait donc leur fonctionnement, de plus, il éditait depuis 1928 la revue »Die Kommenden«, destinée aux générations à venir, si bien que, selon Köhn, il était tout à fait conscient de ce rôle que l'on attendait de lui. Siegfried Krakauer considérait d'ailleurs en 1932 que Jünger était »le porte-parole« d'une jeunesse allemande qui ne tarda pas à succomber à l'appel des sirènes du national-socialisme, alors que pourtant, écrit-il, »les cercles autour de Jünger, Hielscher et Schauwecker« se tenaient à l'écart. En 1957, Gerhard Loose revint sur la publication des »Jeux africains« en 1936 et sur l'étonnement que ce livre provoqua chez



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

beaucoup de ses contemporains. À ses yeux, dans ce livre, »Jünger tourne le dos à la politique«, et il ajoute »même les partisans d'Ernst Jünger, qui avaient attendu de lui une voie à suivre, durent se contenter au lieu de cela d'une recherche du temps perdu«. Hans Blumenberg évoqua de même en 1950 »un tournant inattendu« chez Ernst Jünger dans la deuxième moitié des années trente, tournant qui, à ses yeux, »fait partie des événements les plus importants ayant marqué l'histoire allemande des idées au cours des décennies passées«.

D'une manière générale, ce livre déconcerta la critique qui ne sut qu'en penser. Comme on le sait, à leur arrivée au pouvoir les nazis s'empressèrent de réorienter le culte de la commémoration des morts de la Grande Guerre, prétendument négligé par la République de Weimar dans le but de lutter contre le militarisme. Les premiers livres d'Ernst Jünger furent alors exploités indûment dans cette optique. Ernst aussi bien que Friedrich Georg Jünger, pourrait-on ajouter, dénoncèrent, chacun à sa façon, cette instrumentalisation des textes de guerre à des fins qu'ils réprouvaient. Friedrich Georg en écrivant le poème »Der Mohn« (»Pavot«), (publié dans »Widerstand«, 1934), Ernst en écrivant »Jeux africains«, l'histoire d'un antihéros.

Eckhardt Köhn rappelle que les cinq premiers chapitres de ce livre furent d'abord publiés dans la revue »Corona« de Zürich, éditée par Martin Bodmer et Herbert Steiner, destinée aux écrivains allemands en exil. On pense alors au poème de Friedrich Georg Jünger, »Der Mohn«, repris également dans une revue destinée aux exilés allemands (»Das neue Tage-Buch«, Paris, Amsterdam 1936), dont la lecture époustouffa Thomas Mann. Selon Eckhardt Köhn, Ernst Jünger souhaitait montrer de cette manière qu'il avait définitivement laissé derrière lui ce qu'il appellera plus tard, »son Ancien Testament«, ses premiers textes. Parmi les écrivains émigrés qui reçurent ce message, Eckhardt Köhn cite Karl O. Paetel qui, en 1946, publia le livre »Ernst Jünger. Die Wandlung eines deutschen Dichters und Patrioten« (»Ernst Jünger. La métamorphose d'un écrivain et d'un patriote allemand«). À sa sortie, »Jeux africains« fut qualifié, d'une manière générale, de »livre pour la jeunesse«. Certes, apparemment, le récit se concentre sur l'aventure peu glorieuse d'un jeune homme voulant faire une escapade au soleil. Mais, à y regarder de plus près, le livre peut aussi se lire comme une mise en garde adressée à celui tenté par une autre sorte d'aventure, celle que lui faisait miroiter le pouvoir nazi et, à ce titre, l'avertissement ne s'adressait pas uniquement à la jeunesse.

Dans le dernier article du recueil, Matthias Schöning s'interroge dans son article »Autoname und Eigenname. Ernst Jüngers Polyvalenz« sur les rapports, dans le cas précis de Jünger, entre l'écrivain et sa vie. Pour commencer, Schöning essaie d'imaginer en quoi pourrait bien consister la recherche sur l'œuvre d'Ernst Jünger dans le futur. Selon lui, les textes de Jünger écrits dans l'entre-deux-guerres continueront à intéresser les chercheurs, en raison de leur importance historique. Ils pourront aussi être comparés à d'autres écrits de cette période qui passionne toujours autant le public.

»Orages d'acier«, comme point de départ de ces études, pourrait bien devenir un classique de la littérature du XXe siècle, d'autant plus que les livres récents consacrés à cet ouvrage par Helmuth Kiesel ont préparé le terrain pour des recherches futures qui peuvent être menées à partir de différentes perspectives. Selon Matthias Schöning, une œuvre a d'autant plus de chances de devenir un classique qu'il s'établit un rapport long



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

et durable entre l'histoire de la vie de l'auteur et ses textes. Il pourrait donc se produire au cours du temps »une normalisation« de l'auteur Ernst Jünger, accompagnée de vives réactions chez certains lecteurs qui réprouveraient une telle »normalisation«, mais au final cela ne devrait pas nuire à la recherche sur l'œuvre jüngerienne, bien au contraire. On peut donc parler d'une position particulière de l'*opus* d'Ernst Jünger dans l'histoire contemporaine de la littérature allemande. En fin de compte, elle éveille un intérêt certain pour les questions fondamentales se ramenant à ce domaine.

Les dimensions exceptionnelles des archives abritées au Deutsches Literaturarchiv devraient intéresser et occuper des générations de chercheurs. Ernst Jünger ayant brûlé ses correspondances à l'arrivée au pouvoir des nazis et ensuite en 1945, l'essentiel des archives est constitué de lettres et textes remontant aux années d'après-guerre, jusqu'à sa mort, en 1998. La recherche se concentrera donc forcément sur la production littéraire tardive de l'auteur alors que, jusqu'ici, c'était le contraire. Cela entraînera, selon Matthias Schöning, une évolution de l'image de l'auteur dans le public; en Allemagne, pourrait-on ajouter, pour les lecteurs français, cela ne devrait pas changer grand-chose.

Jünger ayant souhaité ne pas se séparer de ces documents, on peut donc penser qu'il mettait en œuvre une »Werkpolitik« (Steffen Martus), une stratégie dans l'organisation de l'ensemble de son *opus*. Dans cet ordre d'idées, on pourrait le rapprocher d'auteurs français, tel Chateaubriand qui, comme lui, revenait sans cesse sur ses écrits pour les corriger, les améliorer, et de Balzac, très soucieux du classement et de l'organisation de ses œuvres complètes. Selon Matthias Schöning, les nouvelles recherches entreprises pourraient mettre en lumière les ressorts de la démarche de Jünger et permettre ainsi d'avoir une nouvelle vision de l'ensemble de son œuvre en vérifiant dans quelle mesure on peut distinguer des failles et des retournements à l'intérieur de ses écrits.

En utilisant les notions de »nom d'auteur« et de »nom propre«, telles qu'elles furent définies par Michel Foucault en 1969 dans un article du Bulletin de la Société française de philosophie: »Qu'est qu'un auteur?«, Matthias Schöning propose ensuite deux thèses pour tenter d'expliquer les transformations de l'auteur et de son œuvre au cours de sa vie. Cela permet de montrer la difficulté de séparer le vécu de l'homme de la transcription de ce vécu par l'auteur sans que l'on puisse pourtant les assimiler. Plus l'expérience initiale est traumatisante, plus il lui est difficile de s'en dégager, puisqu'elle est le moteur initial de son inspiration d'écrivain. Par comparaison, en s'appuyant sur la place que réserve l'histoire de la littérature allemande à certains auteurs, comme Kleist, Matthias Schöning est »optimiste« quant à l'avenir de la recherche concernant les principaux textes d'Ernst Jünger.

Alexander Pschera rend compte ensuite des parutions récentes, des correspondances et des ouvrages destinés à la recherche. Il s'agit d'abord d'un recueil des écrits autobiographiques de la Première Guerre mondiale, édité par Helmuth Kiesel³. Pschera signale également la publication de textes d'Ernst Jünger en livres de poche: »In Stahlgewittern«, »Afrikanische Spiele«, »Der Arbeiter«, »Auf den Marmorklippen«, »Der Waldgang«, »Gläserne Bienen«. Notons qu'en



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

³ Helmuth Kiesel (ed., avec la participation de Friederike Tebben), Ernst Jünger. Krieg als inneres Erlebnis. Schriften zum Ersten Weltkrieg, Stuttgart 2016.

France, ces textes de Jünger traduits en français, sont depuis bien longtemps dans la collection du livre de poche. Dans les années 80, il était plus facile et moins cher de lire Ernst Jünger en français plutôt qu'en allemand. Certaines de ces nouvelles éditions en Allemagne contiennent une préface ou une postface écrite par un universitaire ou par un écrivain contemporain⁴. Alexander Pschera mentionne aussi la parution du deuxième volume de Nicolai Riedel consacré à l'immense bibliographie des œuvres d'Ernst Jünger, faisant suite au premier volume qui concernait les années allant de 1928 à 2002⁵. Aux livres sur l'œuvre d'Ernst Jünger, on peut associer ceux évoquant des figures de la même époque et des présentations plus générales de la littérature allemande de la première moitié du XX^e siècle⁶.

Les autres contributions de la revue qui ne font pas partie du dossier, sont également tirées des archives, dont »In Beurteilung der Schandtaten. Aus dem Briefwechsel (1962–1974)«, un extrait d'une trentaine de pages tiré de la correspondance entre Ernst Jünger et Joseph Wulf, introduit et commenté par Detlev Schöttker et Anja Hübner. La correspondance devrait être publiée *in extenso* en 2019. Joseph Wulf prit contact avec Ernst Jünger pour la première fois en 1962 et il correspondit avec lui jusqu'à sa mort en 1974. Wulf est connu comme étant »le pionnier de la documentation sur les crimes nazis«. Il consacra sa vie et ses recherches d'historien à l'étude de la persécution des juifs par le national-socialisme et à l'Holocauste. De son vivant, il se situait en marge des recherches officielles dans ce domaine, ce qui ne le découragea pas. On ne pourrait guère imaginer parcours de vie plus différent: un ancien officier de la Wehrmacht et un Allemand juif persécuté, interné à Auschwitz, où sa famille et ses proches furent assassinés.

Pourtant les lettres témoignent d'un rapprochement entre les deux hommes, qui essaient de mieux se comprendre, en lisant leurs livres

⁴ Ernst Jünger, *Der Waldgang*. Mit einem Vorwort von Detlev Schöttker und Fotografien von Albert Renger-Patzsch. Jahrgabe 2016 des Sparkassenverbandes Westfalen-Lippe. Münster 2016; id., *Späte Rache. Erzählungen*. Mit einem Essay von Thomas Hettche, Stuttgart 2017; id., *Subtile Jagden*. Mit einem Essay von Uwe Tellkamp und Illustrationen von Walter Linsenmaier, Stuttgart 2017. Sont à signaler également l'édition de deux correspondances: Luise Rinser, *Ernst Jünger, Briefwechsel 1939–1944*. Mit einem einführenden Essay von Benedikt Maria Trappen, Augsburg 2015; Armin Mohler, *Lieber Chef ... Briefe an Ernst Jünger 1947–1961*, ed. par Erik Lehnert, Schnellroda 2016.

⁵ Nicolai Riedel, *Ernst Jünger-Bibliographie*. Wissenschaftliche und essayistische Beiträge zu seinem Werk (2003–2015), Stuttgart 2017.

⁶ Erik Lehnert, *Friedrich Hielscher. Nationalrevolutionär, Widerständler, Heidenpriester*, Paderborn 2015; Dieter Krüger, Hans Speidel und Ernst Jünger, *Freundschaft und Geschichtspolitik im Zeichen der Weltkriege*, Paderborn 2016; Galili Shahrar (ed.), *Deutsche Offiziere. Militarismus und die Akteure der Gewalt*, Göttingen 2016; Thorsten Voß, *Körper, Uniformen und Offiziere. Soldatische Männlichkeiten in der Literatur von Grimmelshausen und J. M. R. Lenz bis Ernst Jünger und Hermann Broch*, Bielefeld 2016. Dans un autre registre: Norbert Dietka, *Ernst Jünger und die bildende Kunst*. Würzburg 2017; Rainer Waßner, *Die letzte Instanz. Religion und Transzendenz in Ernst Jüngers Frühwerk*. Nordhausen 2015. Pour finir, Alexander Pschera mentionne le livre du spécialiste de Kant, Steffen Dietzsch, *Denkfreiheit. Über Deutsche und von Deutschem*, Leipzig 2016; et celui de Helmuth Kiesel, *Geschichte der deutschsprachigen Literatur 1918–1933*, Munich 2017.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

respectifs. Pour la recherche sur l'œuvre d'Ernst Jünger, le jugement que porte Wulf sur Jünger et son œuvre est précieux, car il s'agit de l'un de ses contemporains. Sa connaissance du contexte historique, irremplaçable, indépassable, lui permet de porter un jugement authentique sur Ernst Jünger, dénué de considérations idéologiques intempestives. Wulf voit en lui, parmi les auteurs ayant écrit sous le Troisième Reich, le meilleur représentant de »l'exil intérieur« (*innere Emigration*). Il prend d'ailleurs contact avec lui, pour la première fois, le 16 décembre 1962, après avoir lu dans le livre d'Armin Mohler, »Die Schleife«, la lettre qu'envoya Jünger le 14 juin 1934 au »Völkischer Beobachter«, l'organe de presse nazi. Jünger se plaignait et refusait qu'on le fit apparaître comme un collaborateur du journal, ce qu'il n'était pas, alors que sa lettre du 18 novembre 1933, adressée à l'Académie des écrivains, dans laquelle il refusait le siège que le pouvoir nazi lui proposait, avait été passée sous silence.

Le 10 janvier 1963, Joseph Wulf écrit d'ailleurs à Ernst Jünger, que cette période de sa vie s'étendant de 1934 à la fin de la guerre est pour lui »le symbole de l'exil intérieur d'un écrivain dans un État totalitaire«. Le 8 septembre 1964, après qu'une rencontre entre les deux couples a eu lieu, Wulf écrit à Jünger qu'il décèle dans sa création littéraire »une base profondément humaine«, une des raisons, à ses yeux, de leur rapprochement spirituel. Jünger, quant à lui, admire la grandeur d'âme de Wulf qui cherche à rester le plus objectif possible, le plus neutre possible dans ses recherches, en ne faisant pas intervenir son expérience épouvantable du camp d'extermination d'Auschwitz.

Le 26 août 1966, Jünger lui écrit qu'il ne sait pas si lui-même aurait été capable de cette hauteur de vue si son fils Ernst avait été assassiné, »ce qui aurait été tout à fait possible«. On sait qu'il fut arrêté pour avoir tenu des propos hostiles au régime et ensuite envoyé en mission militaire au cours de laquelle il trouva la mort en 1944. Dans la lettre du 21 janvier 1965, Joseph Wulf rend hommage à l'archevêque de Lyon, Pierre-Marie Gerlier, qui a sauvé des milliers de vies en prenant le parti de la Résistance. Les réflexions des deux hommes sur cette période de l'Histoire ont valeur de témoignages, en particulier lorsque Jünger dénonce dans sa lettre du 2 avril 1966, »la lâcheté générale qui a ouvert les vannes à la brutalité«, pour lui, ce fut »la condition préalable ayant entraîné la catastrophe«. À la fin du texte figure le fac-similé de l'attestation du Jüdischer Nationalfonds e. V. indiquant que des arbres furent plantés en Israël en l'honneur de Mme Jenta Wulf, décédée le 28 août 1973, à la demande d'Ernst Jünger. Cette correspondance conservée au Deutsches Literaturarchiv nous montre le grand intérêt des documents faisant partie du fonds Ernst Jünger, non seulement pour la recherche sur l'auteur, mais aussi pour la recherche en histoire.

Dans la contribution suivante, »Jean Schlumberger, Versuch einer Klarstellung (1945)«, se trouvent deux lettres de Joseph Breitbach adressées à Ernst Jünger en 1951 et sa réponse de la même année, faisant partie du fonds Ernst Jünger. Ces lettres sont publiées pour la première fois, introduites et commentées par Wolfgang Mettmann, Alexander Pschera et Detlev Schöttker. Elles se situent à la suite de leur traduction en allemand d'un article de Jean Schlumberger figurant en 1945 dans la revue »Terre des Hommes«. Dans ce texte, il était question de l'attitude des écrivains allemands vis-à-vis du national-socialisme, en particulier de celles de Thomas Mann et d'Ernst Jünger. Le paragraphe de ce texte qui lui était consacré avait contrarié ce dernier.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Dans ses lettres, Joseph Breitbach tente de lui expliquer les véritables intentions de Schlumberger lorsqu'il rédigea son article dans le contexte historique très spécial de la Libération à Paris; en fait, Schlumberger n'aurait eu d'autre but que de le protéger. L'irritation d'Ernst Jünger est perceptible, qui n'est d'ailleurs pas uniquement causée par le texte de Schlumberger. Quoiqu'il en soit, en février 1969, Jünger fit paraître un article dans la »Frankfurter Allgemeine Zeitung« dans lequel il était question d'une visite qu'il avait rendue à Schlumberger à Paris en 1967, texte qui fut repris dans la »Nouvelle Revue française« en 1969, consacrée à Jean Schlumberger, décédé à Paris en 1968. En 1978, Jünger inclut ce texte dans l'édition de ses œuvres complètes, lui assurant ainsi la pérennité.

Niklas Dechert et Reinhard Mehring dans leur article »Ernst Jünger/ Carl Schmitt. Widmungen in Büchern« introduisent un florilège des dédicaces relevées sur les livres envoyés par Jünger à Schmitt et réciproquement. La correspondance entre les deux n'a pas encore révélé tous ses secrets, certains documents restent à exploiter. Les dédicaces nous donnent un aperçu de l'échange intellectuel entre les deux hommes. Les allusions à l'actualité et aux livres cités en référence sont décryptées par les éditeurs qui ont inclus à leur article les fac-similés de certaines pages des livres retenus.

Nicolai Riedel livre la dernière contribution au volume, »Ernst Jüngers Schriften in Übersetzungen (1996–2016)«. Il donne la liste des traductions des livres d'Ernst Jünger ayant été publiées de 1996 à 2016 dans 28 langues. Si les traductions en français et en italien sont les plus nombreuses, on remarque un nombre croissant de traductions surtout en espagnol, mais aussi en russe, en polonais et en anglais.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Laurence Baudoux-Rousseau, Michel-Pierre Chélini, Charles Giry-Deloison (dir.), Le patrimoine, un enjeu de la Grande guerre. Art et archéologie dans les territoires occupés 1914–1921/Der Kulturerbeschutz als Herausforderung im Ersten Weltkrieg. Kunst und Archäologie in den besetzten Gebieten 1914–1921. Traductions de/Übersetzungen von Françoise Chasselat et Renate Heckendorff, Arras (Artois Presses Université) 2018, 382 p. nombr. ill. (Histoire), ISBN 978-2-84832-319-0, EUR 30,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Emily Löffler, Tübingen

Die zweisprachige Publikation »Le patrimoine, un enjeu de la Grande Guerre«/»Der Kulturerbeschutz als Herausforderung im Ersten Weltkrieg« geht auf ein Kolloquium an der Université d'Artois in Arras im März 2015 zurück, das sich mit Kunstschutz, Kunstgeschichte und Archäologie am Ende des Ersten Weltkrieges auseinandersetzte und an die Forschungen zum deutschen Kunstschutz im Ersten Weltkrieg anknüpfte. Gegründet, um nach den Kriegszerstörungen in Löwen und Reims die internationale Kritik an der »deutschen Kulturbarbarei« zu entkräften, unternahm der deutsche Kunstschutz in Belgien und Nordfrankreich Maßnahmen zum Schutz von Denkmälern und beweglichen Kulturgütern, führte aber auch kunsthistorische und archäologische Forschungen wie z. B. Fotokampagnen zur Erfassung von Denkmälern durch und eignete sich das besetzte Gebiet auf diese Weise kulturell an. Das Spannungsfeld zwischen vermeintlich »unpolitischer« Wissenschaft, Krieg und Propaganda, in dem sich der Kunstschutz bewegte, wurde erstmals von Christina Kott untersucht¹. Der vorliegende Tagungsband will den Forschungsstand zum Kunstschutz² um französische Perspektiven auf Akteure und das Verhältnis von Wissenschaft und Kunstpolitik während des Krieges und in den ersten Nachkriegsjahren erweitern.

Fast alle Beiträge zum Kunstschutz während des Krieges greifen die Dimension der kulturellen Aneignung besetzter Gebiete durch Denkmalschutz, wissenschaftliche Erschließungskampagnen oder Publizistik auf. Wie diese Aneignung zum Ausdruck kam und wie sich bei diesen Aktivitäten individuelle (Forschungs-)Interessen und konzertierte Kulturpropaganda zueinander verhielten, untersuchen die Autor*innen wahlweise anhand der Biografien und Forschungsprojekte zentraler Akteure oder über die Erschließung spezifischer Quellengattungen wie Fotos oder zeitgenössischer Publizistik.

¹ Christina Kott, *Préserver l'art de l'ennemi? Le patrimoine artistique en Belgique et en France occupées, 1914–1918* (Comparatisme et société, 4), Brüssel 2006.

² Nicholas Bullock, Luc Verpoest, *Living with History, 1914–1918. Rebuilding Europe after the First and Second World Wars and the Role of Heritage Preservation*, Living with History, Löwen 2011; Philippe Nivet, *Guerre et patrimoine artistique à l'époque contemporaine*, Amiens 2014.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Einen biografischen Zugriff wählen etwa Raphaël Clotuche und Julien Trapp. Clotuche skizziert die Karrieren der Archäologen Gerhard Bersu und Wilhelm Unverzagt, analysiert exemplarisch Unverzagts Ausgrabungen an den spätrömischen Befestigungen von Famars und zeigt auf, dass dessen archäologische Befunde auch durch neuere Ausgrabungen nicht widerlegt wurden. Allerdings versäumt Clotuche es, Unverzagts Ausgrabungen stärker historisch zu kontextualisieren. So deutet er zwar an, dass Unverzagt mit einer »germanischen« Lesart bestimmter Keramiken die deutsche militärische Präsenz im Ausgrabungsgebiet historisch gerechtfertigt haben soll (S. 19). Ob die Belegstelle ein Einzelfall war oder völkische Deutungsmuster sich häufiger in Unverzagts Schriften wiederfinden und somit auch seine Interpretation der Befestigungen von Famars färbten, lässt Clotuche jedoch offen. Trapp wiederum beleuchtet die Rolle des deutschen Philologen Johann Baptist Keune für die Museen der Stadt Metz vor und während des Ersten Weltkrieges und fragt, wie Keunes persönliches Engagement für den Kunst- und Denkmalschutz sich im Spannungsfeld von genuinen Schutzinteressen und der propagandistischen Instrumentalisierung von Schutzmaßnahmen verorten lässt (S. 44–45).

Eine akteursbezogene Fragestellung formuliert auch Susanne Dörler, die die Rolle des Marburger Kunsthistorikers Richard Hamann für die Kampagnen des Bildarchivs Foto Marburg analysiert. Hamann galt als einer der produktivsten Fotografen der 1917–1918 in Belgien und Nordfrankreich durchgeführten Kampagne, verfolgte dabei allerdings individuelle Forschungsinteressen, wodurch er wiederholt die Arbeits- und Zeitpläne der Kampagne gefährdete. Tatsächlich ist die Wahrung persönlicher – wissenschaftlicher oder kommerzieller – Interessen ebenso bei anderen Mitarbeitern der Fotokampagne feststellbar. Da diese Interessen sich auch in den Fotonegativen aus den Kampagnen widerspiegeln, argumentiert Dörler überzeugend dafür, die Metadaten der in den Kampagnen produzierten Negative stärker in Analysen einzubeziehen und so das Fotomaterial für neue Fragestellungen fruchtbar zu machen (S. 152–155).

Markus Kohl setzt sich mit den Veröffentlichungen von im französischen Bapaume stationierten deutschen Soldaten und Offizieren auseinander, um die deutsche Wahrnehmung des französischen Kulturerbes bei Nicht-Kunstschutz-Mitgliedern fassbar zu machen. In Artikeln für die Soldatenzeitschrift »Der Schützengraben«, Taschenbüchern und Fotoalben erschlossen die Soldaten sich die Kunst- und Kulturgeschichte und das materielle Kulturerbe der besetzten Gebiete und leiteten daraus Forderungen nach einem Schutz vor Zerstörungen durch den Kriegsgegner her. Ihre Argumentationen ähnelten denen des institutionellen Kunstschutzes, waren allerdings nicht Ausdruck einer koordinierten deutschen Kulturpropaganda, sondern gingen auf individuelle Initiativen zurück (S. 120). Kohl zeigt somit eindrucksvoll, dass das Thema Kulturgüterschutz nicht nur Anliegen von Experten war, sondern auch von Laien thematisiert wurde.

Der Beitrag von Anne Labourdette zum Museum in Douai in den Jahren 1914–1918 sticht durch seinen institutionengeschichtlichen Fokus hervor (S. 73–85). Allerdings stützt sich der Abriss über die teilweise Evakuierung der Sammlungen nach Valenciennes sowie die Plünderungen der in Douai zurückgebliebenen Sammlungsteile im Jahre 1918 stark auf



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

die Forschungen von Christina Kott, ohne ihnen viel Neues hinzuzufügen³.

Eine Vergleichsperspektive zur Situation in Belgien und Frankreich eröffnen die Beiträge von Beate Störckuhl und Andrzej Nieuwaszny, die sich mit der Situation in Polen befassen. Störckuhl untersucht die Rolle deutscher Kunsthistoriker im 1915–1918 unter deutscher Zivilverwaltung stehenden Generalgouvernement Warschau. Während der Kunstschutz in Belgien und Frankreich auf gefestigte Verwaltungsstrukturen traf, hatte der Zusammenbruch des Zarenreichs in Polen ein Machtvakuum verursacht, sodass der Kunstschutz hier je nach Präsenz nationaler Bewegungen unterschiedliche Arten von Kooperationen mit lokalen Akteuren einging. Kennzeichnend für die publizistische Erschließung des besetzten Territoriums in Polen waren das Stereotyp der Entdeckung einer »terra incognita« und die Reklamierung deutscher Kunst- und Kultureinflüsse, die auch über 1918 hinaus in der sogenannten »Deutschtumsforschung« intensiviert werden sollten (S. 183–189).

Da Andrzej Nieuwaszny kurz nach dem Kolloquium verstarb, entschieden sich die Herausgeber des Tagungsbandes dafür, eine Zusammenfassung seines Vortrags zu veröffentlichen. In seinem Beitrag zeichnete Nieuwaszny die auf den polnisch-sowjetischen Konflikt zurückgegangenen Kriegszerstörungen in Galizien, sowjetische Abtransporte von Kulturgütern und polnische Restitutionsbemühungen in den 1920er Jahren nach (S. 213–216).

Maria Obenaus, Valentine Gay und Pierre Leveau schließlich beleuchten das Verhältnis von Kunst, Recht und Politik am Ende des Ersten Weltkriegs und die Rolle von Kulturgütern in Debatten um Reparationen, Entschädigungen und transnationalem Kulturgütertransfer. Obenaus zeigt, dass die Grundlagen für die 1919 in Deutschland verabschiedete Verordnung über die Ausfuhr von Kunstwerken während des Ersten Weltkrieges vorbereitet wurden: Die Preissteigerung auf dem Kunstmarkt rief Stimmen auf den Plan, die die Abwanderung bedeutender Kunstwerke aus Privatbesitz ins Ausland befürchteten und deshalb eine Reglementierung privater Kunstausfuhren aus Deutschland forderten. Die das Kriegsende begleitenden Debatten um die Verwendung von Kunst als Kriegsentschädigung und das zeitgleiche Bedrohungsszenario des Verlusts der Kunstsammlungen entmachteter Fürsten befeuerten diese Befürchtungen, sodass mit der 1919 verabschiedeten Verordnung über die Ausfuhr von Kulturgütern ein »Verzeichnis der national wertvollen Kunstwerke«, die nicht ins Ausland ausgeführt werden durften, etabliert wurde (S. 233–238).

Auf die Nutzung von Kulturgütern als Kriegsentschädigungen kommt auch Valentine Gay zurück, die die Positionen französischer Kunsthistoriker in der Reparationsdebatte nachzeichnet (S. 257–269). Leveau schließlich befasst sich aus rechtshistorischer Perspektive mit der Frage, wie sich das Völkerrecht in der Zwischenkriegszeit mit Fragen des Kulturgüterschutzes auseinandersetzte (S. 287–298).

Die zehn Beiträge setzen durch ihren mikrohistorischen Zugriff bei den Leserinnen und Lesern bereits vorhandenes Kontextwissen über die



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

³ Vgl. Christina Kott, Die deutsche Kunst- und Museumspolitik im besetzten Nordfrankreich im Ersten Weltkrieg zwischen Kunstraub, Kunstschutz, Propaganda und Wissenschaft, in: kritische berichte 25/2 (1997), S. 5–24, DOI [10.11588/kb.1997.2.10580](https://doi.org/10.11588/kb.1997.2.10580).

Institution des Kunstschatzes voraus, zumal das Vorwort und die Einführung der Herausgeber des Tagungsbandes sehr kurz ausfallen. Erst das Fazit des Bandes (S. 315–329), das eine umfassende Historisierung der Entwicklung des Denkmal- und Kulturgüterschutzes seit 1800 vornimmt, ordnet die Beiträge in einen größeren Kontext ein. Für die Lesbarkeit des Bandes wäre es sinnvoller gewesen, dieses Fazit als Einführung zu verwenden.

19./20. Jahrhundert – Histoire
contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2019.1.60001](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.60001)

Seite | page 4



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Hans-Peter Becht, Ewald Grothe (Hg.), Karl von Rotteck und Karl Theodor Welcker. Liberale Professoren, Politiker und Publizisten, Baden-Baden (Nomos) 2018, 247 S. (Staatsverständnisse, 108), ISBN 978-3-8487-4551-7, EUR 44,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Tristan Coignard, Bordeaux

L'ouvrage collectif consacré aux penseurs et hommes politiques Karl von Rotteck (1775–1840) et Carl Theodor Welcker (1790–1869) est majoritairement issu des communications faites lors d'un colloque organisé en 2016 à l'université de Fribourg-en-Brisgau sous l'égide de la Friedrich-Naumann-Stiftung et de la Reinhold-Maier-Stiftung. Les directeurs de publication proposent, dans ce livre, une somme synthétique sur deux acteurs importants de la structuration d'un discours politique libéral dans la période du *Vormärz*.

C'est ce que Jörn Leonhard souligne dans sa contribution, en inscrivant leur œuvre et leur action dans le contexte de la première moitié du XIX^e siècle. Il montre notamment que ce qui caractérise des libéraux allemands comme Rotteck et Welcker, c'est le fait qu'ils ne se réfèrent pas à des traditions de pensée linéaires, enracinées dans l'héritage des Lumières, mais qu'ils peuvent aussi faire preuve de positionnements ambivalents, entre coopération et opposition à l'égard du pouvoir en place (p. 30). Ces positionnements ont pu déboucher sur des réactions répressives de la part des autorités. Universitaires engagés dans la vie politique du Grand-Duché de Bade, tous deux professeurs à Fribourg-en-Brisgau, Rotteck et Welcker ont été contraints par les autorités à prendre leur retraite de manière prématurée. Défenseurs de la liberté de la presse, ils ont participé à la fondation du quotidien «Der Freisinnige», qui a été interdit en 1832 (voir à ce propos l'article de Roland Gehrke).

Malgré les parallèles qu'il est légitime de dresser entre les deux personnalités, le volume a aussi pour objectif de mettre en évidence les différences qui existent entre eux. Hans-Peter Becht compare notamment le rôle parlementaire que chacun a exercé: alors que Rotteck est décrit comme un professeur qui fait de la politique, Welcker apparaît plutôt comme un homme politique de métier, comme un acteur libéral qui est déjà à l'aise avec les codes du parlementarisme et de la communication politique. C'est à ce titre qu'on s'intéresse tout particulièrement à ce dernier en tant que député.

Les contributions d'Eva Maria Werner avec Leonardo Costadura ainsi que de Frank Engehausen portent sur l'expérience de Welcker au parlement de Francfort pendant la révolution de 1848–1849. Ces recherches montrent à quel point Welcker est perçu comme une référence dans les cercles libéraux. Engehausen montre notamment l'influence de Welcker sur la décision, en mars 1849, de privilégier, pour les perspectives d'unité, la solution de la «petite Allemagne» sous la conduite de la Prusse.

La deuxième section de l'ouvrage collectif qui leur est consacré concerne les activités des publicistes Rotteck et Welcker et relève plus particulièrement de l'histoire des idées. Cette orientation se retrouve clairement dans l'étude de l'œuvre de référence qu'on doit aux deux



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

professeurs. En effet, ils se sont associés entre 1834 et 1843 pour diriger l'édition des 15 volumes du »Staats-Lexikon«, qui s'est imposé comme »un forum central« (p. 9) pour le débat politique des années 1830 et 1840. Le relevé par mots-clés de la totalité des articles parus dans le »Staats-Lexikon«, réalisé par Helga Albrecht, est, à cet égard, un outil précieux et pourra nourrir des projets de recherche ultérieurs (p. 159–212). C'est également Helga Albrecht qui montre, dans son article consacré à cette œuvre, comment Rotteck et Welcker ont entrepris de promouvoir l'idéal d'une monarchie constitutionnelle, refusant le concept de constitution octroyée pour mieux défendre le principe d'un accord entre le souverain et la représentation populaire (p. 154).

Dans le même esprit, il faut retenir la contribution de Rainer Schöttle qui livre une analyse approfondie et exhaustive de la théorie de l'État chez Rotteck et Welcker. Malgré leurs points de divergence, l'un comme l'autre ont cherché à élaborer une démarche scientifique pour cerner les mutations socio-politiques que connaît la période, pour redéfinir le rôle de l'État et pour conceptualiser le fait que beaucoup d'Allemands aspirent à une plus grande participation aux choses publiques et à la prise de décision politique.

Dans la mesure où les contributions concilient la reconstitution des parcours de Rotteck et Welcker, leur inscription dans le contexte du *Vormärz* et la mise en perspective de leurs activités et de leurs conceptions scientifiques, l'ouvrage collectif représente une entreprise réussie qui fera date dans les recherches sur le libéralisme allemand. Les références bibliographiques, sélectionnées pour chaque article, forment un ensemble cohérent qui livre un bilan exhaustif des travaux réalisés dans ce domaine.

Sans occulter les insuffisances et les contradictions du mouvement, les différents auteurs parviennent à démontrer, à partir de ces deux cas emblématiques, que les libéraux ont su, à travers l'usage des médias et leurs activités scientifiques et parlementaires, favoriser l'émergence d'une pensée politico-juridique et d'une culture du débat tournées vers la réforme de l'État et vers une redéfinition des rapports entre souverains et sujets. De ce point de vue, l'ouvrage collectif édité par Hans-Peter Becht et Ewald Grothe participe à une relecture positive du libéralisme dans la première moitié du XIX^e siècle, qui incite à remettre en question la thèse, toujours répandue dans l'historiographie, d'un échec total des libéraux allemands pendant cette période.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Beate Binder, Cornelius Borck, Volker Hess (Hg.),
Wahnsinnsgefüge der urbanen Moderne. Räume, Routinen
und Störungen 1870–1930, Wien, Köln, Weimar (Böhlau)
2018, 411 S., 17 Abb. (Kulturen des Wahnsinns [1870–1930],
4), ISBN 978-3-205-79422-6, EUR 45,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Sandra Schmitt, Bonn

Die Großstädte der Jahrhundertwende haben zahlreiche Figuren, Topoi und Bilder hervorgebracht, die bis heute die Wahrnehmung dieser Zeit, aber auch der Städte selbst prägen: Die großen Boulevards, die Passagen und der Flaneur, der taumelnde Rausch, Vergnügen und Elend, die frühe Elektrizität gehören zu den gängigen Assoziationen, die diese Städte aufrufen. Zu ihnen gehört auch der Topos vom Wahnsinn der Großstadt. Dieser bezieht sich einerseits auf die krankmachenden Seiten der Großstadt, das Laute und Hektische, die Überfüllung, die Lebensverhältnisse, die prekäre Arbeitssituation in den Städten; er impliziert andererseits die Vorstellung, dass die Großstadt aufgrund der Anonymität, dem Mangel an sozialem Zusammenhalt und der breiteren Akzeptanz des Exzentrischen und Abweichenden auch den Wahnsinnigen einen Raum gibt, sich öffentlich zu entfalten.

An dieser Stelle hakt der Band von Beate Binder, Cornelius Borck und Volker Hess ein, dessen Titel »Wahnsinnsgefüge der urbanen Moderne. Räume, Routinen und Störungen 1870–1930« bereits andeutet, worum es den hier versammelten Autorinnen und Autoren gehen soll: Einerseits werden Topoi und Narrative der Großstadt mit Blick auf ihre (psychiatrischen) Ordnungs- und Normalitätsvorstellungen bzw. die Verstöße gegen diese Vorstellungen hin aufgebrochen und analysiert; andererseits werden die »Gefüge«, also die räumlichen und verwaltenden Strukturen, die den Umgang mit der Störung der Ordnung regeln, näher betrachtet.

Die Frage nach den Räumen, Routinen und Störungen ordnet auch den Band selbst: Jeweils vier Beiträge werden unter einer leitenden Fragestellung zu einer der drei Kategorien versammelt und in der Einleitung der Herausgeber zusammengefasst. Hervorgegangen ist der Band aus dem längeren gemeinsamen Denk- und Arbeitsprozess in der DFG-geförderten Forschungsgruppe »Kulturen des Wahnsinns. Schwellenphänomene einer urbanen Moderne, 1870–1930«, der die Autorinnen und Autoren – darunter Medizinhistoriker, Kulturanthropologen, Kulturwissenschaftler und Ethnologen – angehören; eine Verbindung, die man dem bereits vierten Band dieser Forschergruppe positiv anmerkt.

Spezifiziert wird der Begriff der Räume, unter dem die ersten vier Beiträge versammelt sind, als »Räume der Erregung«. Dadurch wird es möglich, auf den ersten Blick unterschiedliche Phänomene und Figuren wie die Großstadtreportage, den Kokainkonsum, die Börsenspekulation und die Prostituierte nebeneinanderzustellen und ihre Gemeinsamkeiten aufzuzeigen. In allen Beiträgen geht es um die Entdeckung und Analyse der imaginären Räume, die sich über die realen bzw. sozialen Räume lagern und gemeinsam den Diskurs bestimmen, ob



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

beim Durchstreifen der Großstadt, beim Beschreiben der Kokainszene, der Börse oder der Vergnügungsviertel um Ku'damm und Friedrichstraße. Die Räume der Stadt sind Bühne für Emotionalität und Theatralität, wie Dorothea Dornhof in ihrer Analyse der Börse zeigt; sie dienen aber auch dem Erproben und Verhandeln von (illegalen) Praktiken wie dem Drogenkonsum oder gesellschaftlich stigmatisierter Bereiche wie der Sexualität, wie es Anne Gnausch und Beate Binder herausarbeiten.

Immanent sind dem Prozess des Aushandelns und spielerischen Erprobens Prozesse der Abgrenzung und Einhegung: die Figuren und Räume werden pathologisiert und kriminalisiert oder, wie im Fall der Börse, von wirtschaftlichen Ordnungs- und Rationalitätsvorstellungen eingefangen. Auch die Stadt selbst wird im sozialökologischen Modell als Objekt der Wissenschaft entdeckt; bürgerliche Streifzüge durch ärmere Viertel stiften neue Perspektiven auf das Abseitige, Dunkle und Abweichende (Sven Bergmann).

Deutlich wird bereits hier das weitestmögliche Verständnis der Herausgeberin und der Herausgeber von Wahnsinn, mit dem sich diese von einem psychiatrisch-medizinischen Blick distanzieren (vgl. S. 9). Es ist interessant, dass der psychiatrische Diskurs dort wieder stärker als Untersuchungsgegenstand auftritt, wo es um Routinen und Abweichungen geht. In Beiträgen zur Psychiatisierung des Suizids (Anne Gnausch/Volker Hess) und zur Hamburger Drogenszene (Stefan Wulf/Heinz-Peter Schmiedebach) wird aufgezeigt, wie unterstützt von Behörden und Polizei eine medizinisch-psychiatrische Versorgung in Berlin beziehungsweise Hamburg aufgebaut und etabliert wurde.

Die Stadt wird sichtbar als ausdifferenzierte Organisationseinheit und als System, das auf rasche und abgestimmte Abläufe angewiesen ist. In den folgenden Beiträgen nimmt die methodische Bezugnahme auf die Stadt ab. Dafür geht es nun mehr um die Gefüge und Diskurse, in denen Wahnsinn verhandelt und bestimmt wurde. Der Beitrag von Sonja Mählmann und Cornelius Borck über die ambivalente Rolle von Angehörigen in der Anstaltskommunikation weist auf die Bedeutung dieser »dritten« Partei zwischen Arzt und Patient hin, die erst spät im 20. Jahrhundert wiederentdeckt wird, während Johannes Kassar eine Diagnosegeschichte des epileptischen Dämmerzustands beisteuert.

Die Beiträge der letzten Sektion, die mit »Ordnungen der Störung« überschrieben ist, beschäftigen sich in unterschiedlichster Weise mit den soziokulturellen Unschärfen und Grenzbereichen, die von modernen Ordnungen erzeugt werden. Die Verschränkung zwischen kulturellen und gesellschaftlichen Ereignissen einerseits und psychiatrischen Diskursen andererseits wird insbesondere im Beitrag von Thomas Beddies und Judith Hahn sichtbar, der die Pathologisierung der Revolution von 1918 und ihrer Akteure untersucht. Der Verschränkung von jüdischem Selbsthass und Männlichkeitsvorstellungen widmet sich Gabriele Dietze. An verschiedenen öffentlich und privat geführten Auseinandersetzungen jüdischer Autoren zeigt sie die paradoxen Effekte, die jüdische Assimilierungsbestrebungen in einer Zeit wachsenden Antisemitismus hatten, als sich Konzepte von Heterosexualität und »deutscher« Männlichkeit gegenseitig (de)stabilisierten. Um kulturelle Ordnungsvorstellungen in der Kunst, Sprachwissenschaft und Psychiatrie geht es in den beiden abschließenden Beiträgen von Sophia Könemann und Armin Schäfer, die dem psychopathologischen Phänomen des »Fabulieren« nachgehen, und von Sabine Fastert, die die Kritik und den Einsatz von Mandalas als moderne Diskussion um Vorstellungen der



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

»Mitte« analysiert, in der geometrische Ordnungsvorstellungen von expressionistischem Chaos herausgefordert und aufgebrochen wurden.

Der Band ermöglicht einen Blick auf die Entstehung von Routinen, Räumen und Figuren, die die »urbane Moderne« der Großstädte um die Jahrhundertwende prägten, ohne die bekannten Stereotype jedoch zu reproduzieren. Vor allem die Spiegelung unterschiedlicher Ordnungen und der im Entstehen begriffenen Strukturen im System der Stadt, die viele der Beiträge des Bandes vornehmen, liefert neue Perspektiven auf vermeintlich bekannte Figuren und Diskurse. Das »Neue«, das in den Städten erprobt wurde, wurde dort auch diskutiert und eingeeht. Wie die Entstehung bürgerlicher Ordnungen und (geordneter) Ausbrüche mit der Stadt als Raum und Milieu zusammenhing, darauf wirft dieser Band einen erhellenden Blick.

19./20. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2019.1.60006](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.60006)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Beatrix Bouvier, Rainer Autz (Hg.), Karl Marx 1818–1883. Leben. Werk. Zeit. Trier 05.05–21.10.2018. Große Landesausstellung Rheinisches Landesmuseum Trier/ Stadtmuseum Simeonstift Trier, Darmstadt (Konrad Theiss Verlag) 2018, 384 S., zahlr. farb. Abb., ISBN 978-3-8062-3702-3, EUR 39,95.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Petra Weber, München

Dass sein Leben und Werk einmal zu einer Attraktion für Touristen werden sollte, hätte sich der ins Exil Vertriebene zu Lebzeiten kaum vorstellen können. Die zum 200. Geburtstag von Karl Marx am 5. Mai 2018 an zwei Standorten in seinem Geburtsort Trier gezeigte große Landesausstellung erfreute sich eines großen Besucherandrangs. Wer sich eingehender mit dem gewürdigten Vollbarträger und der Zeit, in der er lebte, befassen wollte, konnte zu einem parallel zu der Ausstellung veröffentlichten Ausstellungskatalog greifen, herausgegeben von Beatrix Bouvier, der langjährigen Leiterin des Trierer Karl-Marx-Hauses, und Rainer Autz. Sie setzten sich zum Ziel, einen »von späterer Dogmatisierung befreiten Blick auf das Leben und Werk von Karl Marx« zu werfen, indem sie ihn im historischen Kontext zu verorten suchten. Einen visuellen Eindruck über das gesellschaftliche Leben der damaligen Zeit, den Alltag der Arbeiter, der in Fabriken schuftenden Frauen und Kinder vermitteln die zahlreichen Abbildungen.

Dreißig kurze Essays informieren mit einem weitgehend deutschen Blickwinkel über die politische, wirtschaftliche und geistige Entwicklung im 19. Jahrhundert und beleuchten die familiäre Herkunft, das Privatleben, das Denken sowie das politische Wirken des einflussreichsten Theoretikers des Sozialismus und Kommunismus. Bei einigen der Essays wie zum Beispiel »Armut und Auswanderung«, »Eine soziale Bestimmung der Kunst? Marx, Proudhon, Morris und die Kunst ihrer Zeit« oder auch »Von Menschen und Maschinen – Gesellschaftsbilder in der Literatur des 19. Jahrhunderts« fragt man sich allerdings, warum sie in den Ausstellungskatalog aufgenommen wurden, da sie ohne Bezug zu Marx verfasst worden sind. Der letztgenannte Aufsatz könnte Leserinnen und Leser sogar leicht in die Irre führen, denn Marx konnte sich für die dort vorgestellten Dichter, die mit den »Waffen der Poesie« auf die »Barrikaden« gingen, und für soziale Romane nur wenig begeistern. Eugène Sues erfolgreichen Roman »Les mystères de Paris« (1942–1943) soll er sogar verabscheut haben. Er bewunderte Heinrich Heine und bevorzugte ansonsten die großen Geister der Weltliteratur: Dante und Cervantes, Goethe und Shakespeare.

Sehr kurz werden die Studienjahre in Bonn und Berlin und das philosophische Denken des jungen Marx abgehandelt, der in seinen Frühschriften den Kommunismus noch als »vollendeten Humanismus« begriff. Für Marx' Hegel-Rezeption bleiben nicht mehr als zwei Seiten. Ohne eine eingehende Würdigung der Frühschriften bleibt aber die Frage offen, ob es – nicht zuletzt unter dem Einfluss von Friedrich Engels – Mitte der 1840er Jahre zu einem radikalen Bruch in Marx' Denken kam. Sehr instruktiv ist der Essay »Karl Marx und Friedrich Engels –



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

ein »Compagniegeschäft« zur Erklärung der Welt«, in dem Eberhard Illner zu dem Schluss kommt: »Ohne Engels kein Marx, ohne Marx kein Engels.« Es war Engels, der Marx zu einer Auseinandersetzung mit den konkreten Problemen der Ökonomie und dem Elend der Arbeiter zwang und mit ihm nach Manchester reiste, um ihm eine Textilfabrik von innen zu zeigen. Er unterstützte den stets unter großen finanziellen Sorgen leidenden Exilanten und fungierte schließlich als dessen Nachlassverwalter.

Ohne ihn wären die Bände 2 und 3 des »Kapitals« (1885/1894) nie erschienen. Er wurde zum großen Deuter des Marx'schen Werkes, das ohne seinen »Anti-Dühring« (1878) in der deutschen Arbeiterbewegung niemals eine so große Verbreitung gefunden hätte. In den 1850er Jahren hatte er für Marx, der 1851 die Stelle eines Auslandskorrespondenten der »New York Daily Tribune« übernahm, aber sich mit dem Englischen noch schwertat, sogar zahlreiche Artikel verfasst, wie man in dem ebenfalls sehr lesenswerten Aufsatz von Jürgen Herres »Karl Marx als Journalist« erfährt. Die von Marx für die »Tribune« verfassten Artikel umfassten eine große Themenvielfalt, die von der Politik der europäischen Großmächte über die Analyse von Wirtschaftskrisen bis zur Beschreibung und Deutung von Aufständen und Umstürzen reichte.

Von Marx' Werken werden »Das Manifest der Kommunistischen Partei« (1848), »Der 18. Brumaire des Louis Bonaparte« (1852) und der erste Band des »Kapitals« (1867) jeweils in einem eigenen Essay vorgestellt und in ihrer Bedeutung gewürdigt. Thomas Welskopp kann zeigen, dass das »Kommunistische Manifest« nicht als »Blaupause« für die Revolution von 1848/1849 diene. Es blieb nicht einmal Zeit, es unter den Mitgliedern des Bundes der Kommunisten zu diskutieren, die anders als Marx und Engels wohl der Bourgeoisie auch keine revolutionäre Rolle attestiert hätten. Der Essay über den »18. Brumaire des Louis Bonaparte«, in dem Marx der Bourgeoisie vorwarf, sich um des »Geldbeutels« willen der diktatorischen Exekutivgewalt des Staates untergeordnet zu haben, leidet darunter, dass der Verfasser, Hauke Brunkhorst, einige fragwürdige Parallelen zur Gegenwart zieht und auch die höchst spekulative Vermutung anstellt, dass der »reale Sozialismus nicht an zu viel, sondern an zu wenig Staat gescheitert« sei.

Mit seinem 1867 veröffentlichten ersten Band des »Kapitals« hoffte Marx, die bürgerlichen Ökonomen David Ricardo und Adam Smith übertreffen zu können. Er hielt seine Mehrwerttheorie für eine fundierte Theorie des unternehmerischen Profits, wobei er die Arbeitswerttheorie von Ricardo übernahm. Seine Ableitung der wirtschaftlichen Krisen des Kapitalismus aus dem Zwang zur Kapitalakkumulation spitzte er in den späteren Jahren auf die Prophezeiung zu, dass die Krisen als zyklische Erscheinungen schließlich zum Zusammenbruch des Kapitalismus führten.

Über Marx' Wirken in der Arbeiterbewegung hätte man gern etwas mehr erfahren. Thomas Welskopp konzentriert sich in seinem Essay »Karl Marx und die Arbeiterbewegung« auf das Verhältnis Marx' zur deutschen Arbeiterbewegung, als deren autoritative Stimme sich der Londoner Exilant als korrespondierender Sekretär für Deutschland innerhalb des Generalrates der Internationalen Arbeiter-Assoziation (IAA) verstand. Die Vertreter der deutschen Arbeiterbewegung, Wilhelm Liebknecht und August Bebel, entwickelten jedoch eine nichtmarxistische Plattform, und Marx weigerte sich dann auch, 1869 zum Eisenacher Gründungskongress der Sozialdemokratischen Arbeiterpartei (SDAP) zu reisen, die in seinen



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Augen, so Welskopp, eine Mixtur »aus orthodoxem Lassalleanismus und volksparteilicher »spießbürgerlicher« Demokratie« vertrat. Das Gothaer Programm der Sozialistischen Arbeiterpartei Deutschlands (SAP) aus dem Jahre 1875 unterzog Marx einer vernichtenden Kritik, die allerdings zunächst unveröffentlicht blieb. Auf Marx' ambivalente, zwischen Hoffnung und Pessimismus schwankende Einschätzung der englischen Gewerkschaften, die das strukturelle Rückgrat der IAA bildeten, geht Welskopp leider nicht weiter ein. Ein erbittert ausgetragener Streit zwischen Marx und dem Anarchisten Michail A. Bakunin und seinen Anhängern führte schließlich zur Spaltung der Ersten Internationale. Marx stand, wie Holger Marcks feststellt, am Ende nur noch einer »Rumpforganisation« der IAA vor.

Die Essays werden ergänzt durch Kurzporträts von Marx' politischen Weggenossen, mit denen der streitbare Ökonom und Prediger des Klassenkampfes in späteren Jahren häufig über Kreuz lag. Wenig erkenntnisfördernd sind die Porträts von Städten, die Marx entweder anlässlich seiner Hochzeitsreise oder zu Kur- und Erholungsaufenthalten besuchte. Interessant wäre es hingegen gewesen, der Frage nachzugehen, warum Marx trotz seiner Isolation in der internationalen Arbeiterbewegung zu deren Ikone werden konnte.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Eckart Conze, Geschichte der Sicherheit. Entwicklung
– Themen – Perspektiven, Göttingen (Vandenhoeck &
Ruprecht) 2018, 234 S., ISBN 978-3-525-30094-7, EUR 25,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Fabien Jobard, Guyancourt

Eckart Conze est historien d'histoire moderne et contemporaine à l'université de Marburg, où il dirige le centre de recherche et de documentation sur les procès contre les crimes de guerre (ICWC). Connu du grand public pour ses contributions aux débats relatifs aux crimes nazis, mais aussi pour ses multiples interventions dans la presse écrite, il est à la fois un historien des relations internationales (sa formation d'origine) et un historien des transformations sociales de l'Allemagne contemporaine.

On retrouve avec ce petit ouvrage »Geschichte der Sicherheit« cette double orientation sociologique et internationaliste. Il s'agit en effet d'une histoire originale de la »sécurité«, envisagée comme vocable éclairant les évolutions marquantes de l'époque moderne à nos jours. Le constat de départ est exprimé dès la première phrase de l'ouvrage: »comme thème de recherche, la sécurité a le vent en poupe« (p. 7). Conze concentre ses observations autour d'une double mutation de la notion de sécurité. Si, aux débuts de l'époque moderne, l'État fondait sa légitimité sur la défense de son territoire contre les prétentions et agressions extérieures, et si la »sécurité« était ainsi entendue comme objet des relations internationales mettant aux prises les États entre eux, la fin du XX^e siècle a vu la sécurité devenir objet de préoccupation interne.

Depuis les années 1970, soutient Conze, la sécurité est devenue moins un enjeu de protection des territoires et des sociétés que de protection des individus devant les risques engendrés par l'incertitude des États dans la globalisation. À ce mouvement d'internalisation de la sécurité s'ajoute un mouvement d'extension de la notion (»erweiterte Sicherheit«), déjà amplement relevé par le politiste Christopher Daase. Avec par exemple la notion de »human security« défendue depuis le milieu des années 1990 à l'ONU, »sécurité« vient à englober toutes les dimensions de la vie individuelle telles que le droit fondamental à se nourrir, à bénéficier d'une vie familiale stable, d'un environnement durable, etc. La triade classique de Georg Jellinek ou Max Weber, qui voit l'État moderne défini comme une population, un territoire et un ensemble d'institutions dépositaires de l'autorité publique fait place à un ordre politique bien plus dispersé et divers, à qui échoit l'impératif d'assurer une bien ductile »sécurité« (p. 67–68).

L'ouvrage développe sur ce fondement un vaste programme de recherche centré sur l'approche historique de la sécurité (»Historische Sicherheitsforschung«). Ce programme porte d'abord sur la notion de culture de la sécurité (»Sicherheitskultur«), un concept vieux d'à peine une trentaine d'années, forgé dans l'épreuve de l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl et qui tend à comprendre la place de la sécurité dans les attentes et l'imaginaire politiques de nos sociétés. Il envisage ensuite la notion, développée depuis les années 1990 par l'école de Copenhague de Ole Wæver, de »sécuritisation«.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Ce concept, prolongé par ce que Conze appelle «l'école parisienne» autour de Didier Bigo, entend lui aussi comprendre les modalités par lesquelles un problème ou une situation sont labellisés comme relevant de la sécurité, mais il envisage aussi d'examiner les transformations consécutives des mécanismes d'allocation de ressources: quels programmes publics sont désormais privilégiés? quels investissements privés sont encouragés? «Sécurité» est en ce sens un *speech act*: dire le mot, c'est réorienter les politiques publiques. Le terme de «sécuritisation» sonne aussi comme une mise en garde contre les dangers hégémoniques de la notion de sécurité qui, finissant par englober tous les aspects de la vie sociale, tend à faire basculer les États dans des régimes d'exception permanente.

Le troisième programme de recherche prolonge les réflexions de Michel Foucault sur la gouvernementalité et s'articule autour de la notion de «dispositifs de sécurité», dans lesquels la sécurité ne peut se comprendre que comme complément de l'autre exigence de la vie moderne: la liberté. Plus l'on aspire à la liberté, plus il est nécessaire d'organiser celle-ci par des dispositifs de sécurité qui ont pour effet (si ce n'est pour finalité) d'organiser les conduites individuelles. Faite dispositif, la sécurité et ce qui la rend possible, la liberté, contribuent à organiser, orienter, diriger les existences individuelles.

Dans ses propos conclusifs, Conze attire l'attention sur les deux perspectives les plus prometteuses du courant de recherche »Historische Sicherheitsforschung«. L'une est la perspective coloniale et postcoloniale, qui encourage à poser la question des intérêts en jeu dans l'émergence et la consolidation de la notion de sécurité. Au profit de quels acteurs, aux dépens de quels autres cette notion a-t-elle trouvé sa place dans les techniques de gouvernement? L'autre perspective prolonge la première. Elle interroge le caractère universel ou, au contraire, occidental-centré, de la préoccupation pour la sécurité et, au-delà, la pluralité culturelle de la notion de sécurité et de ses perceptions. Eckart Conze plaide ainsi pour une »Kritische Sicherheitsforschung« (notons la majuscule à l'adjectif »critique«, p. 178), à même de porter ces dimensions à l'agenda de recherche.

»Geschichte der Sicherheit« est une cartographie à la fois très ambitieuse et immédiatement accessible, qui a l'avantage de porter à la fois sur des courants de pensée et d'analyse, mais aussi sur la genèse et la circulation des notions au sein des institutions publiques. Au fil des pages, le lecteur accumule un grand nombre d'informations sur la notion de sécurité au sein d'instances internationales comme l'ONU ou bien au sein de la doctrine rooseveltienne du New Deal, sur laquelle l'auteur revient à de nombreuses reprises, ou encore sur l'évolution des programmes des partis de gouvernement en Allemagne, du SPD en premier lieu.

L'ouvrage assure avec bonheur un aller-retour constant entre les débats savants et la documentation de la politique du XXe siècle. À ce titre, il est précieux. Il informe également, peut-être à ses dépens, de cloisonnements disciplinaires encore vivaces. On est ainsi surpris de constater que l'histoire de la notion de sécurité et du tournant des années 1970 soit ainsi développée sans regard sur les recherches sur le crime, le sentiment d'insécurité et les politiques aujourd'hui dites »sécuritaires«.

Les ouvrages de David Garland, sur le basculement dans les années 1960 et 1970 d'un âge du *welfare* à un âge de la punition et de l'incarcération, ou ceux de Jonathan Simon, sur le crime comme figure cardinale de la compétition politique, ne sont pas évoqués, pas plus



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

que la constitution d'un champ de savoir contribuant à l'élaboration de technologies de contrôle et de surveillance de l'acte qualifié de délinquant ou de malveillant. Cette absence témoigne du développement en vase clos de la criminologie (tant dans son volet critique que dans son volet de science de gouvernement), mais aurait pu enrichir le propos de l'auteur, dont l'attention portée à l'entrecroisement de la politique internationale et des évolutions sociales contemporaines reste remarquable.

19./20. Jahrhundert – Histoire
contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2019.1.60008](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.60008)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Alain Corbin, Histoire du silence. De la Renaissance à nos jours, Paris (Albin Michel) 2016, 207 p., ISBN 978-2-226-32378-1, EUR 16,50.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Karsten Lichau, Berlin

Alain Corbins Arbeiten zeichnen sich – ganz in der Tradition der Annales-Schule – durch die Verbindung sorgfältiger Archivrecherchen mit innovativen theoretischen Fragestellungen aus. Zu Recht werden sie gerühmt als ebenso genussvolle wie anregende Lektüren. Am Ende seines ebenso facettenreichen wie vielstimmigen Œuvres widmet er sich nun – dem Schweigen.

Auch wenn eine allgemeine Geschichte des Schweigens bis heute aussteht, so liegen doch zahlreiche kulturhistorische Arbeiten zum Schweigen in Politik oder Religion, in Bildkunst, Musik, Theater oder Philosophie vor¹. Corbins auch für ein allgemeineres Publikum gut lesbares Buch berührt all diese Felder, und doch will und kann es auf rund 200 Seiten keine umfassende Geschichte des Schweigens bieten. Wenn es trotzdem Neuland betritt, so weniger aufgrund seines fast ausschließlich auf literarischen Quellen basierenden Zugangs, sondern vielmehr weil seine »Histoire du silence« sich als eine *sound history* des Schweigens lesen lässt und damit ein Forschungsfeld eröffnet, das erstaunlicherweise noch weitgehend unberührt ist – auch wenn wichtige Wegbereiter- und bereiterinnen der recht jungen, aber höchst aktiven *sound history* wiederholt auf die Bedeutung von Stille und Schweigen hingewiesen haben.

So geht es Corbin um Stille und Schweigen als akustische Phänomene, die eine Vielzahl subtiler Klänge umfassen können. Gewissermaßen sensibilisiert er eingangs mit Paul Valéry die Leserinnen und Leser für das feine akustische Gewebe, zu dem diese Klänge sich verbinden: »Entends ce bruit fin qui est continu, et qui est le silence. Écoute ce que l'on entend lorsque rien ne se fait entendre«². Stille wird nicht – wie dies oft geschieht – auf ein abstraktes, negatives Phänomen der Absenz reduziert. Vielmehr fasst Corbin sowohl die spezifischen »sounds of silence« als auch den Vorgang der Dämpfung oder des Ausbleibens von Klang als eine körperlich sich materialisierende Gestalt: Er leiht sein Ohr gleichermaßen der »positiven« wie der »negativen« Dimension der Stille.

Zugleich hebt er hervor, dass Stille und Schweigen als Modi der Interaktion zu begreifen sind. So widmen sich die beiden ersten Kapitel der sinnlichen und emotionalen Interaktion mit architektonischen Strukturen oder mit natürlichen Umwelten: Das erste Kapitel, »Le silence et l'intimité des lieux«, lauscht den unterschiedlichen Stillen, die sich in Privatzimmern des 19. Jahrhunderts, in Kirchen, Festungen, einfachen Häusern oder Hütten, Kliniken oder Gefängnissen entfalten, und Kapitel



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand

¹ Einen Überblick geben Ana María Ochoa Gautier, Silence, in: David Novak, Matt Sakakeeny (Hg.), Keywords in Sound, Durham, London 2015, S. 183–192; Karsten Lichau, Stille, in: Daniel Morat, Hansjakob Ziemer (Hg.), Handbuch Sound, Stuttgart 2018, S. 217–222; dort auch weiterführende Literatur.

² Paul Valéry, Tel quel (1941/43), zit. n. Corbin, Histoire du silence, S. 13.

2, »Les silences de la nature«, behandelt Wüsten, Gebirge, Ruinen bis hin zu tropischen Meeren oder der Nacht.

Der schweigenden Interaktion innerhalb sozialer Beziehungen gehen die folgenden Kapitel nach. Während Kapitel 4 (»Apprentissages et disciplines du silence«) die Erziehung zum gehorsamen, leidensfähigen oder gesitteten Schweigen in religiösen, schulischen und militärischen Institutionen, oder später in Strafanstalten, Krankenhäusern, öffentlichen Räumen und Verkehrsmitteln untersucht, widmet sich Kapitel 7 (»Les tactiques du silence«) unterschiedlichen Verschwiegenheitstaktiken: Als *art de se taire* firmieren sowohl die von höfischen Gesellschaften des 17. Jahrhunderts kultivierten Konversationslehren als auch deren Übertragung in bürgerliche Distinktionspraktiken des 19. Jahrhunderts; die bäuerliche Wortkargheit lässt sich ebenso als soziale Strategie wie als Artikulation einer Lebenswelt begreifen.

Im Zentrum von Kapitel 6 (»La parole du silence«) stehen Versuche, die Beziehung von gesprochenem Wort und Schweigen nicht als Gegensatz, sondern eher als chiastische Verschlingung zu begreifen, sowie die *muta eloquentia* der (stummen) Bildkunst. Kapitel 8 schildert unterschiedliche amouröse Schweigepraktiken, die als Initialzündungen oder Prüfsteine von Liebesbeziehungen dienen, deren tiefere Wahrheiten artikulieren, aber auch der Zerrüttung solcher Beziehungen und dem daraus resultierenden Hass eine oft erstaunliche Dauer verleihen können.

Ganz besonders gilt Corbins Interesse der schweigenden Interaktion mit sich selbst, immer wieder kommt er auf die hohe Wertschätzung zurück, die das »Hören auf sich« (»écoute de soi«) genoss. Ein solches Hören geht hervor aus Praktiken des Alleinseins, des Rückzugs und der Meditation, die in starkem Maße auf die religiöse Suche nach Stille zurückgehen (Kapitel 3, »Les quêtes du silence«, und 5, »Joseph et Nazareth ou l'absolu du silence«). Beispielhaft für das 16. und 17. Jahrhundert stellt Corbin die hohe Intensität der schweigenden Selbsttechniken (»associant maîtrise du silence et savoir postural«, S. 85) dar, durch die Gott – oder das Selbst – vernehmbar werden sollen. Das Schlusskapitel (»Le tragique du silence«) schließlich erinnert daran, dass das Schweigen auch Zweifel an Gottes Existenz, seinen Tod oder die humane Katastrophe artikulieren kann.

Die »Histoire du silence bietet« – auch wenn der Titel anderes suggeriert – keine umfassende (Sound-)Geschichte des Schweigens. Corbin nimmt vielmehr Sondierungen vor, an die ein solches Unterfangen anknüpfen kann.

Zugleich gibt es Punkte, an denen es kritisch nachzufragen und weiterzudenken gilt: So durchzieht Corbins Buch zum einen die starke These vom Schwinden oder gar vom Verlust der Stille, bedingt durch die Geringschätzung, die Angst oder gar den Schrecken, mit dem Menschen des 20. Jahrhunderts ihr begegnen³. Hier wäre allerdings nach dem Auftreten verschiedener spezifisch moderner »Stillen« zu

19./20. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2019.1.60010](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.60010)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris | publiée par l'Institut historique allemand

³ Anders als Emily Thompson, *The Soundscape of Modernity. Architectural Acoustics and the Culture of Listening in America, 1900–1933*, Cambridge, MA 2002, oder Raymond Murray Schafer, *The Soundscape. Our Sonic Environment and the Tuning of the World*, Rochester, VT 1994 führt er diese weniger auf die Industrialisierung als auf die »hypermédiatisation« (S. 11) durch die modernen Kommunikationsmedien zurück.



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

fragen, die eine solche kulturpessimistische These differenzieren, widerlegen oder unterfüttern könnten: Solche Stillen finden sich etwa in Experimentallaboren⁴, Archiven oder Büros, aber auch in Gefängnissen oder Folterlagern⁵, und sie werden oft mit erheblichem finanziellen, logistischen oder juristischen Aufwand hergestellt.

Mit Corbins Werken vertraute Leserinnen und Leser werden zum anderen die sozialen, kulturellen und politischen Spannungen und Kämpfe vermissen, wie sie frühere Sinnes- und Emotionengeschichten aus seiner Feder auszeichnen, die immer wieder verblüffende Einsichten vermitteln oder dazu anregen, festgefügte Wahrnehmungsmuster zu hinterfragen. Liest man Corbin mit Corbin, so wäre ihm daher seine eigene – ältere – Kritik an einer literaturgeschichtlichen Verengung der Sinnesgeschichte entgegenzuhalten, wie sie die weitgehende Beschränkung auf literarische Zeugnisse mit sich bringt: Durch sie wird der »Historiker [...] dazu verleitet, die Wirklichkeit des Sinnesgebrauchs mit dem von den Zeitzeugen vorgeschriebenen Bild dieses Gebrauchs zu verwechseln«⁶ oder »die sinnlichen Vorstellungen und Betätigungen wie auch die Gefühlsregungen derer zu überschätzen, die mutig und sprachgewandt genug sind, um ihre Wahrnehmungen, Eindrücke und Emotionen zu belauschen und auszusprechen«⁷.

Eine *sound history* des Schweigens, die Phänomenen der Stille in der Wissenschafts- oder der politischen Kulturgeschichte, aber auch der Sozial- und Alltagsgeschichte des Schweigens ihr Gehör leiht, würde vielversprechende Forschungsfelder eröffnen. So könnten etwa die Gender Studies⁸ über die von Corbin eindrücklich ausgelotete Rolle des Schweigens innerhalb heteronormativer Liebes- oder Hassbeziehungen hinaus danach fragen, welche Schweigepraktiken der Etablierung, Aufrechterhaltung oder dem Wandel binärhierarchischer Geschlechterregimes und ihrer Ausschlussverfahren dienten: Wie navigier(t)en Frauen unterschiedlicher sozialer Klassen zwischen den sozialen Stereotypen der Klatschsucht und weiblichen Verschwiegenheitsidealen? Oder welche Bedeutung kam dem Schweigen in Männerbünden und -netzwerken zu, von der Jagd über das Militär bis hin zu politischen »Saunafreundschaften«?

Solche und andere Kulturgeschichten des Schweigens, die mit Corbin ihre Ohren schärfen, stellen eine theoretische wie methodische Herausforderung für die historischen Disziplinen dar. Und sie versprechen wertvolle Impulse und Anregungen – weit über die Sinnesgeschichte hinaus.

⁴ Henning Schmidgen, *Camera silentia*. Über Organlosigkeit in Zeitexperimenten um 1900, in: Bernhard J. Dotzler, Sigrid Weigel (Hg.), »fülle der combination«. Literaturforschung und Wissenschaftsgeschichte, München 2005, S. 51–74.

⁵ Vgl. hierzu Morag Josephine Grant, *Pathways to Music Torture*, in: *Transposition* 4 (2014), <http://transposition.revues.org/494>, Stand: 5. Oktober 2017, DOI: [10.4000/transposition.494](https://doi.org/10.4000/transposition.494).

⁶ Alain Corbin, *Zur Geschichte und Anthropologie der Sinneswahrnehmung*, in: Christoph Conrad, Martina Kessel (Hg.), *Kultur & Geschichte. Neue Einblicke in eine alte Beziehung*, Stuttgart 1998, S. 129.

⁷ Ibid., S. 128.

⁸ *Grundlegend zur Geschichte von weniger ver- als beschwiegenen Frauen*: Tillie Olsen, *Silences*, New York 1978.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Stefan Creuzberger, Dominik Geppert (Hg.), Die Ämter und ihre Vergangenheit. Ministerien und Behörden im geteilten Deutschland 1949–1972, Paderborn (Ferdinand Schöningh) 2018, 213 S., 1 s/w Graf., 5 s/w Tab., ISBN 978-3-506-78821-4, EUR 49,90.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Marie-Bénédicte Vincent, Paris

Ce livre collectif, issu d'un colloque organisé en mars 2016 par la fondation Bundeskanzler-Adenauer-Haus à Rhöndorf, est important à double titre: il constitue d'une part un premier bilan des enquêtes collectives actuellement en cours en Allemagne sur le passé des ministères et des administrations et plus précisément sur la continuité de leurs personnels de part et d'autre de la césure de 1945. D'autre part, le livre invite de manière inédite à écrire une «histoire parallèle» (*Parallelgeschichte*) possible entre la République fédérale d'Allemagne (RFA) et la République démocratique allemande (RDA), plutôt qu'à effectuer une comparaison, qui ne saurait être qu'asymétrique sur ce sujet.

Il existe en effet un déséquilibre actuel de la recherche entre les deux Allemagne, alors que celles-ci ont été confrontées au même défi après 1945: celui de devoir nécessairement rompre avec le passé nazi et de reconstruire politique, économie et société sur d'autres bases. Si les réponses apportées par les deux Allemagne dans ces chantiers sont très différentes, la question du réemploi (ou non) des anciens cadres du régime nazi et des ex-membres du NSDAP (les deux catégories ne se recouvrant pas strictement) s'est posée aux deux États. Par ailleurs, la question des continuités personnelles avec le nazisme fait partie de «l'histoire imbriquée» (*Verflechtungsgeschichte*) des deux États allemands, la RDA ne cessant d'accuser la RFA de continuités personnelles scandaleuses avec le nazisme, tandis que ces polémiques et campagnes de dénonciations ne restaient pas sans effet sur la RFA. C'est donc bien une «histoire allemande intégrée» (*gesamtdeutsche Geschichte*) que ce volume propose, pari qui s'avère aussi stimulant au départ que convaincant *in fine*.

Le livre est construit selon un plan symétrique très cohérent compte tenu de cette problématique: quatre domaines ont été choisis (la justice, l'économie, les services de la sécurité d'État et l'Intérieur), pour lesquels les cas ouest-allemand et est-allemand sont systématiquement examinés dans des chapitres apposés en miroir. Le volume compte par ailleurs un chapitre dédié à l'attitude de Konrad Adenauer face au passé de ses collaborateurs les plus proches (la photographie de presse de couverture montrant le chancelier aux côtés du secrétaire d'État Hans Globke le 13 mars 1961 est choisie à dessein, même si on peut déjà noter que la question des continuités du personnel de part et d'autre 1945 ne s'arrête pas avec la fin de l'ère Adenauer en 1963), ainsi qu'un bilan intermédiaire, qui souligne déjà de nouvelles perspectives de recherche.

Pour chaque étude de cas, deux ensembles de questions sont posés: la première porte sur le degré de continuité du personnel et la deuxième sur ses effets. Ainsi, quel sont dans chaque secteur envisagé l'importance



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

des continuités du personnel après 1945 et les niveaux de responsabilité des personnes concernées? Quelles élites de remplacement étaient-elles possibles (victimes, résistants, »remigrants«, personnels de Weimar)? Au-delà de la quantification des phénomènes, les aspects qualitatifs sont désormais les plus intéressants. Quelles sont les raisons de la continuité des personnels? En quoi le passé nazi imprègne-t-il la manière de construire les nouvelles institutions et l'ordre social? Quelle est l'adaptation des individus au nouvel ordre politique post-1945? Comment ce phénomène des continuités était-il connu et traité dans l'opinion et les échanges publics des deux Allemagne et entre celles-ci?

Il ressort des études de cas proposées plusieurs enseignements. Le premier est la nécessité d'historiciser le concept de »compromission national-socialiste« (*nationalsozialistische Belastung*), qui ne signifie pas la même chose pour les acteurs des années 1950, pour ceux des années 1960 ou encore pour nous aujourd'hui. Dans les années 1950, la persistance de représentations mentales fait obstacle à une prise de conscience par les acteurs de leur compromission. La dimension morale n'est ni comprise ni assumée. Il importe donc de définir les critères permettant d'évaluer la compromission de manière fine (et non seulement dans une approche statistique nécessairement schématique): une appartenance formelle au parti nazi ne pèse pas de la même manière qu'une participation concrète dans ses crimes ou ses politiques de non-droit.

Finalement le volume confirme, pour la RFA, que le degré de continuité du personnel ministériel et administratif avec la dictature nazie a augmenté dans les années 1950 et même 1960, en atteignant les 40% en moyenne d'anciens membres du NSDAP dans les institutions étudiées, mais sans conduire à une »renazification« de l'Allemagne de l'Ouest pour autant. Ainsi le ministre de la Justice Thomas Dehler (1949–1953), lui-même »non-compromis« (*unbetroffen*) dans le nazisme a par exemple réussi à intégrer l'ancien personnel en poste avant 1945, ce qui a eu un effet stabilisateur pour la RFA. Le problème des continuités personnelles entre le nazisme et la RFA s'est résolu seulement dans les années 1970 pour des raisons générationnelles, avec le départ à la retraite des personnels au passé brun. Notons que cette continuité s'est faite dans un contexte d'expansion des institutions et de création de nouveaux ministères (les Affaires étrangères en 1951, la Famille en 1953, la Défense en 1955, la Santé et le Développement en 1961, etc.), qui avaient besoin de recruter.

Pour la RDA, le volume met au jour le caractère seulement partiel de la rupture avec le personnel nazi, ce qui contredit toute la rhétorique antifasciste du régime. Alors que celui-ci n'a eu de cesse de vouloir se démarquer de la RFA, il s'avère que des anciens membres du parti nazi ont pu refaire des carrières jusqu'au comité central du SED. Les ministères les plus touchés par la continuité des personnels ont toutefois été les domaines techniques et économiques, comme le ministère de l'Énergie, où un fonctionnaire sur cinq à la fin des années 1950 est un ancien membre du NSDAP. Mais, même à l'Intérieur, le taux atteint à cette époque 14% (avec des différences selon les ressorts: la police a ainsi été beaucoup moins touchée que l'administration). Quant à la Stasi, elle compte seulement 5% d'anciens nazis à la fin des années 1950.

Par ailleurs, de manière transversale pour les deux Allemagne, la culture politique n'est pas seulement une culture héritée des années nazies, mais aussi une culture politique puisant dans l'expérience de la république de Weimar. Ainsi en RDA, un certain nombre de dirigeants ne



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

sont pas d'anciens du KPD, mais des hommes de la gauche weimarienne, à l'instar d'Eugen Schiffer, ex-ministre de la Justice sous Weimar et membre du parti démocrate (DDP): fondateur d'un parti libéral en RDA (le LDPD) il est nommé en 1945 président de l'administration de la Justice en zone soviétique, mais quitte la RDA en 1950. Même pour les communistes recrutés en RDA après la stalinisation de 1947–1948, l'expérience de l'entre-deux-guerres est déterminante, notamment celle du modèle soviétique vu comme une solution face à la crise de l'ordre capitaliste des années 1930 et du chômage de masse.

Pour l'après 1945, l'étude des continuités mentales ou des représentations héritées des années nazies est passionnante: ainsi dans l'Office fédérale de police criminelle (Bundeskriminalamt) ou dans les services de renseignements, notamment l'Office fédéral de protection de la Constitution (Bundesamt für Verfassungsschutz), des réactivations de schémas de lutte contre les partisans sous la Seconde Guerre mondiale ont lieu dans les années 1970 contre les »terroristes« de gauche. On voit aussi des continuités entre l'avant et l'après 1945 dans les stéréotypes sur les tziganes. L'expertise d'anciens cadres de la Gestapo a pu aussi être sollicitée dans la lutte anticomuniste des années 1950 en RFA (notamment après l'interdiction du KPD en août 1956), mais on ne retrouve plus après 1945 d'antisémitisme (du moins exprimé) dans ces représentations, ce qui constitue une rupture majeure.

Il faudra dans l'avenir étayer avec davantage d'exemples concrets ces processus de continuités et vérifier l'hypothèse selon laquelle l'adaptation rapide des individus au nouvel ordre conduisant à vouloir s'identifier au nouveau contexte, en RFA comme en RDA, résulte d'un besoin profond de stabilité après des trajectoires professionnelles hachées par plusieurs césures politiques profondes. Pour Konrad Adenauer, le rôle personnel qu'il a joué est à approfondir: selon Corinna Franz, Adenauer n'a pas théorisé la continuité et a d'ailleurs évolué sur cette question entre la fin de la dictature nazie et le début des années 1950. Il aurait agi par »pragmatisme rhénan« avec l'objectif de faire de la RFA une démocratie fonctionnelle, ce qui nécessitait des compromis avec les forces dont il disposait. Reste enfin à creuser la question de la continuité des personnels féminins, grands absents de cette étude.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Élisabeth Décultot, Daniel Fulda, Christian Helmreich (Hg.), Poetik und Politik des Geschichtsdiskurses. Deutschland und Frankreich im langen 19. Jahrhundert/Poétique et politique du discours historique en Allemagne et en France (1789–1914), Heidelberg (Universitätsverlag Winter) 2018, VI–230 S. (Germanisch-romanische Monatsschrift. GRM-Beiheft, 78), ISBN 978-3-8253-6639-1, EUR 35,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Martin Nissen, Heidelberg

Der hier zu besprechende Sammelband geht auf eine Tagung mit demselben Titel zurück, die im Oktober 2014 am Deutschen Historischen Institut Paris stattfand. Die zwölf Beiträge sind ca. hälftig in deutscher und französischer Sprache gehalten. Die Autorinnen und Autoren – ein kurzer biografischer Abriss am Ende des Bandes wäre wünschenswert gewesen – arbeiten auf den Gebieten der Geschichts- und Literaturwissenschaft sowie der Philosophie. Der Sammelband ist somit ein weiterer Beitrag zum Brückenschlag insbesondere zwischen der Historiografie- und Literaturgeschichte, der hilft, eine institutionell verengte Sichtweise zu überwinden und umfassendere Fragestellungen in den Blick zu nehmen.

Die Anführung des Untersuchungszeitraums beim französischen Titel »Poétique et politique du discours historique en Allemagne et en France (1789–1914)« weist darauf hin, dass es für das in der deutschen Geschichtswissenschaft inzwischen weit verbreitete lange 19. Jahrhundert in Frankreich keine Entsprechung gibt. Die weite Spanne der Beiträge von Winckelmann (Mitte des 18. Jahrhunderts) bis Meinecke (frühes 20. Jahrhundert) erweist sich angesichts des leitenden Untersuchungsgegenstandes einer Poetik der Nation als produktiv und schlüssig. Überzeugend erscheint auch, dass der Beitrag von Bertrand Binoche zu Nietzsches Konzept einer Genealogie der Moral entgegen der sonst leitenden chronologischen Anordnung an die letzte Stelle platziert wurde, da bei Nietzsche die Selbstvergewisserung der Nation über den Geschichtsdiskurs zum ersten Mal radikal in Frage gestellt wird.

Ausgehend von dem hinlänglich bekannten Befund der Bedeutung des Geschichtsdiskurses für die nationale Selbstvergewisserung im 19. Jahrhundert fragen die Herausgeber nach den Poetiken und Politiken nationaler Geschichtsschreibung. An Hayden Whites Arbeiten zur Geschichtserzählung anschließend soll das Verhältnis von Poetik und Politik, von Geschichtsbild und Darstellungsform beispielhaft untersucht werden. Leitfragen sind: Gibt es eine bestimmte Poetik der nationalen Geschichtsschreibung? Wie wird die Sinnhaftigkeit bzw. Zielgerichtetheit der Geschichte poetologisch hergestellt? Und: Gibt es spezifische Unterschiede und Gemeinsamkeiten zwischen einem deutschen und französischen Geschichtsdiskurs?

Es überrascht nicht, dass angesichts des begrenzten Raumes eines solchen Sammelbandes kein umfassendes Bild gezeichnet werden kann. So werden in den Beiträgen politisch und konfessionell abweichende sowie regional spezifische Sichtweisen allenfalls erwähnt. Zudem bleiben einige Beiträge bei der Untersuchung nationaler Geschichtsbilder stehen und stellen das Verhältnis von Poetik und Nation nicht wie von den



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Herausgebern angekündigt in den Mittelpunkt. Dennoch werden wertvolle Antworten auf grundlegende Fragen gegeben. So führt der Band ausgehend von zeitlich und räumlich weit gestreuten Beispielen eine zentrale Gemeinsamkeit nationalgeschichtlichen Erzählens vor Augen: Die Zielstrebigkeit bei gleichzeitiger Langsamkeit des nationalen Werdens in Inhalt und Form. Chaos und Zufall werden in den Erzählweisen ausgeblendet, das Erzählen erfolgt auf ein Ziel hin, die Entwicklung wird über das langsame, selbst in trivialen Formen häufig weitläufige Erzählen mit Sinn aufgeladen. Einen Bruch erhält diese Teleologie erst ab dem ausgehenden 19. Jahrhundert wie etwa bei Nietzsche.

Im Folgenden werden einzelne Aspekte der Beiträge kurz vorgestellt: Michael Werner weist auf die unterschiedliche Rezeption Hayden Whites in Deutschland und Frankreich hin. Die deutsche Literatur- und Geschichtswissenschaft zeige sich aufgrund ihrer hermeneutischen Tradition offener. Sprachlichkeit und Wissenschaftlichkeit bildeten in Deutschland bereits seit dem 18. Jahrhundert keinen Gegensatz. In Frankreich hätten aufgrund der positivistischen Tradition in den Sozialwissenschaften eher Fachfremde wie Paul Ricœur White entdeckt und dies vor dem paradoxen Hintergrund einer starken Traditionslinie der Verbindung von Wissenschaft und Kunst in Frankreich, etwa bei Thierry oder Thiers.

Élisabeth Décultot untersucht in ihrem Beitrag die Kategorien Volk und Nation in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts, insbesondere bei Winckelmann und Herder. Winckelmann spricht noch von keiner nationalen Identität, von keinem Nationalcharakter. Er entwickelt jedoch das nationale Prinzip als Untersuchungskategorie für Kunststile, interessanterweise mit einem ähnlichen Nationenschema wie Anne-Claude Philippe de Caylus in seinem bereits zwölf Jahre zuvor erschienenen Werk »Recueil d'antiquités égyptiennes, étrusques, grecques et romaines« (1752–1767).

Nationale Paradigmen lassen sich nicht nur auf die eigene Nation beziehen, sondern auch auf andere Geschichtserzählungen übertragen. So werden Fiona McIntosh-Varjabédian zufolge zentrale politische Fragen des 19. Jahrhunderts in den Werken von Michelet, Niebuhr und Mommsen zur römischen Geschichte verhandelt. Paule Petitier legt die Tradition der Poetizität und Ästhetik der Geschichtsschreibung vor allem bei Vertretern der sogenannten romantischen Generation in Frankreich dar, insbesondere bei Barante, Thierry und Michelet. So leitete Michelet, indem er das Volk als Akteur in den Mittelpunkt seiner Geschichtserzählung rückte, daraus auch seine eigene Forderung nach Volkssouveränität ab.

Gérard Laudin beschäftigt sich mit der offenen Dramenform von Victor Hugo und Georg Büchner um 1830. Dieser Antiklassizismus führte Laudin zufolge bei Hugo und Büchner zu einer fortschrittsskeptischen Sicht auf die historische Entwicklung. Jacques Le Rider setzt sich mit Adalbert Stifters Roman »Witiko« auseinander. Das vermittelte supranationale, gewaltkritische Geschichtsbild korrespondiert mit einer ausgewogenen, aus heutiger Sicht teilweise behäbigen und ausschweifenden Darstellungsform.

Fabian Lampart stellt in seinem Beitrag die Untersuchung der Raumpoetik in den Mittelpunkt. Er untersucht anhand mehrerer Beispiele – historische Romane von Balzac, Hugo, Alexis und Raabe – Funktionen und Funktionalisierungen des Raums als Mittel der Reflexion nationalgeschichtlicher Narrative. Die Nation entsteht Lampart zufolge in den untersuchten Romanen im Spannungsfeld von Nationalstaat und Region,



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Verfassungsentwicklung, Kriegen, Kämpfen und poetischer Auseinandersetzung.

Auch Daniel Fulda arbeitet mit zwei Untersuchungsbeispielen: Romanen von Émile Zola und Karl May über den Krieg von 1870/71. Deren Narration orientiert sich an Familien- bzw. Freundschaftsverhältnissen. Die moralische Qualifikation der Figuren steht im Mittelpunkt beider Romane. Trotz starker Unterschiede in Deutung und Darstellung führt eine ähnliche »Erzählweise der poetischen Gerechtigkeit« (S. 186) zu moralisierenden Geschichtsdeutungen, bei May allerdings im Rückblick auf den gewonnenen Krieg, bei Zola im Vorgriff auf das erhoffte Neuerstarken der französischen Nation.

Christian Helmreich untersucht Poetik und Nationsauffassung bei dem Sorbonne-Historiker Ernest Lavisse, etwa anhand des »Petit Lavisse«. Das Schulbuch erschien 1884 zum ersten Mal und blieb bis zur Mitte des 20. Jahrhunderts in Frankreich beliebt und einflussreich. Der »Petit Lavisse« ist damit ein Beispiel für die Sehnsucht nach dem Narrativen, die sich Helmreich zufolge in Frankreich bis heute weniger gebrochen darstellt als in Deutschland.

Der in der Chronologie letzte Beitrag von Daniel Schönpflug sieht in der Entwicklung und Reifung von Persönlichkeiten das narrative Grundmuster im Werk Friedrich Meineckes. Gegen den durch die Erfahrungen des Ersten Weltkriegs vorherrschenden Kollektivismus seiner Zeit stellt Meinecke die Freiheit und Individualität des Einzelnen in den Mittelpunkt. In seinem ersten ideengeschichtlichen Werk »Weltbürgertum und Nationalstaat« (1908) steigert er diese Idee zu einer Persönlichkeit der Nation, die sich aus einer Vielzahl einzelner Persönlichkeiten zusammensetzt. Trotz dieses nationalen Geschichtskonzepts, mit dem Meinecke ältere Ideen Humboldts oder Schillers aufgreift, bleibt bei ihm das Verhältnis von deutscher und französischer Historiografie komplex. Seine »relationale Geschichtsdarstellung« (S. 203) vermeidet von Beginn an antithetische Darstellungsweisen. Schönpflug schließt damit an neuere Forschungen zur Historiografiegeschichte an, die ein differenzierteres Bild auf nationale Selbstzuschreibungen erlauben.

Obwohl Deutsche und Franzosen sich im Untersuchungszeitraum, dem langen 19. Jahrhundert, überwiegend als Feinde gegenüberstanden, überraschen in der Gesamtschau bei den Poetiken die großen Gemeinsamkeiten. Diese werden vor allem in den Beiträgen von Daniel Fulda, Gérard Laudin, Fabian Lampert und Fiona McIntosh-Varjabédian deutlich. Die Künstlichkeit der Untersuchungskategorie Nation, derer man sich bedient, wird von den Herausgebern selbst thematisiert (S. 12 f.). Das Postulat, aus dem Korsett auszubrechen, bleibt schwierig einzulösen. Der Sammelband zeigt jedoch, wie produktiv es sein kann, sich für neue Fragestellungen bestehender, wenn auch zu problematisierender Kategorien zu bedienen. Für die historiografiegeschichtliche Forschung ist dem Band ein breites Lesepublikum zu wünschen.

19./20. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2019.1.60201](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.60201)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris | publiée par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Corine Defrance, Bettina Greiner, Ulrich Pfeil (Hg.), Die Berliner Luftbrücke. Erinnerungsort des Kalten Krieges, Berlin (Ch. Links) 2018, 360 S., ISBN 978-3-86153-991-9, EUR 25,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Arne Hoffrichter, Hannover

Basierend auf dem von Pierre Nora entwickelten Konzept der »lieux de mémoire«¹ hat sich in den vergangenen etwa 20 Jahren die Forschung zu Erinnerungsorten, Erinnerungskultur, kollektivem und kulturellem Gedächtnis als nahezu eigene Forschungsrichtung in der Geschichtswissenschaft etabliert. Stand anfangs vornehmlich das identitätsstiftende Erinnern auf nationaler Ebene im Mittelpunkt der Betrachtung, findet zunehmend eine breitere Ausdifferenzierung statt, die Erinnerungsorte regionaler, lokaler, schließlich aber auch transnationaler Bedeutung in den Blick nimmt². In diesen Kontext ist der von Corine Defrance, Bettina Greiner und Ulrich Pfeil herausgegebene Sammelband über die Berliner Luftbrücke als Erinnerungsort des Kalten Krieges einzubetten. Im Zentrum des Buches stehen nicht die bereits hinreichend erforschten Ereignisse rund um die »Berlin-Blockade« und den »Airlift« 1948/49, sondern deren Nachgeschichte. Die Beiträge konzentrieren sich auf »die damalige Perzeption der Luftbrücke, auf ihre materiellen und mentalen Spuren sowie die zeitgenössische und aktuelle Erinnerung«, wie Corine Defrance einleitend verdeutlicht (S. 15).

Der insgesamt gelungene Band geht auf eine internationale Konferenz zurück, die im März 2017 im AlliiertenMuseum in Berlin stattfand, und nähert sich dem Forschungsgegenstand aus unterschiedlichen Perspektiven. Die 18 Beiträge werfen Schlaglichter auf die Rezeption des Geschehens und dessen propagandistische Ausnutzung in den USA, Frankreich, Polen und beiden Teilen Deutschlands. Ferner werden die Planung des Luftbrückendenkmals, die Tage der offenen Tür am Flughafen Tempelhof, der britische Flugplatz in Gatow sowie schließlich die Darstellung in Film und Wochenschau mit Blick auf die bewusste Konstruktion von kollektivem Erinnern behandelt. Strukturell hätte eine Gliederung mehrerer Aufsätze unter einige Oberthemen die Grundprämisse des Bandes unterstrichen, die die Frage nach der Erinnerungskultur eher weit fasst und Aspekte mit einbezieht, die nicht direkt – auch nicht temporär – zu einem kollektiven Erinnern beigetragen haben.

Dies verwundert umso mehr, da die Tagung selbst in die thematischen Panels »Historischer Ort«, »Zeitgenössische Blicke«, »Erinnerungsort« und »Repräsentationen der Luftbrücke« unterteilt war. Bei der Lektüre des Buches fällt auf, dass die Autoren und Autorinnen sich dem Oberthema



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand

¹ Pierre Nora (Hg.), Les Lieux de mémoire, 3 Bde., Paris 1984.

² Étienne Francois, Hagen Schulze (Hg.), Deutsche Erinnerungsorte, 3 Bde., München 2001; Janina Fuge, Rainer Hering, Harald Schmid (Hg.), Gedächtnisräume. Geschichtsbilder und Erinnerungskulturen in Norddeutschland, Göttingen 2014.

zwar auf vielfältige Weise nähern, methodische Überlegungen zur Genese von Erinnerungsorten – egal auf welcher Ebene – aber zu selten explizit gemacht werden. Neben den einleitenden und abschließenden Überlegungen der Herausgeber verfolgen lediglich die Aufsätze von Torben Giese zur westdeutschen Rezeption der Berliner Ereignisse, Silke Betscher zu den zeitgenössischen visuellen Diskursen und der Konstruktion des Erinnerungsortes Luftbrücke sowie die Gedanken Bodo Hechelhammers zur mnemokulturellen Verbindung zwischen BND und Luftbrücke diesen Weg etwas konsequenter. Jedoch wirkt bei letztgenanntem die Frage nach einer identitätsstiftenden Funktion der Luftbrückenerinnerung innerhalb einer auf strengste Geheimhaltung bedachten Organisation etwas konstruiert.

Vor allem in Westdeutschland und den USA ist die öffentliche Wahrnehmung der Luftbrücke stark beeinflusst vom Narrativ des Beginns der deutsch-amerikanischen Freundschaft, oder plakativ: Aus Feinden wurden Partner. Das Verdienst des vorliegenden Bandes ist es, gerade dieses Narrativ zwar nicht zu widerlegen, so doch aber aufzubrechen und zu erweitern. Dass die Abriegelung der Halbstadt ab Juni 1948 keineswegs hermetisch war und durchaus Versorgungsmöglichkeiten aus der Sowjetischen Besatzungszone bestanden, ist mittlerweile Konsens in der Forschung. Von ostdeutscher und sowjetischer Seite wurde dieser Aspekt schon während der Luftbrücke betont, um den Westalliierten die Verantwortlichkeit für die »Berlin-Blockade« anzulasten.

Tatsächlich war gerade die Vorstellung der von einer Blockade hermetisch abgeriegelten Halbstadt inmitten des kommunistischen Machtbereiches konstitutiv für den Mythos der Luftbrücke und damit die Zeichnung eines »westlichen« Erinnerungsortes (S. 42). Nur vor diesem Hintergrund funktionierte die schon von den Zeitgenossen initiierte Aufladung der Luftbrücke zu einem heroischen Akt westlicher Solidarität gegen den Vormarsch des Kommunismus einhergehend mit einer Viktimisierung der Westberliner Bevölkerung. Im Rahmen der Propaganda des aufkommenden Kalten Krieges wurde die Luftbrücke instrumentalisiert, um die beginnende Versöhnung der ehemaligen Kriegspartner zu demonstrieren. Auf diese Weise wurde, so Martina Metzger in ihrem Beitrag, eine »Durchhaltegemeinschaft« zwischen Westberlinern und (West-)Alliierten kreiert, mittels derer die Deutschen ein Stück weit auch ihr Handeln in der NS-Zeit durch eine noch jüngere Vergangenheit überblenden konnten (S. 153).

Es verwundert wenig, dass die Luftbrücke in Frankreich und Großbritannien – obwohl beide Länder an der Aktion beteiligt waren – kaum Eingang in das kollektive Gedächtnis fand. Dem entgegen erstaunt jedoch das von Torben Giese aufgezeigte Ergebnis: Danach war die Berliner Luftbrücke aus Sicht der Bevölkerung zunächst nur ein regionaler Erinnerungsort im kollektiven Gedächtnis der westlichen Halbstadt. Dies zeigte sich einerseits in der westdeutschen Presseberichterstattung, andererseits aber auch an den jeweiligen Gedenktagen, bei denen die Westberliner und das US-amerikanische Militär ihre Verbundenheit hervorhoben. Erst mit dem Ende des Kalten Krieges und der endgültigen Historisierung der Luftbrücke fand diese Eingang in das kollektive Gedächtnis des wiedervereinigten Deutschland – gewissermaßen als Auftakt einer Meistererzählung, die mit dem Mauerfall 1989 endete. Nicht zuletzt half auch die Neuverfilmung des Stoffes im Rahmen eines Fernsehzeiteilers 2005 dabei, die Luftbrücke als wichtigen und



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

vor allem positiven Part der deutschen Teilung in den 1940er-Jahren festzuschreiben (S. 277).

Welche Bedeutung einer gezielten Steuerung des Erinnerns zukommt, lässt sich aus den Beiträgen von Matthias Heisig sowie Jan Behrendt und Doris Müller-Toovey ablesen. Der Flughafen Berlin-Tempelhof wurde, aufgewertet um das Luftbrückendenkmal und den davor liegenden »Platz der Luftbrücke«, zu *dem* Erinnerungsort im physikalischen Sinne deklariert – was durch den Umzug des AlliiertenMuseums in die Räumlichkeiten am Tempelhofer Rollfeld zukünftig noch verstärkt werden dürfte. Dementgegen geriet der Flugplatz Gatow und damit auch der beträchtliche Beitrag der Briten zum Gelingen des Airlift trotz des dortigen Standortes des Militärgeschichtlichen Museums der Bundeswehr weitgehend in Vergessenheit. Dass der Flugplatz Tegel wiederum seine Existenz nur dem französischen Mitwirken an der Luftbrücke verdankt, ist ebenfalls kaum in das kollektive Gedächtnis Berlins eingegangen (S. 102).

In dem vorliegenden Buch wird exemplarisch verdeutlicht, dass die Blockade und die darauffolgende Versorgung einer Millionenstadt durch die Luft einen Kristallisationspunkt kollektiven Erinnerns im historischen Kontext des Kalten Krieges bildeten, sich aber trotzdem Aspekte finden, die noch einer genaueren Betrachtung unterzogen werden müssen. Der Ansatz des gesamten Bandes ist mithin gleichzeitig der wichtigste Befund und damit ebenso Anknüpfungspunkt für die weitere Forschung: Es gilt sich von der Retrospektive auf den Beginn der deutsch-amerikanischen Freundschaft zu lösen und das Spektrum zu erweitern auf eine Multiperspektivität, in der auch bisher überblendete Thematiken Beachtung finden.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Sebastian Dörfler (Hg.), ... denn die Zeiten ändern sich. Die 60er Jahre in Baden-Württemberg, Stuttgart (Haus der Geschichte Baden Württemberg) 2017, 174 S., zahlr. Abb., ISBN 978-3-933726-55-1, EUR 19,90.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Alina Cohnen, Aachen

Das Jubiläum der nun schon fünf Dekaden zurückliegenden »68er«-Bewegung brachte eine Flut neuer Publikationen, Ausstellungen und anderer Veranstaltungen zu diesem mystifizierten Jahr der Zeitgeschichte mit sich. Das Haus der Geschichte Baden-Württemberg reihte sich ein in diesen Reigen mit der Ausstellung »... denn die Zeiten ändern sich. Die 60er Jahre in Baden-Württemberg«. Der dazugehörige Katalog wurde von Sebastian Dörfler herausgegeben, der zusammen mit Katja Nagel die Ausstellung kuratierte. Schon der Titel verrät, dass nicht nur das »Wendejahr« 1968 im Mittelpunkt der Ausstellung steht, sondern betont entsprechend der aktuellen Forschung die längeren Prozesse soziokultureller Veränderung im Zeitraum von 1958 bis 1973 (S. 12).

Nicht nur Zeitzeugen und Zeitzeuginnen, sondern auch ein jüngeres Publikum sollten angesprochen werden, um die Bedeutung und weitreichenden Auswirkungen kontroverser Debatten auf Gesellschaft und Kultur erfahrbar zu machen (S. 7). Der Fokus liegt auf der Jugend als treibender Kraft der Entwicklung (S. 8). Den Gewinn einer landesspezifischen Betrachtung sieht die stellvertretende Leiterin des Haus der Geschichte Baden-Württemberg, Paula Lutum-Lenger, darin, dass im »Spiegel der Regionalgeschichte [...] globale Trends besonders lebendig nachvollzogen werden« (S. 12) könnten.

Ein Eintauchen ins Lebensgefühl der »jungen Wilden« gelingt bereits im ersten Kapitel »Klang der Revolte« überraschend gut, und das obwohl den Leserinnen und Lesern – anders als den Besuchern und Besucherinnen der Ausstellung – das »Hineinhören« versagt bleibt. Dieses Manko wird durch das Einflechten von Objektgeschichten und privaten Erinnerungen geschickt ausgeglichen: Was bedeutete in einer Zeit vor mp3 und Musikstreaming der Besitz einer eigenen Gitarre (S. 19)? Was für ein Gefühl der Rebellion erfüllte einen Jugendlichen, der sich unter dem Deckmantel braver Tanzstunden heimlich zur Bandprobe schlich (S. 20)? Selbst eine sorgsam auf Schreibmaschine getippte Jahresbilanz einer Stuttgarter Amateurband mit einem verfügbaren »Eigenkapital« von 1,86 DM vermittelt die Leidenschaft, mit der junge Leute moderne Musik in den Südwesten holten (S. 30). Diverse Genres, Aufsehen erregende Konzerte und die Amateurbands der Region zeigen einen klaren Bruch mit der Elterngeneration auf. In ihrer Musik überdauert ein Stück des Zeitgeistes.

Auch sich verändernde Modetrends im Laufe der 1960er Jahre kommen zur Geltung. Das zeigt etwa der Imagewandel einer Gruppe um die Mannheimer Sängerin Joy Fleming, die innerhalb dreier Jahre von Anzug tragenden »Saubermännern« zu »langhaarige[n] Hippies« in Schlaghosen mutierten und so Veränderungen ähnlich markant zur Schau stellten, wie etwa ein Jahrzehnt später Freddie Mercurys Verwandlung mit ikonischem Schnurrbart der Dekade der 1980er Jahre retrospektiv ein neues Gesicht verlieh (S. 34f.).



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Das Kapitel zur Mode widmet sich diesem sehr einprägsamen Bild der 1960er, das durch popkulturelles Überdauern und »Retroschick« bis heute lebendig blieb. Trends wie Batik, bodenlange Kleider, Schlag- und Jeanshosen werden auf die ihnen zugrundeliegenden Einflüsse und Botschaften hin untersucht. Natürlich handelte es sich hierbei um transnationale Trends, Landesspezifika sind hier kaum auszumachen. Die schillerndsten Facetten werden ohnehin eher durch die ehemaligen Besitzer und Besitzerinnen der Exponate zum Vorschein gebracht, deren Erinnerungen von der Ausstellungsorganisation kontextualisiert und so mit historischer Bedeutung versehen werden. So war ein rotes Minikleid nicht nur eine kostspielige und schicke Aufmachung für die Abiturfeier, sondern zugleich ein Wagnis, ein Marker für beginnende Emanzipation, ein Aufbruch in das selbstbestimmte Erwachsenenleben (S. 66ff.). Erst durch die kreisrunde Brille mancher Zeitgenossen und die Bewusstmachung der politischen Dimension exotischer Stileinflüsse gelingt es, auch Jüngeren zu vermitteln, dass Mode einmal sehr viel mehr als eine bloße Stilentcheidung war, nämlich ein deutliches Zeichen gewagter Emanzipation und auch ein politisches Statement.

Zwischen Musik und Mode werden Geschlechterverhältnisse unter die Lupe genommen: verschiedene Aspekte der Sexualmoral, Homosexualität sowie auch die »Rolle der Frau«. Auseinandersetzungen an einzelnen Schulen über Sexualaufklärung oder die Eröffnung von »Kinderläden« verdeutlichen die Ausprägungen deutschlandweiter Konflikte in Baden-Württemberg (S. 52, 61). Gerade die Kinderläden mit all ihren Umsetzungsschwierigkeiten bei der selbstorganisierten Kinderbetreuung verdeutlichen, dass auch im progressiven Lager die alleinige Verantwortung für familiäre Erziehungsarbeit bei der Frau lag. Der Ausstellungskatalog macht deutlich, dass auch jenseits der Abspaltung der Frauenbewegung vom männlich dominierten Sozialistischen Deutschen Studentenbund (SDS) weibliche Emanzipation nicht auf der Agenda der »68er« stand. Zugleich wird die Bedeutung des allseitigen Kulturwandels als notwendige Basis politischen Wandels herausgearbeitet (S. 58).

Politische Protestbewegungen bis hin zu gewalttätigen Eskalationen füllen die zweite Hälfte des Katalogs und werden größtenteils über Fotografien vorgestellt: zum Bersten volle Straßen, Spruchbanner oder aufwendige, satirische Kostümierungen auf Demonstrationen gegen die Springer-Presse führen durch die Höhepunkte der Politisierung der baden-württembergischen Jugend und veranschaulichen das Ausmaß der Revolte. An welchen Orten fernab der Universität linke Ideen keimen konnten und Jugendkultur ausgelebt wurde, zeigt der Abschnitt über »Freiräume«. Die lokale Club- und Diskotheken-Szene und ihr kulturelles und politisches Programm findet hier eine interessante lokalhistorische Untersuchung. Dagegen werden kritische Stimmen – vor allem gegenüber gewalttätigen Ausschreitungen – durch den Fokus auf die Jugend eher ausgeblendet oder auf ihren Antagonisten-Status beschränkt. Die Ausstellung erzählt so eher eine geradlinige Erfolgsgeschichte des Kampfs um politische und gesellschaftliche Öffnung im links-liberalen Spektrum.

Besonders im Gedächtnis bleiben auch in den letzten Sektionen des Katalogs einige außergewöhnlicheren Stücke der Ausstellung. So hätte ein überdimensionales nur noch teilweise erhaltenes Porträt Mao Tse-tungs, angefertigt für eine Anti-Springer-Demo, seinem Erschaffer beinahe die Exmatrikulation von der Stuttgarter Kunstakademie beschert, als der Prorektor bei einer Führung mit Kirchenvertretern überraschend



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

auf das Gemälde stieß (S. 116f.). Besonders eindrucksvoll ist auch der handgeschriebene Brief einer 17-jährigen Friedrichshafenerin, in dem sie die Kommune I um die Aufnahme ihrer von Zuhause geflüchteten Schwester bittet – die Faszination für das alternative Lebensmodell der Berliner reichte offenbar bis an den Bodensee (S. 138f.).

Auch optisch versetzt der Katalog durch knallbunte Farben für die Kapiteltrenner und den Einband samt ikonischer Sonnenbrille in die wilde Zeit zurück und macht den Katalog somit nicht nur für regionalhistorisch Interessierte zu einer anregenden Lektüre. Die vielfach außergewöhnlichen Exponate werden gewinnbringend und anschaulich in eine Geschichtsnarration der 1960er Jahre auf neustem Forschungsstand eingebettet.

19./20. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2019.1.60203](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.60203)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Ann-Katrin Gembries, Theresia Theuke, Isabel Heinemann (ed.), Children by Choice? Changing Values, Reproduction, and Family Planning in the 20th Century, Berlin (De Gruyter Oldenbourg) 2018, 240 p. (Wertewandel im 20. Jahrhundert, 3), ISBN 978-3-11-052449-9, EUR 49,95.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Fabrice Cahen, Paris

La recherche en histoire de la reproduction et du contrôle des naissances connaît depuis une vingtaine d'années un vif essor. Mais hormis certaines études axées sur le transnational, les recherches portent généralement sur un seul pays d'observation, s'ignorant les unes des autres quand bien même leurs conclusions respectives mériteraient la confrontation sinon la généralisation. On ne peut dès lors que se réjouir de la parution de ce volume collectif issu d'un colloque universitaire international. Les éditrices expriment à juste titre la nécessité de sortir de l'éparpillement monographique pour tenter, à l'aide de concepts – fussent-ils un peu rustiques – comme celui de *value change*, de dégager des cohérences globales.

Ainsi que le suggère Theresia Theuke en introduction, comprendre «en quoi les attitudes, pensées, discours et actes ont changé au cours du XX^e siècle» conduit à interroger la part respective des évolutions d'ordre général et des spécificités nationales (nature des régimes politiques et économiques, degré de laïcisation du droit, phénomènes de *path dependency*, positionnements contre le camp adverse ou par réaction au régime antérieur, etc.), le tout se modulant au gré des acteurs, catégories ou groupes impliqués (Église catholique et mouvements féministes en tête).

Éclairante synthèse comparatiste, le chapitre final rédigé par Isabel Heinemann offre un cadre unificateur efficace et une périodisation commode. Les années 1920 et 1930 sont marquées – d'un bout à l'autre de l'Europe – par l'hégémonie encore intacte des «valeurs collectives», du moins dans les discours politiques: par-delà leurs multiples déclinaisons, natalisme et eugénisme prédominant, et ce malgré des ruptures historiques aussi fortes que la légalisation de l'avortement en Russie (1920) et la reconnaissance partielle du *birth control* et de l'avortement dans les pays anglo-saxons et scandinaves. Les années 1940 et 1950, caractérisées par l'explosion du *family planning*, voient s'opérer une dissociation entre l'Ouest, où la norme planificatrice est étroitement liée à un modèle de famille nucléaire avec femme au foyer (Claudia Roesch), et l'Est où le contrôle des naissances promu par l'État doit permettre aux femmes de remplir leur «double responsabilité» de mères et de travailleuses.

Tandis que les associations occidentales de planning familial jouent la contraception contre l'avortement, ce dernier est libéralisé en URSS en 1955 (il avait été banni en 1936), puis en Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie. C'est en 1957 que la «pilule» entre dans l'histoire, initialement comme traitement des troubles menstruels et de l'endométriose. D'abord informellement, le triomphe de la contraception hormonale s'impose dans la période 1960–1980, tandis que le droit



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

à l'IVG est progressivement conquis à l'ouest du rideau de fer. Rien n'est pourtant uniforme. Dans le bloc socialiste, les autorités redoutent la frivolité sexuelle à laquelle est, plus facilement que l'avortement, associée la pilule. Elles misent d'autant plus fortement sur les méthodes naturelles et l'avortement (Yuliya Hilevych et Chizu Sato, Radka Dudová), la production locale de contraceptifs hormonaux ne suit ni en quantité ni en qualité. Les deux Allemagnes font obstacle au droit à l'avortement et l'Espagne franquiste, sans empêcher sa circulation, maintient jusqu'au bout la pilule dans l'illicéité (Agata Ignaciuk, dans un chapitre comparatiste exemplaire). Dans de nombreux pays occidentaux, les femmes pauvres ou issues des minorités sont dissuadées de recourir à la contraception orale et orientées vers la stérilisation (souvent non consentie) ou le stérilet: pas question de cautionner le choix individuel dans leur cas.

Dans les années 1980 et 1990 le développement de la PMA, qui étend l'éventail des potentialités reproductives, et la mobilisation du Vatican font surgir moult affrontements et controverses. L'activisme des groupes »pro-vie« conduit à des reculs comme l'abolition, en 1993, de la loi autorisant l'IVG en Pologne. Face à une dynamique toujours en cours, la remise en cause à plus grande échelle des droits reproductifs est une éventualité future que les auteures n'écartent pas.

Ce très intéressant ouvrage appelle, par son ambition même, plusieurs remarques. Deux thèses contradictoires à propos du »changement de valeurs« (valeurs ou normes? la distinction sémantique n'est pas toujours claire) sont décelables dans le livre, sans que cette opposition soit explicitement discutée. Ann-Katrin Gembries et Theresia Theuke semblent plutôt pencher pour une lecture discontinuiste de l'histoire: se référant à Ulrich Beck ou à Ronald Inglehart, elles tiennent les années 1960 pour un fort moment de basculement du collectif vers l'individuel, des aspirations matérielles aux idéaux »postmatérialistes«. Sans prôner la longue durée à tout prix, leur analyse aurait gagné à être replacée dans une perspective plus ample. D'Adolphe Landry à Philippe Ariès, d'Ariès à Ron Lestaege, ou encore chez Luc Boltanski, les travaux classiques sur la question du changement normatif (eux-mêmes rarement dénués de tout jugement de valeur) ne manquent pas.

Différencier l'analyse du »changement de valeurs«, par strates sociales ou types de population, s'avérerait aussi nécessaire. Dans son chapitre conclusif, Isabel Heinemann récuse pour sa part toute idée de »transition« générale. Non pas que l'historienne éternise les comportements individuels et la vie des populations; son propos met plutôt l'accent sur la contingence et l'hétérogénéité des processus à l'œuvre. Si une telle approche n'est nullement incompatible avec l'hypothèse d'un grand mouvement d'ensemble – appelons-le individualisation des sociétés –, qui est de toute évidence bien antérieur aux années 1960, c'est en étudiant conjointement les structures institutionnelles, techniques et médicales, les mobilisations et l'action publique, le rôle des médias mais aussi les évolutions »de fait« des formes familiales, que l'on a le plus de chances de capter ce qui se passe (rapports de force, négociations, résolution ou non des tensions normatives et des controverses).

Aucune contribution ne souligne en revanche un point important: promotion de l'individu et souci de l'intérêt collectif ne s'opposent pas nécessairement, et ce fut toute la stratégie de Margaret Sanger puis de l'eugénisme »réformé« que de parier sur l'épanouissement personnel comme meilleure garantie de maintien de l'ordre social.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

On le voit, l'objet de ce volume est multidimensionnel et, comme les auteures l'illustrent chacune à leur manière, ne se limite certainement pas à l'accès à la pilule ou aux procédés de contrôle des naissances quels qu'ils soient. En écrire l'histoire impose de tenir compte de la pluralité des forces en jeu, de la variété et de la variabilité des configurations, bref à assumer un degré raisonnable de complexité qui refuse le simplisme vendeur (en particulier autour de la figure du »médecin mâle qui contrôle le corps des femmes« ...) comme la facilité particulariste. Comme le dernier chapitre y invite, on pourrait raffiner encore le tableau en analysant de plus près le rôle des Églises, l'impact du *welfare state*, celui de l'emploi féminin ou encore celui des formes néolibérales du marché.

19./20. Jahrhundert – Histoire
contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2019.1.60204](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.60204)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Svenja Goltermann, Opfer. Die Wahrnehmung von Krieg und Gewalt in der Moderne, Frankfurt a. M. (S. Fischer) 2017, 333 S., ISBN 978-3-10-397225-2, EUR 23,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Richard Bessel, York

We are living in the age of the victim. There was a time when violence tended to be examined and defined from the perspective of the violent protagonist. Today, however, war and violence tend to be viewed from the perspective of the victim. As Svenja Goltermann observes in the introduction to her latest book, descriptions of victimhood have spread to remarkable extent in recent decades. Although she rejects the exaggerated claim of Daniele Gaglianone, that »the victim is the hero of our time«, there can be little doubt that victimhood now stands at the centre of discussions about violence and that victims are expected to be treated with sympathy and empathy. How this has come about is the subject of this book.

Until the middle of the 19th century it was not at all common for people to be described as victims of violence or other catastrophes. In order to explain the change in our mentalities, Goltermann looks to developments from the late 18th century through to the present, and sees the answer in »die Geschichte einer Wahrnehmungsverschiebung« (»the history of a shift in perception«). A central thesis of the book is that the present-day attention given to victims of violence, and to the ways they describe themselves as victims, is to be found in the production, spread and acceptance of knowledge – in particular of legal and medical knowledge. The result is an important and thought-provoking study that grapples with a central cultural phenomenon of our time – and that is well written.

The book is organised around four thematic chapters, forming roughly a chronological framework, each examining aspects of how understandings of war and violence have changed over the past two centuries. The first deals with the registering, documenting and identifying of war victims from the end of the 18th century to the First World War, and the introduction of payments by the state to surviving family members and war invalids. The second focuses on efforts to »civilise« war and to establish norms for legitimate and illegitimate violence in war, a process that began during the second half of the 19th century, and the consequent establishment during the 20th century of the concept of »war crimes« (whereby those on the receiving end increasingly were understood to be »victims« of war), which should and could be prosecuted.

The third describes the expansion of social welfare that set in with the First World War and the importance of the medical profession in assessing the damage done to victims of warfare and other misfortunes. And the fourth discusses the effects of the concept of »trauma« from the second half of the 20th century. This last chapter – which explores developments that have altered perceptions of what violence means and what it encompasses – presents medical and psychiatric discourses about



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

the experience of violence, and builds on the author's previous work on the »Gesellschaft der Überlebenden«¹ after the Second World War.

The story the Goltermann tells is essentially a European (and, in the last chapter, an American) story – and a largely western European story at that. Rather less attention is paid to Asia (where the 19th century's bloodiest conflicts occurred), to Africa (except with regard to the behaviour of European colonial powers and African soldiers who served under them, and to post-Apartheid South Africa's Truth and Reconciliation Commission), or to eastern Europe (the USSR and the socialist bloc do not feature prominently). So, »die Wahrnehmung von Krieg und Gewalt in der Moderne« appears largely a matter of (western) European perceptions and their spread; »modernity« is understood essentially as a phenomenon developed in the West and exported to the world.

Goltermann's account contains much fascinating detail – for example, about the concern during the 19th century of Britain to undertake statistical analysis of the mortality and morbidity of her military personnel, which revealed the extent of »unnecessary« deaths in war. Much space is given to the efforts of the International Committee of the Red Cross to document the fate of war prisoners and to introduce standards of legitimate and »civilised« practices in war. Here we can see the spread of western perspectives, practices and mentalities, due in part to a desire to be considered a »civilised« nation – for example, in giving dead soldiers an honourable, decent burial.

Goltermann focuses particularly on the growth of the state (in terms of both the gathering information about its subjects and the increasing obligations it is expected to have for the welfare of its subjects), the evolution of international law with regard to war and organised violence, and the development of medical knowledge. Rather less attention is paid to economic development. How has increasing, and increasingly broad, prosperity affected the development of victim mentality and sensitivity towards war and violence? Has the fact that so many people (in the developed West) have more to lose fuelled a sense of victimhood when they experience material loss? Economic growth occurred in parallel with the growth of the state and of the reach of modern medicine, but it remains in the background here.

Psychology and psychiatry, on the other hand, figure prominently. Goltermann stresses the importance of investigations about the concept of psychic trauma, which has altered perceptions of suffering since the 1970s. Descriptions of victimhood multiplied alongside the increasing talk of »trauma« that set in first in the United States and then in Europe during the 1980s. The idea of victimhood was given a new dimension since the last third of the 20th century, as long-term psychological aspects, often coalescing round the concept of »post-traumatic stress disorder« (PTSD) particularly in the wake of America's Vietnam War, gained acceptance (and huge amounts of resource were directed towards those believed to be suffering from it). Concern became focused not only on the physical damage caused to human beings by war and violence, but also on the psychological damage. As Goltermann stresses, this has



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ Svenja Goltermann, Die Gesellschaft der Überlebenden. Deutsche Kriegsheimkehrer und ihre Gewalterfahrungen im Zweiten Weltkrieg, Munich 2009, cf. the review by Fabien Théofilakis in [Francia Recensio 2012/3](https://doi.org/10.11588/frrec.2012/3).

altered and broadened the understanding in the Europe and in the United States of what violence is and the effects it has on people's lives. This is not without its dangers, however: »Those who project the concept of trauma backwards onto the past are using a seductive shortcut that simplifies the past and blocks out more complex histories.«

The history of the development of victimhood is complex, and we need to view contemporary understandings of the »innocent victim« in context, one that owes much to the recent establishment of the concept of »post-traumatic stress disorder«. No longer are those on the receiving end of violence considered to be, as some posited a century ago, »born victims« due to their weakness and hardly meriting support. In recent decades, public money increasingly has been used to compensate the victims of violence.

The question remains: How is this to be explained? What caused this change to occur in the last third of the 20th century? Is this fundamental shift essentially a product of a developed, economically prosperous society, of societies in which relatively few people have experienced war or military service? Does this suggest that when people do not have to worry much about their physical survival or even their material comfort that questions of becoming a »victim«, and in particular an innocent victim, arise? These questions, however, do not stand at the centre of Goltermann's study, which focuses more on state intervention and legal and medical discourse than on social and economic context.

The obsession with victimhood that Goltermann describes is both understandable and potentially dangerous: understandable, since it is inspired by a growing desire for empathy (and few want to empathise with perpetrators of violence – it is much easier and more acceptable to empathise with victims); dangerous, since it can fuel anger and desire for revenge. Although it would be an exaggeration to claim that an obsession with victimhood is responsible for the divisive politics and culture wars in so many countries in recent years, it does amplify the anger that people who regard themselves as victims – now a substantial proportion of the population – feel and express. The heightened focus on victims and victimhood appears to have contributed to a poisoning of the public sphere, which increasingly is populated by people who regard themselves (and are encouraged to regard themselves) as innocent victims of unfairness and injustice. Nevertheless, Goltermann points out in conclusion, the appellation of »victim«, with its association of powerlessness and passivity, may be giving way to that of »survivor«, and discussions of PTSD have begun to be modified by a focus on resilience. The story is not over.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Dieter Grimm, Verfassung und Privatrecht im 19. Jahrhundert. Die Formationsphase, Tübingen (Mohr Siebeck) 2017, X–244 S. (Jus Publicum, 269), ISBN 978-3-16-155557-2, EUR 89,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Peter Kreutz, Berlin/Augsburg

Auch Bücher als solche sollen Schicksale haben, wie ein bis in die Antike zurückreichender Aphorismus lehrt. Auf die Monografie »Verfassung und Privatrecht im 19. Jahrhundert« trifft dies in besonderer Weise zu, denn es handelt sich hier um den raren, wenn auch insgesamt nicht völlig außergewöhnlichen Fall, dass eine nach ihrer Entstehung und akademischen Begutachtung unpubliziert gebliebene Qualifikationsschrift im Herbst der glanzvollen Karriere ihres Autors Dieter Grimm als Professor in Bielefeld und Berlin, als Richter des Bundesverfassungsgerichts und als Rektor des Wissenschaftskollegs Berlin (um nur die allerwesentlichsten Stationen zu nennen) doch noch der Fachöffentlichkeit vorgelegt wird. Schon insoweit regt die Lektüre des Bandes, der konzeptionell Torso geblieben ist – es sollte ein zweiter Band für die Jahre ab 1820 geschrieben werden – deutliches Interesse an, verheißt er doch angesichts der grundlegend gewählten Thematik die Bekanntschaft mit prägenden fachlichen Grundüberzeugungen Dieter Grimms in ihrer recht ursprünglichen Gestalt, nachdem man mit dem rechtsgelehrten Denken des Autors durch die öffentliche Wahrnehmung während der Jahre seines reifsten Wirkens nachhaltig vertraut wurde. So ist das Buch, das am örtlichen Max-Planck-Institut für Europäische Rechtsgeschichte entstanden ist und 1979 dem Fachbereich Rechtswissenschaft der Johann Wolfgang Goethe-Universität Frankfurt am Main als Habilitationsschrift vorgelegt wurde, von besonderem Reiz.

Zunächst zu den äußeren Bezügen der Schrift: Dass sie nach dem ursprünglichen Konzept von Dieter Grimm unvollständig blieb und wegen des unversehens sich beschleunigenden Lebenswegs des Autors in Wissenschaft und Justiz nicht in den umfangreicheren Teil des 19. Jahrhunderts hinüberreicht, dessen auf das Recht bezogene ideen- und mentalitätsgeschichtlichen Ansätze das deutsche Rechtsdenken in seinen Grundlagen bis in die Jetztzeit hinein prägen, gereicht dem nun publiziert vorliegenden (Teil-)Band nicht zu Nachteil. Im Gegenteil. Grimms Werk fokussiert den im Verhältnis vermeintlich knappen Zeitraum, der zwischen der beginnenden Französischen Revolution 1789 und der an die vorgeblichen Befreiungskriege beinahe unmittelbar anschließenden mitteleuropäischen Restaurationsepoche ab den 1820er-Jahren zu liegen kommt. Dadurch rückt es eine Zeitspanne in den Mittelpunkt des Interesses, die in der rechtsgeschichtlichen Forschung sowohl zum Öffentlichen als auch zum Privatrecht zumeist durch die in mehrfacher Hinsicht überragende und damit verschattende Figur Napoleons einerseits und andererseits durch die Mitteilung rigider Maßnahmen der Restauration nach dessen zähem Sturz eher abgehandelt wird, als dass echt gelehrte Auseinandersetzung mit ihr erfolgt. Hier unterscheidet sich das vorliegende Buch Dieter Grimms von vielen anderen Beiträgen zur Epoche. Es widmet sich mit bereits bemerkenswert souverän



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

beherrschtem gelehrten Zugriff einem rechtshistorischen Zeitalter, das häufig in einem toten Winkel rechtsgelehrter Betrachtung verbleibt.

Dieter Grimm schließt bei seinem Buch in schöner Kontinuität an das Werk der beiden seinerzeitigen Direktoren des Max-Planck-Instituts für Europäische Rechtsgeschichte an: an Michael Stolleis zunächst, der die historische Entwicklung des Öffentlichen Rechts in Deutschland und Mitteleuropa in Epochen verklammernden und übergreifenden Linien überhaupt erst ins Bewusstsein gerückt hat. Dann aber auch an den großen Privatrechtsgelehrten und Rechtshistoriker Helmut Coing, der in seiner zweibändigen Darstellung des Europäischen Privatrechts bislang schwerlich übertroffene Maßstäbe einer rechtsgeschichtlichen Darstellung in ihrem zumindest kontinentaleuropäischen Zusammenhang vorgelegt hat.

Inhaltlich nimmt Dieter Grimm nach einer avancierten Einleitung, die die wesentlichen Bezüge der Schrift offenlegt, Ausgang von einem uns Heutigen utopisch erscheinenden Konzept von Recht, das Staatsrecht und Privatrecht integriert und ohne scharfe Scheidung als Teil eines Ganzen betrachtet und das ursprüngliche Rechtsbild des Revolutionszeitalters gewesen sein soll, bis Napoleon aus spezifisch politischen Motiven heraus die Trennung der Rechtsgebiete fortschreibt. Bemerkenswert nachzuvollziehen sind die Schilderungen Dieter Grimms, warum östlich des Rheins aus gänzlich anderen Motiven heraus ein strukturell durchaus dem napoleonischen ähnliches Rechtsbild vorherrschte, das sich freilich wiederum vom imperial-französischen Modell abzusetzen suchte, obschon die fraglichen Staaten dem kaiserlichen Frankreich im Rheinbund politisch recht eng verbunden waren.

In besonderer Weise die gerade skizzierenden Zusammenhänge kontrastierend wird der Gang der Dinge in Österreich und Preußen dargelegt, den Dieter Grimm in seiner Schrift eingehend entfaltet, wobei namentlich der preußischen Reformära ein deutlicher inhaltlicher Akzent gewidmet ist, der zwischenzeitlich womöglich etwas sehr deutlich erscheint. Dass auch die Staaten des zeitgenössischen Süddeutschlands Behandlung finden, ist deutlich und besonders hervorzuheben, bleibt deren Rechtsgeschichte, sowohl deren Privatrechts- wie ihre Verfassungsgeschichte, in übergreifenden Darstellungen zur Epoche doch noch heute gerne Desiderat.

Als verbindende Klammer der Schrift über die Regionen Mittel- und Westeuropas hinweg fungiert die Verfassungsgeschichte im engeren Sinne, die für dieses Zeitalter naheliegender Weise nicht zuletzt auch eine Geschichte des sich entwickelnden Parlamentarismus ist, was den wissenschaftlichen Schwerpunkten des Autors geschuldet ist. Dass Dieter Grimm es überdies auf sich genommen hat, die in die Moderne eintretende Privatrechtsgeschichte einzuflechten, die jenes Zivilrechtsparadigma auszuprägen beginnt, das wohl bis an die Schwelle der Jetztzeit prägend war und ist, gehört zu den bleibenden Vorzügen dieses Buches. Die eng miteinander verzahnte und verbundene Darstellung von Parallelentwicklungen in beiden Bereichen modernen Rechts zeigt mehr als einmal Wechselwirkungen auf und lässt auf einzelne Entwicklungsstufen mit innovativem, geschärftem Blick sehen.

Resümierend ist festzuhalten, dass es eine treffliche Entscheidung war, die damalige Habilitationsschrift doch noch der Öffentlichkeit zugänglich zu machen, zeigt sie doch den bemerkenswerten Versuch, immanente Fachgrenzen durch integrierendes Denken



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

durchlässiger zu machen. Die Zusammenschau von Verfassungs- und Parlamentsgeschichte auf der einen und Privatrechtsgeschichte auf der anderen Seite eröffnet Durchblicke in einer Deutlichkeit, die man gern und mit Genuss häufiger lesen möchte!

19./20. Jahrhundert – Histoire
contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2019.1.60206](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.60206)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Julia Hörath, »Asoziale« und »Berufsverbrecher« in den Konzentrationslagern 1933 bis 1938, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2017, 387 S., 9 Abb. (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 222), ISBN 978-3-525-37042-1, EUR 65,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Régis Schlagdenhauffen, Paris

Les »criminels professionnels« et les »asociaux« restent sans doute deux des groupes les plus méconnus de l'histoire des camps de concentration nazis (1933–1945). En effet, la plupart des études sur l'univers concentrationnaire réalisées jusqu'à aujourd'hui concernent soit certains camps (Auschwitz, Buchenwald, Dachau, etc.) soit la destinée collective de certains groupes (les juifs, les politiques, les Témoins de Jéhovah, les homosexuels, etc.). Dans un cas comme dans l'autre, les travaux dont il est question s'appuient sur des sources laissées le plus souvent par des internés politiques. Ces derniers ne sont toutefois pas avares sur les »criminels« et »asociaux« qui transparaissent presque toujours dans les récits de déportation comme des êtres avides, cupides ou encore violents. L'absence de contre-perspective, tout comme l'absence de connaissances objectives sur la destinée des criminels et asociaux en camps de concentration a, jusqu'à présent, laissé une zone d'ombre que le travail de Julia Hörath vient enfin éclairer.

Certes, cet ouvrage issu d'une thèse de doctorat (soutenue en 2013) ne fait qu'ouvrir un champ de recherche qui mériterait d'être investigué plus en profondeur, toutefois, à travers une étude systématique des sources, il nous éclaire sur la période d'avant-guerre, soit jusqu'à 1938. Cette période, il convient de le souligner est souvent placée en arrière-plan, dès lors qu'il est question de camps de concentration nazis. L'étude de Julia Hörath a donc le mérite d'offrir une généalogie des politiques d'internement en prenant pour focale ces deux groupes et permet en ce sens de mieux comprendre la politique d'hygiène raciale nazie qui n'a cessé de prendre de l'ampleur.

L'ouvrage, en tant que tel, est constitué en six parties retraçant la mise en œuvre de la politique d'internement et de mise au ban de la société des »asociaux« et »criminels professionnels« jusqu'à la veille de la guerre. Le premier chapitre a pour objectif d'explicitier l'avant national-socialisme et de montrer comment les idées d'internement, de mise au ban et de rééducation par le travail avaient été mises à l'épreuve et distillées depuis les années 1880 c'est-à-dire depuis l'apparition de la criminologie en Allemagne.

Le premier chapitre décrit donc une phase d'expérimentation conceptuelle (1880–1933) durant laquelle la »déviance« et la »délinquance« étaient déterminées, contrôlées et réprimées comme des comportements s'écartant des normes sociales. Les cinq chapitres suivants constituent l'étude à proprement parler et l'analyse de la mise en œuvre de cet appareil conceptuel dont l'objectif était de débarrasser l'Allemagne d'alors de toutes les personnes ayant des »comportements sociaux indésirables«. L'hygiène raciale constitue donc



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

le pilier permettant de comprendre le motif d'internement en camp de concentration de nombreux groupes, à commencer par les »asociaux«.

Les fondements de l'internement en camp de concentration des »asociaux« et des »criminels professionnels« se fondent donc sur les concepts d'hygiène raciale et de biologie criminelle ainsi que sur l'idée selon laquelle seule leur détention préventive permettrait à la société de s'en protéger. La *Bettlerrazzia* ou »raffle des mendiants« de septembre 1933 constitue le premier grand acte de mise à l'écart d'une partie des »asociaux«. Julia Hörath montre de manière convaincante comment les forces de police, le ministère de l'Intérieur du Reich, les gouvernements des différents Länder, les services sociaux de l'État tout comme les bureaux du NSDAP ont, dès cet instant, travaillé conjointement pour mettre en œuvre un traitement spécifique et eugéniste destiné à toutes les personnes et catégories considérées comme »inférieurs« et »asociaux«. À cela s'ajoute un climat social et politique particulier teinté d'exclusion sociale et de dénonciations: dès lors, fainéants, alcooliques, joueurs compulsifs, homosexuels et proxénètes sont de plus en plus souvent envoyés dans des camps de concentration, allant jusqu'à fournir durant la période après 1935 la majorité des prisonniers dans certains camps.

Dans la chronologie qu'elle établit, l'auteure montre aussi que les premiers camps de concentration, qui étaient soumis à des acteurs et institutions divers, ont constitué les prémisses du système organisé qui se développera après 1935: opposant ici un système concentrationnaire prussien à un système bavarois (dont Dachau sera l'exemple). En outre, Julia Hörath montre comment ces premiers camps, intégrés dans le système de protection sociale et d'hébergement institutionnel pénitentiaire, étaient spatialement reliés aux maisons de travaux forcés (*Zuchthäuser*) préexistantes. Ceci a conduit à ce que la frontière entre les deux formes d'établissements de rééducation par le travail s'estompât progressivement. Ce processus est illustré à travers quelques études de cas qui, malheureusement, restent trop parcellaires – alors même qu'elles auraient permis de singulariser et personnaliser des parcours significatifs d'»asociaux« et »criminels professionnels«.

Au terme de l'ouvrage, Julia Hörath ouvre son étude par une perspective sur les pratiques de persécution à partir de 1938. Elle conclut d'une manière plutôt convaincante que les arrestations massives y compris l'Aktion »Arbeitsscheu Reich« (action contre les fainéants du Reich) de juin 1938 qui conduisit à l'arrestation d'environ 10 000 personnes s'inscrivaient d'une part, dans la continuité des pratiques à l'œuvre durant la première moitié des années 1930, et d'autre part répondaient à une évolution des conditions et objectifs institutionnels et organisationnels du système. En outre, l'internement de »détenus préventifs« dans les camps de concentration a été motivé par des raisons économiques à partir de juin 1938 au même titre que celui des Sintis et Roms tout comme (pour partie) de celui des juifs.

En conclusion, l'ouvrage ouvre de nombreuses perspectives, d'une part pour mieux comprendre comment les nazis ont établi la politique d'exclusion et d'internement d'une partie de la population du Reich; d'autre part pour tenter de saisir, à travers une étude qui resterait encore à réaliser, la pleine place des triangles noirs (»asociaux«) et des triangles verts (»criminels professionnels«) au sein de l'univers concentrationnaire nazi durant la Seconde Guerre mondiale.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Julian Jackson, A Certain Idea of France. The Life of Charles de Gaulle, London (Allen Lane) 2018, XII–887 p., 69 b/w ill., ISBN 978-1-846-14351-9, GBP 35,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Wilfried Loth, Essen

Der britische Historiker Julian Jackson, bekannt für seine Bücher über den Zusammenbruch Frankreichs 1940 und die Jahre des Vichy-Regimes, hat für diese neue Biografie der Jahrhundertgestalt Charles de Gaulle die reichhaltige französische und englische Spezialliteratur der letzten Jahre ausgewertet (leider nicht auch die deutsche) und sowohl die nahezu erschöpfende Edition von de Gaulles Briefen und Notizen als auch die zahlreichen Zeugnisse von Begegnungen mit dem General in Tagebüchern und Memoiren intensiv genutzt. Hinzu kommen Quellenfunde in den Archives nationales und in den britischen National Archives, die aber nur punktuell über Informationen hinausgehen, die man den publizierten Quellen entnehmen kann.

Das Ergebnis ist eine Biografie, die den Führer des Freien Frankreich und ersten Präsidenten der V. Republik stärker als bisher in den Kontext seiner Mitakteure, Unterstützer und Gegner setzt und deren naturgemäß oft unterschiedliche, aber in der Regel höchst aufschlussreiche Urteile über den General (wie ihn seine Vertrauten zu nennen pflegten) wiedergibt. Der Kontext seines Handelns tritt dadurch deutlicher hervor, die Fragilität seiner Position wird plastisch vorgeführt, und es wird auch deutlich, welche Wirkungen er erzielte. Zum Schluss widmet sich ein eigenes Kapitel seinem Nachruhm, bis hin zu den wehmütigen Erinnerungen an vergangene glorreiche Zeiten, die im gegenwärtigen Frankreich Konjunktur haben.

Das Bild des Generals, das auf diese Weise hervortritt, ist oft nicht sehr schmeichelhaft. Der scheidende britische Botschafter Pierson Dixon schrieb im November 1962 an seinen Außenminister: »He possesses neither of the Christian virtues of compassion and humility. He is intolerant, unscrupulous, revengeful, ungenerous, ungrateful yet served with great loyalty by able and honest men. He exerts an extraordinary fascination and charm when he chooses. [...] He is merciless in his judgements« (S. 572f.). Zahlreiche Beispiele für herrisches Auftreten, Selbstgerechtigkeit, Selbstrechtfertigung auf Kosten anderer und schneidende Kälte zeigen, dass dies keine verzerrte Wahrnehmung aus britischer Perspektive ist.

Auf der anderen Seite betont Jackson de Gaulles große Intelligenz und umfassende historische Bildung, seine rasche Auffassungsgabe, eine hoch entwickelte Technik, sich sachkundig zu machen, eine erstaunliche Merkfähigkeit und eine sich rasch entwickelnde schauspielerische und rhetorische Brillanz. Für ihn ist der »Mann des 18. Juni« ein romantischer Nationalist, der von der Überwindung der Spaltungen träumt, die die Französische Revolution unter den Franzosen hervorgerufen hat, und sich seit dem Applaus, mit dem er im Oktober 1940 in Kamerun empfangen wurde, als Verkörperung oder Medium des »ewigen Frankreich« empfand. Er lebte folglich in ständiger Spannung zwischen Traum und Realität, Mystik und Politik, Gefühl und Vernunft, Romantik und Klassik (S. 773).



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Das ist gut beobachtet, und in vielen Passagen der umfangreichen Biografie wird diese Spannung auch anschaulich geschildert. Was Jackson aber weniger gelingt, ist die Analyse der Operationen, die de Gaulle bei seiner Gratwanderung zwischen Traum und Realität unternahm. Hier, bei der Erfassung der konkreten Situationen, in denen de Gaulle agierte, seiner strategischen Ziele und der Ergebnisse seines Handelns, bleibt er oft oberflächlich. So wird, um nur wenige Beispiele aufzuführen, nicht deutlich, dass der Offizier de Gaulle Marshall Pétain im Hinblick auf die Veröffentlichung seines Manuskripts zur Geschichte der französischen Armee gleich zweimal regelrecht erpresst hat.

Bei der Entscheidung gegen eine amerikanische Militärverwaltung im befreiten Frankreich wird die Mobilisierung der öffentlichen Meinung in den USA durch de Gaulle als vielleicht entscheidender Faktor nicht erwähnt. Im Hinblick auf die Parlamentswahlen vom Juni 1951 wird nicht herausgearbeitet, dass es de Gaulle einzig und allein um eine verfassungsändernde Mehrheit ging; folglich bleibt auch die höchst ungnädige Behandlung, die er den gewählten RPF-Abgeordneten angedeihen ließ, letztlich unverständlich. Bei der Rückkehr des Generals an die Macht im Frühsommer 1958 spricht Jackson von einem »Staatsstreich« (S. 472), ohne dass dies inhaltlich begründet würde. Das Gleiche gilt für die Charakterisierung der Ereignisse des Mai 1968 als »Revolution« (S. 709). Für de Gaulles radikalen Stimmungsumschwung bei seinem kurzen Aufenthalt in Baden-Baden am 29. Mai gibt es keine Erklärung.

Im Hinblick auf die Europapolitik vergisst Jackson seine sehr berechnete Maxime, nicht alle vertraulichen Äußerungen des Generals für bare Münze zu nehmen. Gelegentliche Attacken auf »Integration« und »Supranationalität« verleiten ihn dazu, die europäische Dimension seiner atomaren Strategie und seines weltpolitischen Konzepts überhaupt nicht zu sehen. Die Auseinandersetzungen um den britischen Vorschlag einer Freihandelszone im Herbst 1958 und um den britischen Beitrittsantrag zur EWG vom Juni 1961 schildert er ganz aus der Perspektive des britischen Premiers Harold Macmillan. Dass die Briten sehr eigene Vorstellungen von den Bedingungen einer Mitgliedschaft hegten, wird nicht weiter erwähnt. De Gaulle erscheint damit als der unverrückbar engstirnige Vertreter eines nationalen Egoismus, als den ihn seine europapolitischen Gegner immer schon wahrgenommen haben.

Freilich: Das reichhaltige Quellenmaterial lässt in gewissen Grenzen unterschiedliche Interpretationen zu. Man mag daher Jacksons Deutungen als *einen* Beitrag zu einer fortdauernden Diskussion begrüßen. Darüber hinaus bietet seine Biografie einem englischsprachigen Publikum eine aktuelle und vielseitige Einführung in de Gaulles Welt und in die Besonderheiten der Geschichte Frankreichs im 20. Jahrhundert. Karten, eine sehr sorgfältige Bebilderung, eine kommentierte Einführung in Quellen und Literatur und eine Sammlung von Kurzbiografien vieler Akteure machen das Buch auch zu einem vorzüglichen Arbeitsinstrument. Für das Jubiläumsjahr 2020 (50 Jahre nach de Gaulles Tod) wird eine französische Ausgabe vorbereitet. Man darf gespannt sein, wie das Publikum in Frankreich darauf reagieren wird.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Hans-Christian Jasch, Wolf Kaiser, Der Holocaust vor
deutschen Gerichten. Amnestieren, Verdrängen, Bestrafen.
Mit einem Vorwort von Heiko Maas, Ditzingen (Reclam)
2017, XII–263 S., ISBN 978-3-15-011135-2, EUR 20,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Philipp Glahé, Heidelberg

»Derrière la supposition de la simple complicité criminelle qui est largement répandue dans les cours de justice, la Cour fédérale incluse, se trouve l'illusion rétrospective qu'il y aurait eu seulement très peu de coupables dans l'État totalitaire du temps nazi. De la sorte, le nombre des coupables était réduit à Hitler et à quelques-uns de ses proches, tandis que les autres auraient seulement été des suiveurs violés et terrorisés ou des ratés dépersonnalisés [...] qui étaient forcés de faire des choses absolument étranges à leurs natures. [...] Par contre, beaucoup de crimes avaient été commis par des malfaiteurs qui approuvaient le nazisme et son injustice«, écrit le procureur allemand et l'initiateur des procès d'Auschwitz à Francfort-sur-le-Main, Fritz Bauer en 1965¹.

C'est justement cette ambivalence de la poursuite légale de la Shoah devant les cours allemandes qui est le sujet du livre »Der Holocaust vor Gericht« de l'historien Wolf Kaiser et du juriste Hans-Christian Jasch. Paru chez Reclam en 2017, cette étude porte comme sous-titre la triade symptomatique »Amnistier. Refouler. Condamner«. De manière pédagogique et encyclopédique, les deux auteurs se penchent sur les procès contre les crimes nationaux-socialistes en Allemagne, du Tribunal militaire international à Nuremberg jusqu'aux procès de John Demjanjuk et d'Oskar Gröning en 2010 et 2015.

L'ouvrage, présenté par une préface du garde des Sceaux allemand Heiko Maas soulignant à la fois l'importance du sujet et la qualité de l'étude de Kaiser et de Jasch, donne une vue globale et profonde de cet aspect de l'histoire du droit allemand. Divisée en cinq parties, leur œuvre se caractérise par une approche synthétique et plutôt orientée vers un public large mais évite toute vulgarisation simplifiée. Jasch et Kaiser sont tous les deux des professionnels de l'histoire de la Shoah et de ses aspects juridiques et non des chercheurs, ce qui explique que leur livre est moins centré que d'autres sur les recherches les plus récentes sur les procès de l'après-guerre. Tout au contraire et toujours focalisé sur la Shoah, l'ouvrage a pour but d'expliquer – certes à un haut niveau, mais de façon accessible – les contextes complexes de la poursuite juridique des crimes nationaux-socialistes.

Dans un premier temps, Jasch et Kaiser donnent un aperçu des bases juridiques des procès alliés et thématisent leurs origines historiques. Les auteurs commencent leur livre par la déclaration des Alliés faite à St. James en 1942 avec la fondation de la United War Crimes Commission,



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ Fritz Bauer, Im Namen des Volkes. Die strafrechtliche Bewältigung der Vergangenheit (1965), in: id., Die Humanität der Rechtsordnung. Ausgewählte Schriften, publ. sous la direction de Joachim Perels et Irmtrud Wojak, Francfort-sur-le-Main 1998, p. 77–89, ici p. 83.

qui était à la base de la poursuite des crimes nationaux-socialistes. Dans ce contexte, Jasch et Kaiser traitent également les questions les plus importantes du droit international et du droit de la guerre dont la légitimité des procès alliés et la définition des crimes jugés.

Dans un deuxième temps, Jasch et Kaiser passent de façon beaucoup plus détaillée au centre de leur étude: les procès devant les tribunaux allemands. Ici, l'historien et le juriste présentent d'abord le cadre juridique des cours défini par les lois du Conseil de contrôle, avant tout par la loi numéro 10 (*Kontrollratsgesetz Nr. 10*). Les auteurs soulignent les nombreuses frictions et conflits avec l'ancien Code pénal allemand (*Reichsstrafgesetzbuch*) et son Code de procédure ainsi que la grande question de la rétroactivité des lois alliées, toujours en prenant en compte la situation dans les zones d'occupation des trois alliés de l'Ouest et dans la zone soviétique, respectivement dans la RFA et la RDA. Au début, les tribunaux allemands n'avaient le droit de juger que les crimes contre les Allemands et les personnes apatrides, mais la situation a vite changé avec la fondation des deux États allemands. En RFA, les cours préféraient néanmoins se baser sur Code pénal allemand. Mais le Code pénal n'était, contrairement à la loi alliée no 10, pas adapté à punir des crimes d'une telle dimension et gravité, ce qui menait généralement à des jugements plus cléments.

En RDA en revanche, la loi n° 10 est restée en vigueur plus longtemps et les jugements ont été beaucoup plus sévères. Même si les auteurs critiquent une grande partie des procès en RDA pour leur non-respect des normes de l'État de droit, avant tout les fameux procès de Waldheim en 1950, ils soulignent qu'il y a eu dans les deux États allemands aussi de nombreux efforts pour sérieusement poursuivre les crimes nazis. Parallèlement, Jasch et Kaiser caractérisent le climat social des années 1950 et le souhait collectif de mettre un terme au passé nazi («Schlusstrich-Mentalität»). C'est dans ce contexte-là que le Bundestag a adopté, en 1949 et en 1954, deux lois d'amnistie pour les crimes nationaux-socialistes et, en 1951, la loi sur le statut juridique des personnes visées par l'article 131 de la loi fondamentale («131er Gesetz») qui facilitait le retour d'anciens fonctionnaires nazis à leurs postes. En 1949, la RDA a adopté également une loi d'amnistie.

Le troisième chapitre traite des grands procès d'entre 1958 et 1968, tout d'abord ceux de Francfort et celui contre le médecin Horst Fischer en RDA. En outre, Jasch et Kaiser thématisent l'installation du Service central d'enquêtes sur les crimes nationaux-socialistes à Ludwigsbourg (Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen zur Aufklärung nationalsozialistischer Verbrechen, ou simplement «Zentrale Stelle») en 1958 mais aussi les grands débats du Bundestag sur la prescription des crimes nazis. Ce n'est qu'en 1979 que le Bundestag vote finalement l'imprescriptibilité du meurtre, tandis que la RDA avait déjà interdit la prescriptibilité des crimes nazis en 1964.

La quatrième partie de l'œuvre s'occupe de «l'amnistie passive» («kalte Amnestie») de 1968 et de la juridiction de la Cour fédérale. En 1968, le Bundestag adopte une loi sur les infractions (§ 50 II StGB) qui amnistie secrètement la complicité de meurtre. En outre, Jasch et Kaiser présentent les derniers grands procès dans les deux États allemands.

Le dernier et très court chapitre se penche sur les procès récents contre John Demjanjuk et Oskar Gröning, thématisant le changement récent dans la juridiction des crimes nazis en Allemagne. Les deux avaient été accusés de complicité de meurtre en 2011 et en 2015 et ont été jugés



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

coupables. Néanmoins, les deux condamnés n'avaient plus été incarcérés. Avant de conclure leur livre, Jasch et Kaiser donnent une vue globale sur le sujet et résument les thèses les plus importantes de leur œuvre.

Ce qui donne au livre »Holocaust vor Gericht« une ampleur inconnue par d'autres publications est le fait que Jasch et Kaiser combinent la présentation des grands procès célèbres, comme le procès des *Einsatzgruppen* à Ulm en 1958 ou les procès d'Auschwitz à partir de 1963 et avec des procès régionaux presque inconnus contre des criminels »non-prestigieux«. De la sorte, Jasch et Kaiser confirment le jugement de Fritz Bauer sur les procédures de l'après-guerre, mais ils ajoutent aux grandes lignes bien connues des détails de la juridiction allemande dont le lecteur n'est certainement pas toujours conscient. Pour conclure, il s'agit d'un ouvrage très utile pour tous ceux qui voudraient avoir une vue globale des aspects juridiques et historiques des procès allemands autour de la Shoah.

19./20. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2019.1.60209](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.60209)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Christina Kott, Bénédicte Savoy (Hg.), Mars & Museum.
Europäische Museen im Ersten Weltkrieg, Köln,
Weimar, Wien (Böhlau) 2016, 317 S., 59 s/w Abb., ISBN
978-3-412-50390-1, EUR 35,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Markus Walz, Leipzig

Der vorliegende Sammelband dokumentiert die von der Technischen Universität Berlin und dem Bode-Museum, Berlin, durchgeführte Tagung gleichen Titels (18.–20.9.2014), die die beiden Herausgeberinnen – zwei Kunsthistorikerinnen und exponierte Expertinnen der Museums Geschichte – verantworteten. Christina Kott und Bénédicte Savoy generieren über die Bindung an die hundertjährige Wiederkehr von Eckdaten des Ersten Weltkriegs hinausreichende grundsätzliche Leitfragen nach dem Verhältnis zwischen der überzeitlichen Anlage von Museen (»strukturelle Stabilität«) und der Dynamik des Krieges, nach dem Einfluss des Krieges auf Museumsarbeit und nach der Reaktion der Museumsfachleute (Mobilisierung, Selbstmobilisierung, Rückzug in den »Elfenbeinturm«). Der Band enthält eine Einführung und 15 Einzelbeiträge, gruppiert durch fünf Zwischentitel: »Museen im Krieg – Krieg im Museum«; »Business as usual« oder der Kampf um die Moderne; »Museen und Propaganda«; »Displaced Museums«; »Krieg, Revolution und die Folgen für Museen«.

Folgt man stattdessen den Leitfragen, belegen etliche Beiträge nachdrücklich, wie – mit sehr verschiedenen Wirkungszusammenhängen – der Erste Weltkrieg in die scheinbare Stabilität von Museen einschneidet und die Arbeit einzelner Museen beeinflusste. John Horne verdeutlicht, dass der Krieg staatliche Militärmuseen veranlasste, sich von Trophäenschauen zu komplexen dokumentarischen Sammlungen (von Kriegsgerät bis zu »Schützengrabenkunst«) zu erweitern, soweit nicht der Gegenentwurf als Gedenkstätte griff wie in Australien und Kanada. Thomas Weißbrich stellt für das Berliner Zeughaus heraus, dass im Ersten Weltkrieg das Kriegsministerium lebhaft Sammlungsaktivitäten entwickelte, anstatt die Trophäensammlung von der Front abzuwarten, und daraus großformatige Präsentationen ableitete, insbesondere Benefizausstellungen und das Projekt eines Reichskriegsmuseums.

Alan Crookham und Anne Robbins schildern, wie der ältere, nur schleppend realisierte Plan einer Sammlung moderner ausländischer Kunst in der National Gallery in London durch eine im Krieg veränderte Weltsicht und dadurch geschrumpfte Reserviertheit der Trustees Fahrt gewann. Julien Bastoen zeigt einen doppelten Kriegseinfluss im Musée du Luxembourg: Es beauftragte Gemälde vom Kriegsgeschehen für Ausstellungszwecke und festigte seinen internationalen Ruf durch eine Weltausstellungsbeteiligung 1915 in San Francisco, aus der eine sich bis 1919 fortschreibende Wanderausstellung durch die USA erwuchs.

Géraldine Masson behandelt die Präventionsarbeit in nordfranzösischen Provinzmuseen im Spannungsfeld französischen Verwaltungshandelns und deutschen Kunstschutzes, aus der ein deutlicher Professionalisierungsschub der französischen Museen resultierte, z. B. bei der Entwicklung vorbildlicher Transportkisten und nach dem Krieg aufgegriffenen »deutschen« Ideen in der



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Ausstellungsgestaltung. Elena Franchi macht im parallelen Überblick für Norditalien darauf aufmerksam, dass bei der Rückführung ausgelagerter Kunstwerke im Einzelfall sehr unterschiedliche Entscheidungen fielen – so kehrte die Assunta von Tizian an ihren ursprünglichen Kirchenstandort und nicht in die Museumsausstellung zurück.

Andere Beiträge bedienen eher die Leitfrage nach den Reaktionen der Museumsfachleute. Christian Marchetti berichtet, wie der Direktor des Museums für österreichische Volkskunde in Wien Reisen als Beauftragter zum Kulturgutschutz erobelter Gebiete für die Erwerbung von Sammlungsgut nutzte und das Militär durch Sammelaufrufe für seine Zwecke einspannte. Felicity Bodenstein arbeitet heraus, dass der Direktor des Pariser Cabinet des médailles im Krieg germanophobe Texte publizierte und nach Kriegsende Frankreich verherrlichende Interpretationsmuster bediente.

Auch Negativbefunde sind Befunde: Wencke Deiters zeigt zeittypische Entwicklungen des kunsthistorischen Museums in Wien auf, die unbeeinflusst vom Krieg abliefen (Neuhängung der Dauerausstellung, Ankaufsentscheidungen). Arnaud Bertinet liefert in der Detailgeschichte der Auslagerungen des Louvre nach Toulouse einen Vergleich mit den Evakuierungen im Deutsch-Französischen Krieg, der eine – wohl nicht vom Ersten Weltkrieg abhängende – gestiegene Wertschätzung der Kunst des 19. Jahrhunderts spiegelt.

Mehrere Beiträge überschreiten den thematischen oder zeitlichen Rahmen des Bandes. John Horne blickt auf die Thematisierung des Ersten Weltkriegs bis heute, die von der Perspektive der Veteranen zur geschichtswissenschaftlichen Distanziertheit wechselt. Szymon Piotr Kubiak analysiert Ansätze zur Gefallenenehrung in Museen nach dem Ersten Weltkrieg am Beispiel des Stadtmuseums Stettin, wobei der Erwerb des expressionistischen Kruzifixus von Ludwig Gies eher Aufschlüsse über den dortigen Umgang mit Gegenwartskunst liefert. Agnieszka Gąsior trägt einen Jahrhundertüberblick der polnischen Privatsammlung Czartoryski vor, die im Ersten Weltkrieg am neuen Wohnort Dresden ausschnittsweise öffentlich ausgestellt wurde; Jaanika Anderson entfaltet ein umfassendes Zeitpanorama des Kunstmuseums der Universität Tartu.

Roland Cvetovski berührt in seiner Geschichte der Ermitage von 1899 bis 1920 Weltkriegsthemen eher kurz; durchschlagende Wirkung entfaltet die Oktoberrevolution mit der Verstaatlichung des zum Zarenvermögen gehörenden Museums, Zuflüssen aus beschlagnahmten Privatsammlungen und der Neuausrichtung auf die ästhetische Massenerziehung. Der abschließende Beitrag von Lukas Cladders über europäische Museumsbeziehungen nach dem Ersten Weltkrieg liest sich eher als Appell, bei künftigen museumsgeschichtlichen Studien mehr auf transnationale Perspektiven zu setzen.

Im Überblick besticht dieser Sammelband durch die Bandbreite der Eindrücke, von der Gedankenwelt eines Museumsdirektors über Aktivitäten einzelner Museen oder staatlicher Administrationen bis zur globalen Entwicklungslage eines Museumstyps. Der Band liefert so eine Ahnung von der bislang fehlenden Museumsgeschichte jener Zeit. Lobenswert ist die editorische Qualität (Kurzzusammenfassungen in Englisch, zusammengeführtes Literaturverzeichnis für den gesamten Band, Personenregister).

Der inhaltliche Schwerpunkt liegt bei (großen) Kunstmuseen, einschließlich Kunst in Mehrspartenmuseen, obschon Museumsschlösser

19./20. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2019.1.60211](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.60211)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

gewiss gleichermaßen betroffen waren. Die ungute Übersetzung von »War Museums« im Beitrag von John Horne als »Kriegsmuseen« macht darauf aufmerksam, dass dieser in Deutschland seinerzeit häufige, inzwischen erloschene Museumstyp gar nicht im Blick war. Ähnlich wie das zitierte Werk von Alexis Joachimides zur Museumsreformbewegung in Deutschland, das Nicht-Kunstmuseen vollends (und thematisch falsch) ausblendet, liefert dieses Werk einen facettenreichen, gleichwohl nicht vollrunden Blick auf einen wenig beachteten Abschnitt der Museumsgeschichte.

19./20. Jahrhundert – Histoire
contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2019.1.60211](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.60211)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Jean-Luc Leleu (dir.), Le Débarquement. De l'événement à l'épopée. Actes du colloque organisé par le Centre de recherche d'histoire quantitative au Mémorial de Caen du 21 au 23 mai 2014, Rennes (Presses universitaires de Rennes) 2018, 309 p. (Histoire), ISBN 978-2-7535-7324-6, EUR 24,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Winfried Heinemann, Berlin

Jörg Echternkamp betont in seinem Beitrag die Relevanz des 8. Mai 1945 für das deutsche Gedächtnis. Das mag im Kontext eines Bandes über die Invasion in der Normandie abwegig erscheinen, ist es aber nur auf den ersten Blick. Den meisten Deutschen sagt das Datum des 6. Juni 1944 nichts; der Blick der Öffentlichkeit rechts des Rheins auf den Zweiten Weltkrieg ist seit Jahrzehnten auf den Tag der Niederlage, zugleich den Tag der Befreiung, fixiert. Für Briten, Amerikaner, auch für Kanadier und natürlich vor allem für Franzosen ist das anders. Für sie ist »D-Day«, »jour J«, ein Kernbestand ihrer Erinnerungskultur, wie der hier vorzustellende Sammelband belegt.

Der Band gliedert sich in fünf große Teile. Im ersten Teil diskutieren David Welch, Christian Delporte und Arélie Luneau die Rolle der bevorstehenden Invasion in der alliierten Propaganda. Welche Erwartungen wurden daran geknüpft? Goebbels schürte die Erwartung, die Invasion werde scheitern und dann im Westen Kräfte für den Kampf an der Ostfront freisetzen, wie Jean-Luc Leleu kenntnisreich darlegt.

Der zweite Teil geht auf das eigentliche Kampfgeschehen ein, aber weniger als Operationsgeschichte denn als Einordnung in das Gesamtgeschehen des Krieges. Der Wirtschaftshistoriker Alan Tooze etwa zeigt auf, dass letztlich die materielle und zahlenmäßige Überlegenheit der Alliierten den Ausschlag für den Schlachterfolg gab, weil nur sie jene auf Kräfteschonung ausgelegte Kampfführung ermöglichte, die in demokratisch verfassten Staaten eine langfristige Kriegsbereitschaft ermöglichte. Peter Lieb untersucht die Neigung der beteiligten Truppenteile zu Kriegsverbrechen, die vor allem bei den Verbänden der Waffen-SS deutlich größer ist als bei allen anderen deutschen oder alliierten Truppen. Beiträge von Bernd Wegner, Stephen A. Hart und Olivier Wieviorka vor allem zu Kampfmoral und psychologisch bedingten Ausfällen komplettieren diesen Teil.

Der dritte Teil befasst sich mit der Darstellung des Geschehens in den Medien, und auch wenn nur einer der drei Beiträge (Frédérique Ballion) sich explizit mit dem Film von 1962 (»The Longest Day«) befasst, so überschattet dieses Epos doch auch alle anderen Untersuchungen. Die Arbeiten von Dominique Briand und Muriel de la Souchère kommen ebenfalls nicht umhin, die Wirkung anderer medialer Darstellungen der Invasion an der filmischen Umsetzung durch Darryl F. Zanuck zu messen.

Der vierte Teil ist der Nutzung der Erinnerung für Zwecke der Gegenwart gewidmet – hier findet auch der eingangs erwähnte Beitrag von Jörg Echternkamp seinen Ort. Spannend ist aber auch der Beitrag von Hélène Harter über die Rede Präsident Ronald Reagans an der Pointe du Hoc 1984. Damit soll der Aufsatz von François Cochet über die Invasion als Vorläufer der Konsumgesellschaft nicht abgewertet werden.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Der letzte Teil (Jean Quellien, Bertrand Lécureur, Françoise Passera) widmet sich einem Themenbereich, der in der Forschung in den letzten Jahren überall an Gewicht gewonnen hat: Wie werden historische geprägte Orte wie etwa die Strände der Normandie heute touristisch genutzt? Wer begibt sich auf eine Reise dorthin, ist es »dark tourism«, und welche Angebote machen die betroffenen Regionen den interessierten Reisenden? Nach dem vorher Gesagten kann es nicht überraschen, dass auch die angloamerikanischen Touristen mehr die Orte des Films von 1962 als jene des realen Geschehens von 1944 suchen.

In seiner Einführung zu diesem Band hat Olivier Wieviorka darauf hingewiesen, dass sowohl die deutschen Truppen als auch die Zivilbevölkerung der Normandie in den angloamerikanisch dominierten Darstellungen kaum vorkommen. Die Haltung dieser Zivilbevölkerung zu den Westalliierten, die zunächst aus der Luft und dann im Erdkampf ihre Dörfer und Städte verwüsteten, wird kaum untersucht.

In seiner Zusammenfassung greift Jean-Luc Leleu einige dieser Fragen noch einmal auf. Ihm zufolge erlaubt die Selbstwahrnehmung Frankreichs als geknechtetes Land 1944 eine leichtfertige Verdrängung der Frage nach den Ursachen der Katastrophe von 1940. Er greift den in verschiedenen Beiträgen geäußerten Gedanken einer »Amerikanisierung« des Gedenkens auf – schon im Film reduzierte sich der britische Beitrag im wesentlichen auf die Einnahme der Pegasus Bridge, und die Kanadier kamen noch weniger vor. Reagans Rede hat das Ihre dazu getan, die US-Armee als den wesentlichen Protagonisten des 6. Juni 1944 erscheinen zu lassen, obwohl schon rein zahlenmäßig die Briten der wichtigste Truppensteller waren. Rüstungswirtschaftlich hingegen stammte ein Großteil des eingesetzten Großgeräts aus den USA.

Dieser Band vereint methodisch höchst unterschiedliche Beiträge zu einem zentralen militärgeschichtlichen Thema. Er belegt, wie integriert in die anderen Teildisziplinen der Geschichtswissenschaft die Militärgeschichte inzwischen auch international ist. Die Herausgeber haben bedeutende Autoren für Beiträge zu einer klaren Fragestellung gewinnen können, die am Ende ein ansprechendes Gesamtbild ergeben. Ein ausgezeichnetes Werk.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Bronson Long, No Easy Occupation. French Control of the German Saar, 1944–1957, Rochester, NY (Camden House) 2015, XII–256 p. (German History in Context) ISBN 978-1-57113-915-3, GBP 60,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Maude Williams, Ludwigsbourg

Dans son ouvrage »No Easy Occupation«, Bronson Long publie le résultat de ses recherches de doctorat, effectuées à l'Indiana University Bloomington, portant sur la présence française en Sarre de 1944 à la »petite réunification« avec l'Allemagne en 1957. Bien que les études sur l'occupation française en Sarre soient nombreuses en France et de surcroît en Allemagne, ces recherches n'ont été que rarement traduites en anglais et intégrées dans les études anglophones. »No Easy Occupation« a donc tout d'abord le mérite d'offrir une lecture attentive des recherches effectuées en France et en Allemagne sur l'histoire de la Sarre et d'en élargir la réception aux pays anglophones.

Grace à son excellente connaissance de la littérature française et allemande sur le sujet, Long insère ses propres réflexions dans les débats historiographiques actuels et apporte réestime à la hausse des facteurs politiques ayant incités les Sarrois à choisir pour le rattachement à l'Allemagne en 1955. Dans son ouvrage il s'intéresse avant tout à la question de savoir pourquoi la politique des autorités françaises et sarroises de faire de la Sarre un territoire séparé du reste de l'Allemagne a échoué. À cette question, Long répond en mettant en avant le fait que Gilbert Grandval et Johannes Hoffmann ont basé leur politique sur la peur d'un retour de l'autoritarisme et du militarisme prussien ainsi que d'un nationalisme extrême, qui, selon Long, avaient disparu depuis longtemps (p. 10).

Il oppose à cette politique celle de Robert Schumann et Konrad Adenauer qui s'encait dans le présent (contexte de guerre froide) et poursuivait des objectifs sur du long terme (réconciliation franco-allemande, intégration européenne). Selon l'auteur, la création d'un État sarrois, indépendant de l'Allemagne était »surréaliste« et »trop ambitieux«. Défendant cette thèse, Long met en avant les divergences entre les visions et idées de Gilbert Grandval et celles des autorités françaises telles qu'André François-Poncet et Robert Schumann. Il dresse alors un tableau nuancé des relations entre autorités politiques de Paris et Bonn d'une part et Sarrebruck (Grandval et Hoffmann) d'autre part.

En outre, il étudie les effets de cette politique contradictoire sur les sentiments des Sarrois vis-à-vis de la France et donc de leur positionnement lors du referendum de 1955. Sur ce dernier point, Long défend l'idée qu'en 1955 les Sarrois perçoivent la France comme un oppresseur, qui voit une extension de son empire par le biais de son influence en Sarre et pense à son bien personnel plutôt qu'à une réelle construction européenne. Cette vision est due principalement selon lui à la persistance du contrôle économique et politique français en Sarre de 1945 à 1955, aux événements liés à l'impérialisme français en déclin (guerres d'Indochine et d'Algérie) et à l'échec de la Communauté européenne de défense (CED).



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Écrit de manière claire, cohérente et convaincante, ce livre suit une structure chronologique en trois parties: la première partie rend compte de l'occupation militaire (1944–1947), la seconde du processus de création d'une Sarre autonome (1947–1952) et enfin de la perte d'influence française sur le territoire sarrois (1952–1957).

La première partie de l'ouvrage (1944–1947) offre un bilan positif de la reconstruction de la Sarre par les forces d'occupation françaises, aidées par l'envie des Sarrois de créer de nouveaux liens avec la France. Selon Long, la politique de Grandval se définit dans ces années d'immédiate après-guerre par la dénazification, la démocratisation et la déprussianisation de la Sarre. Ceci passe également par la culture (sport, religion, éducation). Long défend dans cette partie l'idée que déjà, la politique de Grandval était en partie anachronique dans sa volonté de déprussianiser la Sarre.

La seconde partie est dédiée aux années de construction d'une Sarre autonome de 1947 à 1952. Elle traite plus en profondeur des aspects par lesquels Grandval et Hoffmann désiraient en faire une nation à part entière avec notamment la mise en place de la «pénétration culturelle» au niveau scolaire et universitaire (création de l'université de la Sarre en 1948) afin de séparer culturellement la Sarre du reste de l'Allemagne. D'autres aspects sont analysés dans cet esprit comme les disputes pour créer un diocèse en Sarre ou bien encore l'utilisation du sport, et notamment du football, comme moyen d'influence sur les sentiments d'appartenance nationale des Sarrois. Avec succès, Long réussit dans tous ces domaines à mettre à jour les intérêts concurrents entre Grandval et ses opposants divers et ainsi expliquer l'histoire complexe de la politique française en Sarre et des tensions qui s'y créent.

Enfin, dans sa troisième partie, Long montre bien le revirement de l'opinion sarroise en faveur de l'intégration à l'Allemagne. En évoquant tout d'abord les réticences culturelles à travers la religion et le sport, Long en vient à la conclusion qu'en 1955 la politique culturelle française a complètement échoué en Sarre, les Sarrois maintenant une relation forte avec la culture allemande. La Sarre était, selon Long, un «État sans nation» (p. 182). Il se tourne dans ce chapitre sur le processus de création d'un territoire européen et le changement d'attitude des Sarrois vis-à-vis de la France qu'il positionne autour du printemps 1955. Pour Long, le résultat négatif du référendum (67,7% des Sarrois votent contre le statut européen) reflète une position antifrançaise influencée par la situation économique florissante en Allemagne de l'Ouest (en contraste avec les problèmes coloniaux et économiques français), l'échec de la CED et les campagnes virulentes des pro-allemands, alliés dans le Heimatbund.

«No Easy Occupation» offre aux lecteurs une très bonne étude portant sur l'influence française en Sarre de 1947 à 1955. Long a su donner une vision complète et précise de l'état actuel de la recherche et y ajouter ses propres réflexions et expertises. Au-delà de l'ouverture au monde anglophone qu'elle promet, cette étude apporte un tribut important aux *border studies*, à l'histoire de la Sarre et l'histoire franco-allemande.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Kory Olson, The Cartographic Capital. Mapping Third Republic Paris, 1889–1934, Liverpool (Liverpool University Press) 2018, X–310 p., 9 fig. (Studies in Modern and Contemporary France, 1), ISBN 978-1-78694-096-4, GBP 85,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Antonia von Schöning, Basel

Von 1870 bis 1940 war Frankreich zum dritten Mal eine Republik, die vor der Herausforderung stand, sich ihren Bürgern als Regierungsform zu vermitteln. Ein privilegiertes Medium der staatlichen Selbstdarstellung, so die Kernthese von Kory Olsons Buch »The Cartographic Capital«, war die Kartografie. Anhand einer Auswahl offizieller Karten, die das französische Territorium, vor allem aber die Hauptstadt Paris anschaulich machten, untersucht Olson die Art und Weise, wie sich die Republik visuell darstellte und wie Regierungsprogramme sowie urbanistische Maßnahmen legitimiert und dokumentiert wurden.

In seiner Einleitung referiert der Autor einschlägige sozial- und kartografiehistorische Arbeiten von Autorinnen wie Catherine Dunlop, J. B. Harley, Dennis Wood, Henri Lefebvre und David Harvey, an die sein Projekt anschließen soll (S. 5f.). Olson möchte seine Untersuchung insbesondere als Fortschreibung von Harveys Analysen des 19. Jahrhunderts in »Paris. Capital of Modernity« (2003) mit Blick auf die Dritte Republik verstanden wissen. Die wichtigere Verschiebung gegenüber Harveys Buch besteht allerdings im Fokus auf die kartografischen Visualisierungen zwischen 1889 und 1934.

Diese Zusammenführung von Kartografiegeschichte, Stadtentwicklung und Stadtverwaltung, so Olson, sei bis dato noch nicht unternommen worden. Womit er nicht ganz richtig liegt: Enrico Chapel hat mit »L'Œil raisonné. L'invention de l'urbanisme par la carte« bereits 2010 eine materialreiche und präzise Untersuchung der kartografischen Bedingungen des Urbanismus als neuer Wissenschaft der Stadt vorgelegt. Mit Publikationen jüngerer Datums aus dem Feld der Visual Studies und der medienwissenschaftlichen Kartenforschung scheint Olson ebenfalls nicht vertraut zu sein. Seine sehr gut lesbare Studie bietet dennoch einen informativen Überblick über die zentralen Herausforderungen der Stadtverwaltung und -planung und über die Bedeutung kartografischer Visualisierung um 1900.

Das Buch besteht aus sechs Kapiteln, die sowohl thematisch als auch chronologisch geordnet sind. Interessant sind die Erläuterungen im ersten Kapitel über die Entwicklung der Druck- und Farbtechniken der Kartenproduktion im späten 19. Jahrhundert.

Vor allem aber mit den Ausführungen im Mittelteil über neue Programme der Ausbildung der Bürger und Schüler zum Kartenlesen kann Olson überzeugend den Zusammenhang von kartografischer Kompetenz und der Wahrnehmung der Nation aufzeigen.

Nach der Niederlage gegen Preußen 1871 suchten Politiker und militärische Führung eine Begründung in der Tatsache, dass französische Soldaten nicht in der Lage waren, Karten zu lesen. Um das verletzte Ansehen der Nation wiederherzustellen und künftig besser gewappnet zu



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

sein, sollte der wehrhafte Republikaner folglich an der Karte ausgebildet werden. Insbesondere Vidal de la Blache setzte sich für den kartografisch informierten Geografieunterricht ein und trug auf diese Weise dazu bei, dass unter anderen diejenigen Karten, die Olson in seinem Buch vorstellt, in der französischen Bevölkerung bekannt und auch verstanden wurden. Am Beispiel des Schulbuchs »Le tour de la France par deux enfants«, dessen zweiter Auflage von 1884 die Autorin Augustine Fouillé Kartenmaterial beifügte, vermag Olson die Demokratisierung kartografischen Sehens und seine Rolle für die Identifizierung mit der französischen Nation zu beschreiben.

In den letzten beiden Kapiteln geht es Olson um die Etablierung des Urbanismus in Frankreich und um die Erweiterung des Stadtterritoriums, die eine Folge des enormen Zuzugs von Arbeitern in den ersten Jahrzehnten des 20. Jahrhunderts war. In Verbindung mit der gesteigerten Mobilität der Bevölkerung durch Eisenbahn und Automobilverkehr drängten sich die Notwendigkeit von Planung und Ausbau der städtischen Infrastrukturen sowie eine neue Einbeziehung der bis dahin wenig beachteten Pariser Vororte auf. Karten fungierten dabei als zentrale Planungsinstrumente. Hier bespricht Olson mit Léon Jausselys »Plan d'extension« von 1919 und Henri Prosts »Carte générale de l'aménagement de la région parisienne« von 1934 zwei wichtige Dokumente des frühen Urbanismus, anhand derer er die neue Aufmerksamkeit für die ausfransenden Ränder der Stadt und ihre sozialen Bedingungen aufzeigt.

Olson betrachtet Karten als Machtinstrumente (S. 4). Dabei bleiben jedoch sowohl sein Machtbegriff als auch sein Verständnis kartografischer Funktionsweisen und ihrer Effizienz unterbestimmt. Wie genau brachten die Karten das dynamische, vielfältige Urbane in eine Übersicht? Wie produzierten sie Evidenz? Was bedeutet es, vom Schreibtisch aus zu planen und zu verwalten? Olson versteht Karten im Wesentlichen illustrativ und hat ein etwas zu simples Konzept von kartografischer Repräsentation. Dabei berücksichtigt er zu wenig, dass Kartieren ein epistemisches Verfahren ist. Denn es wird nicht nur dokumentiert und abgebildet, sondern im Akt der Aufzeichnung werden Gegenstände des Wissens erst hervorgebracht und entfaltet. Sie gewinnen eine Wirklichkeit auf dem Papier, das zum Operations- und Interventionsraum der Verwaltung wird. So machen Karten Handlungsbedarf evident und legen selbst bereits Lösungen nahe.

Bei Olson sind die Karten eindeutige und stabile Repräsentationen. Diese beruhen jedoch auf einer spezifischen Abstraktions- und Reduktionsleistung. Zugleich machen sie immer mehr und noch anderes sichtbar als beabsichtigt, und die Fülle und Komplexität der darzustellenden Dinge sorgen für stets neue oder sich ändernde Datenmengen. Tatsächlich konnte die administrative Kartenproduktion mit den dynamischen Verhältnissen, den Verdichtungen und Ausweitungen des Stadtraums und der Vielfältigkeit der urbanen Milieus kaum mithalten. Der totale, panoptische Überblick über Paris ist ein Phantasma. Dass es die Komplexität der kartografischen Visualisierung unterschätzt und auf eindeutige Abbildungsverhältnisse reduziert, ist eine erhebliche Schwäche des Buchs. Präzisere Analysen des ausgewählten Materials wären sicherlich hilfreich gewesen.

Olsons Geschichte endet mit der deutschen Besetzung von Paris im Jahr 1940 und einem sehr kurzen Ausblick auf die urbanen Entwicklungen in den 1950er-Jahren. Leider gelingt es dem Autor an dieser Stelle



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

nicht, die Relevanz und auch Aktualität seiner Studie deutlicher zu machen. Dabei wäre es nicht nur sehr aufschlussreich, sondern auch wichtig, die Entwicklung der thematischen Stadtkarten als elementare Regierungstechnologien im Rahmen einer kritischen Genealogie derjenigen Verfahren der Datenerhebung und Visualisierung zu betrachten, die heute unter dem Schlagwort der »Smart City« verhandelt werden. Im letzten Satz konstatiert Olson stattdessen uninspiriert, dass das anhaltende Wachstum der Stadt Paris weitere Untersuchungen erfordern wird (S. 280) – eine eher lapidare Bilanz.

So bleibt das Buch eine sehr gute Beschreibung der urbanistischen Herausforderungen, vor denen das Paris der Dritten Republik stand, und bietet eine sorgfältige Materialzusammenstellung, jedoch wenig originelle Thesen oder neue Perspektiven auf den Gegenstand oder die Gegenwart.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Kiran Klaus Patel, Projekt Europa. Eine kritische Geschichte, München (C. H. Beck) 2018, 463 S., 12 Abb., 6 Tab., 3 Kt., ISBN 978-3-406-72768-9, EUR 29,95.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Wolfgang Schmale, Wien

Höhen und Tiefen der europäischen Integration wurden im Verlauf der Jahrzehnte, die diese nun schon währt, intensiv durch wissenschaftliche Forschung (insbesondere Geschichte, Politikwissenschaft, Wirtschaftswissenschaft, Soziologie) begleitet. Tiefgreifende Ereignisse wie der Umbruch 1989 haben ganz besonders anregend auf die Forschung gewirkt – die Beforschung der Europäischen Gemeinschaft (EG) beziehungsweise Europäischen Union (EU) schwoll quantitativ an. Verständlicherweise haben auch die als Krisen wahrgenommenen Großprobleme seit 2007/08 wie Bankenzusammenbrüche, Staatsschulden, Flüchtlinge, antidemokratische Tendenzen in Ungarn, Polen und Rumänien sowie allerlei Exit-Fantasien, die sich im Falle des Vereinigten Königreichs konkretisiert haben, Forschung angeschoben.

Eine Funktion von Wissenschaft ist es, auch turbulente Zeitphänomene zu untersuchen, ohne sich zur Partei zu machen. Dies versucht Kiran Klaus Patel mit »Projekt Europa. Eine kritische Geschichte«. Sein Sprungbrett ist die aktuelle Situation der EU, aber diese stellt nicht das Kernthema des Buches dar. Patel geht mit verrutschten, wenn nicht gar falschen, Ansichten über die Entwicklung der europäischen Integration ins Gericht. Er tut dies für die Anfänge über verschiedene Entwicklungsstufen bis zum Vertrag von Maastricht 1992. Im Zentrum stehen die Vorgängerinnen der mit Maastricht verträglich gegründeten EU, also die Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS), die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft (EWG) mit Euratom, sowie die Europäische Gemeinschaft (EG).

Patel nimmt acht Problemkomplexe in den Blick: »Europa und europäische Integration«; »Frieden und Sicherheit«; »Wirtschaftswachstum und Wohlstand«; »Partizipation und Technokratie«; »Werte und Normen«; »Bürokratisches Monster oder nationales Instrument«; »Desintegration und Dysfunktionalität«; »Die Gemeinschaft und ihre Welt«.

Sein kritischer Blick richtet sich darauf, dass vieles, wovon heute angenommen wird, dass es genuin und von Anfang an zum Prozess der europäischen Integration gehört habe, eben nicht dazu gehört hat, jedenfalls in Bezug auf jenen Teil der Integration, der auf die EGKS, die EWG/Euratom sowie die EG entfiel. Dies kritisch zu untersuchen, ist natürlich deshalb wichtig, weil die Meistererzählung zur EU Themen wie Frieden schaffen, Wohlstand schaffen, Werte verteidigen und so fort als Kernelemente verwendet und zu einem komplexen Gründungsmythos verwebt.

Die EGKS und die nachfolgenden Schöpfungen bis zur EG machten nicht die europäische Integration aus, sondern waren ein Teil davon, und nicht zwingend der wichtigste. Erst ab den 1970er Jahren änderte sich dies sozusagen zugunsten der EG. Vereinfachend sei nun von EG die Rede, mitgemeint sind die vorherigen Gebilde EGKS und EWG/Euratom.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Die EG schuf nicht primär Frieden, das taten eher andere, aber sie trug dazu bei. So trug sie zweifellos zu Wirtschaftswachstum und Wohlstand bei, aber dass beides im Nachkriegseuropa nennenswerte Ausmaße erreichte, war sehr vielen Faktoren zu verdanken, unter denen die EG wiederum einer, aber auch nicht mehr als einer, war.

Die Partizipation von Bürgerinnen und Bürgern war anfangs geradezu ausgeschlossen, institutionell fand diese eigentlich erst ab der ersten Direktwahl des Europäischen Parlaments 1979 statt. Im Gegenzug war die EG aber nicht das Bürokratiemonster, als das sie und auch heute die EU gerne charakterisiert werden. Werte wie Menschenrechte und Demokratie standen ebenso wenig im Interessensmittelpunkt der EG, dies kam später, insbesondere mit dem Maastricht-Vertrag 1992.

Angeregt durch Alan S. Milwards Forschungen zum Verhältnis von europäischer Integration und Nationalstaat, die er anschaulich unter den Buchtitel »The European Rescue of the Nation-State« stellte (1992), hat sich nicht zuletzt die Geschichtsforschung damit intensiv befasst. Heute dürfte unstrittig sein, dass europäische Integration kein Ergebnis von reinem Idealismus war. Das Nachkriegseuropa wurde als ein Europa der Nationalstaaten entwickelt, dem diente auch der Integrationsprozess, aber dieser entfaltete auch transnationale Eigendynamiken. Jedenfalls ist das rechtspopulistische Gerede von der den Nationalstaaten entwendeten nationalen Souveränität historischer Unsinn.

Unter dem Stichwort der Desintegration verweist Patel auf inzwischen wieder vergessene Ereignisse, die sich vielleicht nicht direkt mit dem Brexit vergleichen lassen, die aber als Austritte gewertet werden können. Dies betraf Grönland, das als Teil Dänemarks Teil der EG war, das aber die Aufwertung seines Autonomiestatuts in den 1980er-Jahren nutzte, um ausdrücklich aus der EG auszutreten. Davor schon gab es den Fall Algeriens: Bis zum Algerienkrieg gehörte es zu Frankreich, es war juristisch keine Kolonie, sondern Teil des Staates. Nach der Trennung von Frankreich wurde allerdings das nun souveräne Algerien nicht sofort wie jeder andere »Drittstaat« behandelt, vielmehr brachte die Praxis ein allmähliches Entgleiten aus der EG. Warum das so war, zeigt Patel sehr detailgenau.

Patel erläutert anschaulich, wie die EG zu einem handelspolitischen Akteur wurde; dabei legt er Wert auf die Asymmetrien, die gegenüber den ehemaligen Kolonien entwickelt wurden. Nichtkoloniales und nichtrassistisches Denken war der EG keinesfalls in die Wiege gelegt gewesen.

Einige kritische Anmerkungen zu diesem kenntnis- und faktenreichen Buch sind vonnöten: Die geschichtswissenschaftliche Integrationsforschung bedarf keiner Aufforderung zur kritischen Betrachtung von EG/EU – sie leistet das schon lange. Wenn Fragen wie der Beitrag der EG zum Frieden in Europa behandelt werden, braucht es eine Klärung der Maßstäbe, an denen der Beitrag gemessen wird. »Frieden« ist eine komplexe Angelegenheit und ist daher zunächst einmal komplex zu definieren, bevor gemessen wird. Insgesamt bleibt die Klärung der Schlüsselbegriffe, die alle Konzept- und Theoriebegriffe sind, hinter dem, was man erwarten kann und muss, zurück.

Ursprungserzählungen, Erzählungen von einem bedeutenden Anfang, bilden den typischen Inhalt von Mythen. Sie erzählen keine »wahren Geschichten«, aber sie sind nicht unwahr – weil sie in der Regel längere Transformationsprozesse zu einer scheinbar glatten



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Geschichte eindampfen. Wie der Rezensent 1997 in seinem vielzitierten monografischen Essay »Scheitert Europa an seinem Mythendefizit?«¹ gezeigt hat, sind die in der Vormoderne und Moderne entstandenen oder entstehenden Mythen Symptome von politischen Integrationsprozessen. Sie kritisch zu dekonstruieren bleibt eine vornehme Aufgabe der Geschichtswissenschaft, zugleich darf man darüber aber nicht ihre konstruktive Funktionalität verkennen, der die Entlarvung als Geschichtsklitterung in der Praxis im Übrigen wenig anhaben kann. Und das bleibt die Frage, ob es sich um Geschichtsklitterung handelt (Patel drückt es nicht so drastisch aus): Patel selbst zeigt im Zuge seiner faktografischen Genauigkeit, wie immer mehr von dem, was heute zur EU-Meistererzählung gehört, teils seit den 1970ern, teils seit den 1980ern, teils ab und nach Maastricht, durchaus zutrifft – allerdings eben nicht von Anfang an.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ Wolfgang Schmale, Scheitert Europa an seinem Mythendefizit?, Bochum 1997 (Herausforderungen, 3).

Julia Paulus (Hg.), »Bewegte Dörfer«. Neue soziale Bewegungen in der Provinz 1970–1990, Paderborn, München, Wien, Zürich (Ferdinand Schöningh) 2018, 243 S., 49 s/w Abb. (Forschungen zur Regionalgeschichte, 83), ISBN 978-3-506-78804-7, EUR 49,90.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Heiko Geiling, Hannover

Die dem antiautoritären Aufbruch von »1968« folgenden Emanzipationsbewegungen in der Bundesrepublik waren nie auf die alternativen Milieus der großen Universitätsstädte beschränkt. Auch in den eher kleinstädtisch und ländlich strukturierten Räumen der »Provinz« gab es im Schatten der gesellschaftlich-politischen Zäsur von »1968« eine unübersichtliche Vielzahl von konfliktorientierten Initiativen und Organisationsansätzen, die als Ausdruck ländlicher Emanzipationsbemühungen den Neuen sozialen Bewegungen zugeschrieben werden.

Darauf aufmerksam zu machen, dass die jüngeren Generationen in der »Provinz« in den Jahren bis 1990 alles andere als »verschnarcht« waren, ist mit dem von Julia Paulus herausgegebenen Sammelband gelungen. Aus der Perspektive der Regionalgeschichte werden hier Beiträge der vom LWL-Institut für westfälische Regionalgeschichte gegen Ende des Jahres 2014 in Münster organisierten Tagung »Neue soziale Bewegungen in der Provinz (1970–1990)« präsentiert. Die schon fast übliche Sperrigkeit von Tagungs- und Sammelbänden wird von der Herausgeberin durch eine kluge thematische Zuordnung der jeweiligen Beiträge weitgehend vermieden. Insgesamt stellt sich der Band als eine Fundgrube für an sozialen Bewegungen Interessierte dar, zumal die Autorinnen und Autoren über die einschlägige Literatur hinaus bisher weitgehend unbekannte Quellen anbieten können.

Julia Paulus spricht in ihrem einleitenden Beitrag nicht ganz unbegründet davon, dass die Tagung sowie der daraus resultierende Sammelband sich einem Forschungsdesiderat gewidmet haben, dem gegenüber sich das »vorherrschende(n) ›metropole(n)‹ Deutungsfeld – meist despektierlich – abzugrenzen« (S. 12) versuche. Insofern beabsichtige der Band, nicht allein das Besondere sozialer Bewegungen »abseits der großen Zentren« (S. 13), ihre Entstehungsbedingungen, Organisations- und Kommunikationsformen sowie ihre Einflüsse auf lokale und regionale politische Kulturen und Alltagsmentalitäten auszuloten, sondern darüber hinaus auch nach Wechselwirkungen zwischen den linksalternativen Initiativen von Provinz und Metropolen Ausschau zu halten.

Mit den zehn Einzelbeiträgen führt dieses durchaus ambitionierte Erkenntnisinteresse trotz der unübersichtlichen Vielfalt »provinzieller« Bewegungsinitiativen zu mehr als einem ersten Überblick. Denn die Autoren und Autorinnen können mit einem relativ offenen Begriff von »Provinz« arbeiten, der ihren jeweiligen Gegenständen und Untersuchungsperspektiven Raum gibt für spezifische Nuancierungen, die wiederum in der Summe der Beiträge auf gemeinsame Merkmale der Neuen sozialen Bewegungen abseits der Metropolen verweisen.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

So kommt beispielsweise in allen Beiträgen zum Ausdruck, dass die Akteure in der Provinz trotz vieler Konflikte relativ erfolgreich waren mit ihren alternativen Projekten, wenn sie vorgegebene Organisations- und Kommunikationsmuster nicht völlig ignorierten und darüber in ihren Familien, Gemeinden und Städten nachhaltige Anerkennung erfuhren. Dies unterschied sie von eher exzentrischen Akteuren in Metropolen wie Frankfurt oder Berlin, die mit Verweis auf ihre ausgeprägte Deutungshoheit über Theorie und Praxis emanzipatorischer Bewegungen nicht selten einen Rigorismus vertraten, der im jeweils spezifischen sozialen und politischen Umfeld der Provinz eher in eine Sackgasse führte.

So wird im Beitrag von Hans-Gerd Schmidt über die Alternativbewegung in der Region Lippe darauf hingewiesen, dass es die »praxisorientierte Grundierung« (S. 87) der lokalen Aktivisten und Aktivistinnen war, die sich mit der zentralen Forderung »nach einer »Beteiligungsdemokratie« (*participatory democracy*) mit wirksamen Teilhabe- und Mitwirkungsrechten« (ibid.) verband. Ebenso zeigt sich in den übrigen Beiträgen, ob über alternative Initiativen in der Eifel, dem Hunsrück, dem Allgäu oder dem Ruhrgebiet, dass es der »Aufbruchsgeneration« in der Regel nicht um temporäre Revolten ging, sondern um eine nachhaltige Öffnung bisher verschlossener sozialer, kultureller und politischer Räume.

Vor allem aber ist kennzeichnend für die Entstehung der Neuen sozialen Bewegungen die besondere Rolle der unmittelbar an die 1968er-Bewegung anschließende Jugendzentrumsbewegung ab 1969/70. David Templin, der bereits 2015 eine beeindruckende Dissertation über die Jugendzentrumsbewegung in den 1970er-Jahren vorgelegt hatte, kann in seinem Beitrag am Beispiel von Jugendzentrumsinitiativen in Franken-Hohenlohe deren zentrale Bedeutung für die regionale Netzworkebildung alternativer Projekte nachzeichnen. Diese verstanden sich – dabei in Franken-Hohenlohe mehr oder minder von der Publikations- und Vermittlungsarbeit des Wertheimer Jugendzentrumsaktivisten Albert Herrenknecht beeinflusst – als politische Akteure einer linksalternativen Provinzarbeit.

Jugendzentren wirkten letztlich für viele Jugendliche als Durchgangsstation zu den nachfolgenden Neuen sozialen Bewegungen. Auch im hier anschließenden Beitrag (»Die Wiederentdeckung der Provinz«) von Bertolt Gießmann wird diese Dynamik der Jugendzentrumsbewegung verdeutlicht. Er verweist auf umfangreiche theoretische Bemühungen der ländlichen Emanzipationsbewegungen. Deren Ziel war es, sich mit Bezug auf die kritische Regionalismus-Diskussion dieser Jahre theoretisch und konzeptionell als autonome und von städtischen Projekten durchaus abzugrenzende politische und soziale Initiativen darzustellen.

Aus der Perspektive seiner »mikrohistorischen Untersuchung« (S. 179) rheinhessischer Initiativen der Jugendzentrumsbewegung sieht Gunter Mahlerwein in seinem Beitrag (»Revolte im Dorf?«) die »Jugendzentren als Spiegel von Beharrungs- und Wandlungsprozessen ländlicher Gesellschaften in den 1960er- und 1970er-Jahren« (S. 178). Seine Interviews mit ehemaligen Aktivisten und Aktivistinnen zeigen beispielhaft, dass im Unterschied zu großstädtischen sozialen Kontexten die »Beharrungskräfte« ländlicher Gemeinden sozial enger und damit persönlicher ausgeprägt waren. Dennoch war dies für die Dorfjugendlichen kein Hindernis, die aus den Metropolen signalisierte



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Öffnung der sozialen, kulturellen und politischen Räume begierig aufzusaugen und mit ihrem dem ländlichen Kontext angemessenen »Fingerspitzengefühl« für sich in Anspruch zu nehmen.

Summa summarum: Wenn von einer Eigenlogik emanzipatorischer Bewegungen in der Provinz zwischen 1970 und 1990 gesprochen wird, dann hat der vorliegende Sammelband mit seinen Beiträgen dazu erheblich beigetragen.

19./20. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2019.1.60217](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.60217)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Toni Pierenkemper, Beschäftigung und Arbeitsmarkt.
Entstehung und Entwicklung der modernen
Erwerbsgesellschaft in Deutschland (1800–2000), Stuttgart
(Franz Steiner Verlag) 2017, 321 S., 20 s/w Tab. 9 s/w Abb.
(Grundzüge der modernen Wirtschaftsgeschichte, 8), ISBN
978-3-515-11730-2, EUR 49,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Jürgen Schmidt, Berlin

Arbeitsmärkte sind äußerst flexible Orte, an denen Angebot und Nachfrage nach Arbeitskraft geregelt werden. Allein die Entwicklung in den letzten Jahren in Deutschland zeigt, wie dicht beieinander die Angst vor Massenarbeitslosigkeit und die Klage über fehlende Arbeitskräfte liegen.

Der Wirtschaftshistoriker Toni Pierenkemper spürt der Entwicklung des Verhältnisses von »Beschäftigung und Arbeitsmarkt« und der Ausbildung der »modernen Erwerbsgesellschaft in Deutschland« über die letzten rund 200 Jahre nach. Der Arbeitsmarkt entpuppt sich dabei keineswegs als Ort, an dem ausschließlich Arbeitskraft getauscht wird, sondern bietet Raum für Interessenkonflikte und ist – wie andere Märkte auch – sowohl ein »unsicherer Ort« als auch ein »Steuerungsinstrument« zur Zuweisung (Allokation) des Gutes Arbeit. Getauscht werden also auf dem Arbeitsmarkt nicht Personen, auch nicht festgelegte »Vollzüge von Arbeitsleistungen«, sondern »das Arbeitspotential oder, um einen marxischen Begriff zu verwenden, die Arbeitskraft [...] als Ware« (S. 29f.)

Mit dem Fokus auf den Arbeitsmarkt definiert Pierenkemper Arbeit nicht in einem allgemeinen Sinn, sondern bezieht sich auf die Erwerbsarbeit. Die einführenden Reflexionen über den Arbeitsbegriff, die im abschließenden Kapitel wieder aufgegriffen werden, machen deutlich, dass Pierenkemper sich der Begrenztheit dieses Ansatzes bewusst ist. Doch durch den Fokus auf den Arbeitsmarkt muss sich Pierenkemper auf Erwerbsarbeit im Sinn von Lohnarbeit konzentrieren.

Pierenkemper entfaltet sein Thema chronologisch in vier Kapiteln, die sich jeweils den gleichen Gesichtspunkten zuwenden: dem Umfang und Strukturwandel der Beschäftigung, den Entwicklungen im Arbeitsmarkt (z. B. Löhne, Arbeitszeiten, Arbeitslosigkeit, Erwerbspotential), den Bestimmungsfaktoren dieser Entwicklungen (Bevölkerungsentwicklung, Mobilität, Qualifikation, Frauen- und Kindererwerbstätigkeit) sowie den auf den Arbeitsmarkt einwirkenden Rahmenbedingungen (gesetzlicher Arbeitsschutz, Sozialversicherungen, Tarifparteien).

Das erste Kapitel behandelt neben begrifflichen und konzeptionellen Überlegungen die Arbeit in »der vormodernen Gesellschaft«. Dabei geht Pierenkemper unter anderem auf die Protoindustrialisierung und industrielle Revolution ein und verweist auf die Ausbildung früher Arbeitsmärkte in England und den Niederlanden, die ansonsten aber eine Ausnahme blieben.

Weit mehr als ein Drittel des Buches beschäftigt sich im zweiten Kapitel mit der »Entstehung der Lohnarbeit im 19. Jahrhundert«. Obwohl Pierenkemper die Schwächen des Sektorenmodells hervorhebt, zeichnet er die Entwicklung der Beschäftigung mit dem markanten Rückgang des



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Anteils landwirtschaftlicher Arbeit nach. Hinsichtlich der Arbeitslosigkeit konstatiert Pierenkemper für die erste Hälfte des 19. Jahrhunderts eine permanente Unterbeschäftigung. Die niedrige Arbeitslosenquote im Kaiserreich hatte einen realistischen Kern, da sich der Arbeitsmarkt äußerst flexibel und aufnahmefähig erwies. Staatliche Eingriffe in den Arbeitsmarkt erfolgten in dieser Zeit weitgehend nur vermittelnd durch die Sozialversicherungen sowie Arbeitsschutzgesetze.

Das dritte Kapitel widmet sich den Jahren zwischen dem Beginn des Ersten und dem Ende des Zweiten Weltkriegs. Das sich abschwächende Bevölkerungswachstum sowie der Anstieg der Lebenserwartung beeinflussten den Umfang des Erwerbspotentials. Je nach wirtschaftlichen und politischen Krisen herrschte auf dem Arbeitsmarkt Nachfragemangel oder Nachfrageüberschuss. Die Weltwirtschaftskrise hatte nicht nur die Massenarbeitslosigkeit zur Folge, sondern auch eine einmalige Strukturveränderung: 1933 arbeiteten »wieder mehr Erwerbstätige in der Land- und Forstwirtschaft als in Industrie und Handwerk« (S. 144).

Die 1927 eingeführte Arbeitslosenversicherung als »bemerkenswerteste soziale Innovation der Zeit« (S. 168) zerbrach allerdings schon wenige Jahre später an den Herausforderungen der Massenarbeitslosigkeit, wobei sich allerdings auf dem Höhepunkt der Krise 1932/33 das absurde Ergebnis ergab, dass der »Kreis der Anspruchsberechtigten durch administrative Maßnahmen so weit eingeschränkt worden [war], dass die Arbeitslosenversicherung sogar Überschüsse erwirtschaftete« (S. 169). Im Nationalsozialismus wurde der Arbeitsmarkt als Allokationsmechanismus ausgeschaltet; über Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen und Aufrüstung herrschte ab 1936 Vollbeschäftigung.

Das vierte Kapitel behandelt den Zeitraum von der Zusammenbruchsgesellschaft bis in die unmittelbare Gegenwart. Hervorzuheben sind Pierenkempers Einschätzungen über die Bedeutung der Dienstleistungsbranche. Er sieht den Dienstleistungssektor überschätzt. Am Beispiel Großbritanniens erkennt Pierenkemper »keine dramatische Ausweitung des Konsums von Dienstleistungen, sondern eher der umgekehrte Fall einer Substitution von Dienstleistungen durch Güter«, etwa durch den Erwerb von Waschmaschinen, statt die Wäsche in die Wäscherei zu geben (S. 191). Relativ ausführlich geht Pierenkemper der Frauenerwerbsquote nach und kommt zu dem Ergebnis, dass die Integration der Frauen in den Arbeitsmarkt bis heute »nicht gelungen« sei (S. 220). Der Arbeitsmarkt in der DDR wird nur knapp auf sechs Seiten erwähnt, wobei es freilich im engeren Sinn auch keinen »Markt« gab, sondern über einen »Arbeitseinsatzplan« die »optimale Ausschöpfung des Arbeitspotentials der Gesellschaft« erreicht werden sollte (S. 227).

Das abschließende fünfte Kapitel widmet sich »Theorien des Arbeitsmarktes«, dem Aufbau einer Arbeitsverwaltung im Verlauf des 20. Jahrhunderts sowie der Zukunft der Arbeit. Pierenkemper erweist sich mit Blick auf die Digitalisierung der Arbeitswelt als Optimist. Schließlich hätten auch die vorangegangenen technischen Revolutionen »wachsende gesellschaftliche Wohlfahrt, sinkende Arbeitsbelastung für die Menschen und wachsende Freiräume individueller und kollektiver Art« (S. 273) mit sich gebracht. Statt »Rückgang der Erwerbsarbeit ist vielmehr ein Wandel der Formen der Erwerbsarbeit zu konstatieren« (S. 274). Auch die Hartz-Reformen auf dem Arbeitsmarkt sieht Pierenkemper weitgehend positiv:



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

»Eine schmerzhaft Anpassung an die neuen Realitäten scheint damit relativ gut gelungen« (S. 274).

Pierenkemper ist ein über weite Strecken überzeugender Überblick gelungen, der zahlreiche sozial-, gesellschafts- und wirtschaftsgeschichtliche Aspekte aufgreift und unter einem klaren thematischen Fokus bündelt. Dennoch bleiben einige Monita. Etwas mehr Sorgfalt hätte dem Manuskript gutgetan: Vereinzelte Rechtschreib- und Kommafehler tauchen auf; ein Absatz wurde nicht im Blocksatz, sondern linksbündig gesetzt; die Beschriftung der ersten Tabelle des Buches ist fehlerhaft; in einzelnen Tabellen fehlen die Quellenangaben. Das Kapitel zur Theorie der Arbeitsmärkte hätte womöglich im Einführungskapitel einen passenderen Platz gefunden. Schließlich ist mit dem geringeren Zeitabstand zu den jüngsten Entwicklungen die Einschätzung nicht immer ausgewogen. Gelegentlich werden die überspitzten Kassandrarufer Hans-Werner Sinns zitiert, wenn es darum geht, Entwicklungen des modernen Wohlfahrtsstaats zu kritisieren: Dass in den 1970er-Jahren der »Arbeitsmarkt im Würgegriff der Gewerkschaften« (S. 242) gewesen sei, kann man sicherlich auch anders interpretieren. Von daher ist Pierenkempers Buch als historische Einführung durchaus zu empfehlen, doch für zeitnahe Entwicklungen hätten die Ambivalenzen der Entwicklungen stärker herausgearbeitet werden können.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Fanny Platelle, Hélène Roth (dir.), Le déclin dans le monde germanique. Mots, discours et représentations (1914–2014), Reims (Éditions et presses universitaires de Reims) 2018, 312 p., 9 ill., ISBN 978-2-37496-057-9, EUR 20,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Theo Jung, Freiburg im Breisgau

Die alte Vorstellung, dass es sich bei der Kulturkritik um ein spezifisch deutsches Phänomen handle, das im typischen, modernefeindlichen Reflex einer verspäteten Nation der Dichter und Denker gründe, ist von der neueren vergleichenden Forschung inzwischen gründlich widerlegt worden. Doch umgekehrt kann kein Zweifel daran bestehen, dass auch im deutschsprachigen Raum kulturelle Verfallsnarrative seit dem späten 18. Jahrhundert zum festen Repertoire gesellschaftlicher Reflexionsdebatten gehören.

Der vorliegende Band versteht sich als Beitrag zu diesem Themenfeld. Es handelt sich um die dritte Sammelpublikation aus dem Forschungsprojekt »Werte + Wandel: dire et penser le changement dans le monde germanique« der interdisziplinären Forschergruppe Germanosphères, die an der Universität Clermont-Auvergne angesiedelt ist, an der auch beide Herausgeberinnen als Germanistin beziehungsweise Geografin tätig sind. Nach Auseinandersetzungen mit der »Stunde null«¹ und den Motiven der »Innovation und Revolution«² widmet sich die Gruppe diesmal den Diskursen um Verfall, Dekadenz und Niedergang im deutschsprachigen Raum seit dem Beginn des Ersten Weltkriegs.

Ziel der Aufsatzsammlung ist es, die bisherige Forschung in zwei Richtungen zu erweitern. Zum einen wird dem üblichen Fokus auf dem (späten) 19. Jahrhundert eine Erörterung des 20. und frühen 21. Jahrhunderts zur Seite gestellt. Zum anderen werden dabei verschiedene neue Themenfelder erschlossen, aus denen sich insbesondere mit Blick auf den Bereich der Architekturgeschichte und Städteplanung in der Tat einige neue, überraschende Einblicke ergeben.

So schließt Cécile Poulots Auseinandersetzung mit dem Architekten Adolf Loos, in der dessen Diagnose einer kulturellen Zurückgebliebenheit des Habsburgerreichs im Kontrast zur modernen Dynamik der britischen und amerikanischen Gesellschaften im Mittelpunkt steht, nahtlos an den gelungenen Beitrag Barbara Rief Vernays zu den Kontroversen über den drohenden Verlust »Alt-Wiens« vom Anfang des 20. Jahrhunderts bis zur unmittelbaren Gegenwart an. Dieser wiederum weist fruchtbare thematische Überschneidungspunkte mit der von Marian Günzel,



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ Sibylle Goepper, Dana Martin (Hg.), L'heure zéro (Stunde Null) entre mythe et réalité dans la société et la culture, Dossier in: [Allemagne d'aujourd'hui 2018/2](#), Nr. 224.

² Fanny Platelle, Nora Viet (Hg.), Innovation – Révolution. Discours sur la nouveauté littéraire et artistique dans les pays germaniques, Clermont-Ferrand 2018.

Andreas Gravert und Thorsten Wiechmann vorgelegten Analyse der deutschen Debatten über das Problem der »Städteschrumpfung« auf.

Auch methodisch weisen die Beiträge eine große Bandbreite auf. Dem letztgenannten Beitrag liegt eine statistisch begründete, kritische Diskursanalyse zugrunde. Das Motiv »Alt-Wien« wird von Vernay nicht nur in seinen verbalen, sondern auch in seinen visuellen Ausprägungen untersucht. Clément Millons eingehende Analyse des Vokabulars, das in den politisch-juristischen Zeitschriften im Nationalsozialismus zwischen 1940 und 1945 zur Beschreibung des Verfalls der französischen Nation verwendet wurde, stellt sich in die Tradition der Lexikometrie. Am ehesten der Tradition der Begriffsgeschichte zuzuordnen ist der luzide formulierte Beitrag des Historikers Klaus Seidl. Dieser stellt ein größeres Forschungsprojekt zum engen und vielschichtigen Zusammenhang von Niedergangsdiskursen und Europäisierung im 20. Jahrhundert vor, das im Rahmen des (bedauerlicherweise nicht um eine zweite Förderphase verlängerten) Frankfurter Sonderforschungsbereichs 1095 »Schwächediskurse und Ressourcenregime« entsteht. In anderen Beiträgen wird der semantische Fokus des Bandes eher im Sinne eines *close reading* einzelner Autoren, Werke oder Strömungen aufgefasst.

Nicht alle Beiträge sind dabei gleich ergiebig. Die Germanistin Anneleen Van Hertbruggen legt eine detaillierte Lektüre einiger Gedichte des NS-Dichters Heinrich Anacker vor, deren Ergebnis, dass dieser die Weimarer Republik als dekadent darstellte, um das Dritte Reich als positive Gegenfolie hervorheben zu können, leider nicht sehr überraschend ist. Morgane Walters Überblick über das kulturkritische Werk des österreichischen Kunsthistorikers Hans Sedlmayer ist zwar durchaus reichhaltig, bietet gegenüber der neueren Forschung aber nicht viel Neues. Dass dabei in einer Fußnote ein in »Die Welt« veröffentlichter Text von Alexander Gauland als Hinweis auf den bis heute umstrittenen Status des mit dem NS-Regime verstrickten Sedlmayer zitiert wird, weist allerdings in der Tat auf die Aktualität ihrer Thematik hin.

Zwei weitere Beiträge sind schwierig einzuschätzen, da sie historische Analysen mit normativen Positionierungen verknüpfen. Veronica Ciantellis Auseinandersetzung mit der Rezeption der deutschen Mythenforschung des frühen 19. Jahrhunderts im 20. Jahrhundert bietet einen Überblick über die vielfältigen Versuche von etwa Oswald Spengler, Ludwig Klages, Walter Benjamin, Erich Fromm und Mircea Eliade, den Mythos als Kontrapunkt zur modernen Rationalität fruchtbar zu machen. Gleichzeitig ist der Text aber auch selbst eine kritische Auseinandersetzung mit der Möglichkeit dieses Weges. Die Denkbewegungen des Flensburger Pädagogen und Geschichtsphilosophen Christian Wevelsiep über das Ende der Geschichte, den Revolutionsbegriff und den Untergang des Nationalstaats würde man wohl als Parforceritt durch die abendländische Geistesgeschichte bezeichnen, wenn denn erkennbar wäre, welche Zielrichtung die hochgelehrte, aber frei mäandernde Argumentation eigentlich hat.

Die Gestaltung des Bandes ist auf sein (wohl hauptsächlich französisches) Zielpublikum zugeschnitten. Der Zugang zu den Texten in deutscher und französischer Sprache wird durch ausführliche, französisch- und englischsprachige Zusammenfassungen erleichtert. Außerdem werden die Autorinnen und Autoren zum Schluss noch einmal detailliert mit ihrem jeweiligen Werdegang vorgestellt. Positiv hervorzuheben ist außerdem, dass »le monde germanique« im Titel in



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

diesem Fall tatsächlich nicht nur auf Deutschland beschränkt bleibt, sondern auch Österreich (wenn auch nicht die Schweiz) umfasst.

Inhaltlich bleibt der Ertrag jedoch eher unbefriedigend. Obwohl einzelne Beiträge jeweils interessante Aspekte hervorheben, stehen sie größtenteils unvermittelt nebeneinander. Das Ziel einer Erweiterung der Forschung wird so durchaus erreicht, aber um den Preis einer gewissen Beliebigkeit des Gesamtbildes. Eine stärkere inhaltliche und methodische Fokussierung der Beiträge wäre insofern wünschenswert gewesen.

19./20. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2019.1.60219](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.60219)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Lutz Raphael, Ordnungsmuster und Deutungskämpfe.
Wissenspraktiken im Europa des 20. Jahrhunderts,
Göttingen (Vandenhoeck + Ruprecht) 2018, 385 S.
(Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 227), ISBN
978-3-525-37064-3, EUR 80,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Mathieu Dubois, Arradon

La place des pratiques scientifiques et de l'expertise dans les transformations sociales constitue un champs historiographique novateur qui s'est particulièrement développé depuis deux décennies en Allemagne. Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Trèves, Lutz Raphael en est l'un des auteurs les plus stimulants de l'histoire des sciences sociales et de l'historiographie aux XIX^e et XX^e siècles en Europe. Internationalement reconnue, une part importante de sa contribution à ce champ se trouve donc utilement rassemblée dans »Ordnungsmuster und Deutungskämpfe« qui réunit treize articles publiés seul ou en collaboration (Anselm Doering-Manteuffel et Sarah Losego) dans des collectifs ou des revues entre 1992 et 2016.

Ces articles sont accompagnés d'un avant-propos et classés en quatre grandes thématiques: la »scientification du social« (»Verwissenschaftlichung des Sozialen«), les »problèmes structurels de la modernité« (»Strukturprobleme der Moderne«), »l'histoire de l'histoire sociale moderne« (»Geschichte der modernen Sozialgeschichte«), les »problématiques franco-allemandes« (»Französisch-deutsche Spannungsfelder«).

Si l'auteur pose lui-même la question de l'intérêt de republier des articles scientifiques datant parfois d'un quart de siècle, le projet trouve précisément son sens dans la construction actuelle d'un champ de recherche à la croisée de l'histoire sociale, de l'histoire des sciences et de l'histoire des idées. Il permet un bilan cohérent de différents axes de recherche autour de la problématique, toujours centrale dans l'historiographie allemande, de la modernité, de ses caractéristiques et de ses acteurs, de la place de la rationalité politique et scientifique dans la construction des sociétés modernes. Il se veut ainsi en même temps un plaidoyer pour l'intégration systématique des réflexions sur l'expertise et la science dans les perspectives de recherche en histoire du XX^e siècle.

Le principal fil conducteur des différents articles est l'influence sur l'émergence et le développement dans les sociétés modernes de conceptions, de pratiques et de modèles de pensée de l'ordre social (*Ordnungsmuster*) conçues par les différentes sciences, en particulier humaines et sociales, depuis les deux dernières décennies du XIX^e siècle. L'essor de nouveaux champs ou disciplines scientifiques en médecine, en psychologie, en droit, en économie ou encore en sociologie a en effet profondément marqué la transformation du politique en alimentant les idéologies et les réflexions comme en légitimant les choix par un discours rationnel. Dans le même temps, la politique eut un impact déterminant sur les orientations de ces disciplines et les choix intellectuels de leurs auteurs dans un jeu complexe d'influences réciproques. Ces essors



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

parallèles ont reflété une tentative générale de rationalisation du social caractéristique de la modernité.

L'une des analyses clés de l'ouvrage est sans doute celle de la »scientification du social« définie comme »présence durable des experts en sciences humaines, de leurs arguments et résultats scientifiques, de leurs techniques, questionnaires et tests dans les administrations et les entreprises, les partis et les parlements, jusque dans les représentations quotidiennes de groupes sociaux, de classes ou de milieux« (p. 14). Accompagnant l'accélération du développement des politiques sociales de l'État moderne à partir des années 1880, cette évolution est marquée par une forte continuité des ambitions et des élites intellectuelles dans les régimes successifs de l'Allemagne impériale à la République de Berlin en passant par les deux dictatures nazie et communiste.

La domination du politique sur la science et la raison a ainsi profondément marqué la modernité au XX^e siècle et les pratiques, en particulier étatiques et publiques. En dépit d'importantes différences dans ce rapport du politique à la science, en particulier dans le débat public, le rôle croissant de l'expertise au service du politique (ingénierie sociale, conseillers économiques et juridiques, lobbyistes ...), mais également de sa professionnalisation et de sa bureaucratisation, incite l'auteur à souligner la nécessité d'une lecture souple et interprétative de la périodisation historique.

Selon lui, l'impérialisme colonial et la mobilisation des nations pour la guerre totale ont conduit à faire de l'Europe, à travers une diversité de modèles, l'un des principaux »laboratoires de la modernité« jusqu'au milieu du XX^e siècle, rôle qu'elle abandonna ensuite au profit d'autres continents. Aussi stimulante soit-elle, cette réflexion demeure toutefois aussi vraisemblable que peu étayée. Contrairement au programme annoncé par le titre de l'ouvrage, elle ne propose en effet en aucun cas une histoire véritablement européenne.

Même s'il souligne à de nombreuses reprises l'importance déterminante d'une histoire comparative et des transferts, l'auteur centre ses analyses sur l'histoire allemande, incluant simplement quelques comparaisons et quelques cas spécifiques, en particulier sur la France. La plupart des articles de même que l'essentiel de la bibliographie et des sources demeurent largement focalisées sur l'histoire allemande pour laquelle les enjeux de la modernisation sont particulièrement centraux – notamment dans la perspective d'une compréhension du phénomène nazi –, mais également très spécifiques et pas toujours généralisables comme en témoigne un degré de confiance élevé dans la figure de l'expert dans bien des domaines en Allemagne.

Ces limites géographiques reflètent également l'attention particulière d'une partie de l'historiographie allemande sur les sciences sociales – autour de l'influence des Annales et de la revue »Geschichte und Gesellschaft« – et leur influence spécifique sur la discipline historique, au détriment d'autres sciences et disciplines (sciences de la nature, ingénierie, finance ...), ainsi que d'autres questionnements et logiques intellectuelles, définissant finalement l'histoire du temps présent (Zeitgeschichte), non plus comme une période délimitée, mais comme une pratique orientée par l'actualité des questionnements sociaux, comme une »histoire des problèmes du présent« (»Problemgeschichte der Gegenwart«, p. 173).

L'ouvrage de Lutz Raphael apporte ainsi une contribution particulièrement stimulante autant qu'un plaidoyer ambitieux



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

pour une histoire européenne véritablement globale, c'est-à-dire à la fois comparative et pluridisciplinaire, prenant pleinement et systématiquement en compte l'impératif social de modernisation.

19./20. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2019.1.60220](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.60220)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Alexandra Scherrer, Das französische Generalkonsulat in München 1945–1980. Organisation – Netzwerke – Berichterstattung, München (Herbert Utz Verlag) 2018, 452 S. (Miscellanea Bavarica Monacensia, 187), ISBN 978-3-8316-4637-1, EUR 49,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Marion Aballéa, Strasbourg

Comment passe-t-on, en quelques années, de la défiance réciproque de »l'ennemi héréditaire« à la très bruyamment célébrée »amitié franco-allemande«? À cette question, qui se situe au cœur de l'historiographie franco-allemande du XXe siècle, l'étude d'Alexandra Scherrer vient apporter de nouveaux éléments de réponse, dans une approche volontairement inscrite au ras du sol. En se penchant, dans un ouvrage issu d'une thèse de doctorat soutenue à l'université de Munich en 2014, sur le travail du consulat général de France à Munich entre 1945 et 1980, elle interroge les formes concrètes et quotidiennes que prit après-guerre le rapprochement franco-allemand dans le contexte particulier des relations diplomatiques franco-bavaroises.

Si la rapidité avec laquelle le gouvernement français, dès 1945–1946, rouvre les portes de son consulat munichois peut rappeler ce qui s'était passé en 1919–1920, Alexandra Scherrer insiste d'emblée sur les différences entre ces deux après-guerres. La principale, et ce n'est pas le moindre des mérites de l'ouvrage que de le rappeler, vient remettre en cause la grille de lecture trop souvent et trop systématiquement appliquée aux relations franco-bavaroises: dans une Bavière incluse dans la zone d'occupation américaine, la présence consulaire française ne visait pas à alimenter ou à profiter d'un quelconque autonomisme aux perspectives illusoires – sans parler d'indépendantisme. Plus pragmatiquement, elle se justifiait avant tout par le travail que réclamait la prise en charge, en urgence, des milliers de prisonniers de guerre et de travailleurs forcés français toujours présents fin 1945 sur le sol bavarois.

Ces circonstances propres à l'après-guerre se dissipant à la fin des années 1940, le constat central reste quant à lui inchangé: si le travail du consulat de Munich s'inscrit dans le fil des »relations traditionnelles et cordiales« qui ont historiquement marqué les liens entre la France et la Bavière, l'heure des complots plus ou moins rocambolesques pour soutenir un autonomisme bavarois affaiblissant le voisin allemand est, elle, bel et bien révolue. Les liens ténus entretenus tant avec les derniers représentants des Wittelsbach qu'avec l'archevêché viennent en témoigner. Et ce même si les autorités d'occupation américaines, puis certains cercles de la société bavaroise ou de Bonn, restent prompts à soupçonner les représentants français; les vieux réflexes ne s'oublient pas si vite, comme le rappelle, entre autres, l'analyse des liens supposés (y compris financiers) entre le consulat et le Parti bavarois (Bayernpartei).

Mais les ambitions politiques du consulat français autour de l'autonomisme bavarois sont de l'histoire ancienne. L'action de la petite dizaine d'hommes qui y travaille, ainsi que des organes liés tels que l'Institut Français de Munich, ou, de manière plus éphémère, la chancellerie consulaire de Nuremberg, se concentre désormais sur une triple mission d'ob-



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

servation, d'influence et d'encouragement aux initiatives franco-allemandes. Un travail sans doute plus classique, mais qui revêt, dans la dynamique de »réconciliation« à l'œuvre dès les années 1950, une signification particulière.

L'influence française, dans un land considéré par le Quai d'Orsay comme le plus important de la République fédérale et marqué par l'empreinte américaine bien au-delà du départ des forces d'occupation en 1949, passe essentiellement par ce qu'Alexandra Scherrer présente comme une obsession du consulat munichois: la défense de la langue française, notamment dans l'enseignement secondaire. L'appréciation, par les neuf consuls généraux se succédant à la tête du consulat, des hommes politiques bavarois se fait souvent selon cette dialectique en apparence simpliste – défenseurs ou non du français à l'école – mais qui prend une coloration nettement politique lorsqu'elle se superpose, assez régulièrement à en croire les représentants français, à la ligne de partage séparant francophiles et atlantistes. Se croisent alors petite et grande diplomaties.

L'enjeu est dès lors plus globalement, pour le consulat, d'accrocher la Bavière au train franco-allemand qui paraît se mettre en marche entre Bonn et Paris. Ses efforts pour que Munich trouve toute sa place dans la tournée allemande du général de Gaulle en 1962 en témoignent (cf. la photographie choisie en couverture). Tout comme sa volonté de tisser des liens avec le personnel politique qui pourrait influencer le cours de la relation franco-bavaroise dans le contexte d'une construction européenne où beaucoup de responsables bavarois espèrent voir les régions tenir une place de premier rang. Les relations se concentrent alors sur les grandes figures de la CSU, qui règne presque sans partage sur le gouvernement du land durant quarante ans, et tout particulièrement sur celle de Franz Josef Strauß, leader régional auquel les hommes du consulat imaginent d'autant plus volontiers un destin fédéral qu'il est à leurs yeux un »gaulliste souhaitant limiter l'influence américaine et créer une Europe forte et capable de se défendre« (p. 305).

Les actions engagées envers la société civile constituent le miroir de ce travail ciblant les responsables politiques. Si elles s'inscrivent, en amont comme en aval de la signature de janvier 1963, dans la dynamique du traité de l'Élysée, elles ne vont pas sans difficulté, et Alexandra Scherrer souligne de manière bienvenue le défi que représenta la mise en convergence de l'action des diplomates et des initiatives populaires en matière d'»amitié franco-allemande«. Les sociétés franco-allemandes fleurissent aux quatre coins de la Bavière à partir des années 1950, mais l'action très autonome de leurs membres et la difficulté que rencontre le consulat à canaliser leur enthousiasme nourrissent chez lui autant de défiance que de bienveillance. La multiplication des jumelages échappe, de même, très largement à son contrôle. L'expérience du chœur franco-allemand de Munich que fonda en 1968 le consul adjoint Bernard Lallement (qui revient sur le sujet dans un document de 2011 opportunément reproduit en annexe) représente alors une initiative à la fois originale et plus aisément contrôlable pour les représentants français.

En analysant l'organisation, les réseaux et les rapports produits pendant plus de quarante ans par le consulat de France à Munich, l'étude d'Alexandra Scherrer vient donc enrichir notre connaissance de la relation franco-allemande dans la seconde moitié du XXe siècle, notamment en interrogeant les échelles d'un »rapprochement« franco-allemand qui put être aussi, selon les périodes et les enjeux franco-bavarois ou bavaro-

19./20. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2019.1.60221](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.60221)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

européen. Ce faisant, elle place au cœur de l'analyse une institution qui apparaît trop souvent comme le parent pauvre des études internationales: un grand consulat, dont sont soulignés à la fois la place dans l'appareil diplomatique français, la diversité des actions, l'inscription quotidienne dans l'environnement local et le rôle dans la construction d'une relation durable. Elle vient enfin remettre en cause une vision des relations franco-bavaroises tout entière construite autour du paradigme de l'autonomisme bavarois comme contrepoids à la puissance prussienne et outil d'affaiblissement du rival allemand. On ne peut que savoir gré à l'historienne de cette triple et salutaire mise au point.

19./20. Jahrhundert – Histoire
contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2019.1.60221](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.60221)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Jürgen Schmidt, Brüder, Bürger und Genossen. Die deutsche Arbeiterbewegung zwischen Klassenkampf und Bürgergesellschaft 1830–1870, Bonn (Dietz) 2018, 651 S. (Geschichte der Arbeiter und Arbeiterbewegungen in Deutschland seit dem Ende des 18. Jahrhunderts, 4), ISBN 978-3-8012-5039-3, EUR 68,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Beatrix Bouvier, Bonn

Der vorzustellende Band ist Teil der in den 1970er-Jahren von der Friedrich-Ebert-Stiftung initiierten Reihe; der Überblick über die Frühgeschichte der Arbeiter und ihrer Bewegungen ist mit ihm nun abgeschlossen. Jürgen Schmidt schließt an die von Jürgen Kocka verfassten Bände an¹; es fällt schwer, ihn unabhängig zu lesen, weil in Kockas Bänden thematisiert wird, was seit Jahren von Interesse ist. Verständlich wird das nur, wenn man Entstehung und Dauer des Gesamtprojektes berücksichtigt, und auch das Spannungs- und Konkurrenzverhältnis zwischen Bundesrepublik und DDR, zu dem der Kampf um die Deutung der Geschichte – hier die der Arbeiterbewegung – gehörte.

Die Beschäftigung mit der Geschichte der Arbeiterbewegung hat an Bedeutung verloren. Andere, vor allem zivil- und bürgergesellschaftliche und insbesondere kulturwissenschaftliche Ansätze, wurden vorherrschend. Schmidts Studie zeigt, wie intensiv die Forschung, auf die er sich stützen konnte, sich mit der Thematik Arbeiter und Arbeiterbewegung befasst hatte.

Die Arbeit ist chronologisch in drei große Teile gegliedert. Vorweg werden Begriffe wie soziale Bewegung, Klasse, Arbeiter, Bürger- und Zivilgesellschaft erörtert. Der Autor betont die Vieldeutigkeit des Arbeiterbegriffs im 19. Jahrhundert, der keineswegs unserem heutigen Verständnis und Bild vom »Arbeiter« als Facharbeiter entspricht, das ein Ergebnis der Entwicklung seit dem späten 19. Jahrhundert ist. Dies festzuhalten ist insofern wichtig, als sich die Studie mit der frühen Phase befasst, die den Übergang von einer Handwerker- zu einer Arbeiterbewegung einschließt.

Der erste Teil gilt dem Vormärz mit Eckpunkten wie Julirevolution, Hambacher Fest, Weberaufstand und Pauperismus. Mit Blick auf die Arbeiterbewegung wird gerade in dieser Zeit deren transnationale Verflechtung sichtbar. In Westeuropa – namentlich in England und Frankreich – entstanden sozialpolitische, sozialtheoretische

¹ Jürgen Kocka, Weder Stand noch Klasse. Unterschichten um 1800 (Geschichte der Arbeiter und der Arbeiterbewegung in Deutschland seit dem Ende des 18. Jahrhunderts, 1); id., Arbeitsverhältnisse und Arbeiterexistenzen. Grundlagen der Klassenbildung im 19. Jahrhundert, Bonn 1990 (Geschichte der Arbeiter und der Arbeiterbewegung in Deutschland seit dem Ende des 18. Jahrhunderts, 2); id., Arbeiterleben und Arbeiterkultur. Die Entstehung einer sozialen Klasse, unter Mitarbeit von Jürgen Schmidt, Bonn 2015 (Geschichte der Arbeiter und der Arbeiterbewegung in Deutschland seit dem Ende des 18. Jahrhunderts, 3).



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

und auch frühsozialistische Ideen, die von wandernden deutschen Handwerksgelesen ebenso rezipiert wurden wie von im Ausland lebenden (deutschen) Intellektuellen.

Deutsche Handwerksgelesen wanderten europaweit und begegneten – etwa in Paris – exilierten Intellektuellen, aber auch französischen Revolutionären in der Nachfolge von François Noël (Grachus) Babeuf beziehungsweise Filippo Buonarroti. Es entstanden Geheimbünde und Vereine und mit Zeitschriften eine beachtliche Öffentlichkeit. Insgesamt war dies eine deutsche Öffentlichkeit im Ausland, die zugleich mit Blick auf die – geeinte – deutsche Nation agierte (S. 188). Schmidt fasst diese Aspekte der Transnationalität in der Hypothese zusammen, diese sollten nicht überschätzt werden (S. 189). Für die deutsche Seite sei die Rezeption vorherrschend gewesen: Frankreich sei zum »Ideologielieferanten« der kontinentaleuropäischen Arbeiterbewegung« geworden, Robert Owen und die Chartisten »bescherten« praktische Organisationsbeispiele für die Arbeiterschaft (S. 189) und Geheimbündestrukturen stammten von Italienern wie Buonarroti und Giuseppe Mazzini. Deutsche Rückwirkungen auf Organisationsbestrebungen in Frankreich und Großbritannien seien begrenzt geblieben. Karl Marx und Friedrich Engels hätten noch keinen großen Einfluss gehabt, der Bund der Kommunisten in London sei nur eine kleine deutsche Exilorganisation gewesen. »Selbst auf intellektueller Ebene funktionierte die Zusammenarbeit schlecht« (S. 189).

Wenn dafür als Beispiel die fehlenden französischen Beiträge in den »Deutsch-Französischen Jahrbüchern« angeführt werden, so ist das zwar zutreffend, aber die wohl bei Marx zu suchenden Gründen dafür hätte man gerne gelesen. Doch alles was mit Marx und dessen Umfeld zu tun hat, liegt dem Autor nicht. Für ihn war es vor allem der von Marx so heftig bekämpfte Wilhelm Weitling, der in den europäischen Zentren als selbständige Stimme einer sich organisierenden deutschen Arbeiterschaft wahrgenommen worden sei. Doch sollte nicht unerwähnt bleiben, dass dessen Stern am Vorabend der Revolution von 1848 längst gesunken war, weil seine Vorstellungen nicht mehr als zeitgemäß oder hilfreich galten.

Der zweite Teil gilt der Revolution von 1848, einem zentralen Ereignis des 19. Jahrhunderts. Über die Feststellung, sie sei – jedenfalls in längerfristiger Perspektive – weder eine gescheiterte noch eine ausschließlich bürgerliche Revolution, herrscht seit langem Konsens, ebenso über das Fazit, in der Revolution von 1848 die »Geburtsstunde der modernen Arbeiterbewegung« zu suchen. In mehreren thematischen Blöcken wird diese »Geburt« aufgelistet und kontextualisiert. Auf Ursachen und Verlauf folgen die Analyse der Trägerschichten, die Kongressbewegung der Jahre 1848 bis 1850 und insbesondere die differenzierte Betrachtung der Arbeitervereine, der Arbeiterverbrüderung und des Bundes der Kommunisten.

»Geburtsstunde der modernen Arbeiterbewegung« war für Schmidt die Revolution insofern, als sie sich zu einem »zentralen Lernort« für die Arbeiter entwickelt habe mit nationalen Netzwerken und der Vorstellung von einer Gesellschaft, die Arbeiter und Gelesen als gleichberechtigte Bürger anerkennen sollte. Es entstanden anknüpfungsfähige Strukturen und Traditionskerne, die lange – zumindest bis 1989 – weiterwirkten.

An diese Verflechtungen, Kontinuitätsstränge und Einschnitte, auch in personeller Hinsicht, knüpft der dritte Teil der Arbeit an, der sich mit der zweiten Gründungsphase der Arbeiterbewegung, mit



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

den 1850er- und 1860er-Jahren, befasst. Schmidt schildert diesen Gründungsprozess als parallel zu dem der Nationalstaatsbildung. Die so verwirrende und komplizierte Entwicklung mit kaum noch verständlichen Gegensätzlichkeiten der beiden sozialdemokratischen Arbeiterparteien – Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein (ADAV) und Vereinstag deutscher Arbeitervereine (VDAV) – hing eng mit deren unterschiedlichen Vorstellungen über die Ausgestaltung des künftigen Nationalstaats zusammen.

Seit langem ist das Problem der »Trennung der proletarischen von der bürgerlichen Demokratie« thematisiert worden. Auch Schmidt greift diese Frage auf, wobei er deutlich macht, dass die frühe Arbeiterbewegung zwar ohne das Vorbild des bürgerlichen Vereins nicht vorstellbar sei, aber einen Prozess der Selbstvergewisserung durchlief, zu dem auch Erfahrungen gehörten, die eher die Trennung von Arbeiterschaft und Bürgertum förderten als die Kooperation. Das bedeutet freilich auch, dass die Sozialdemokratie als Antwort auf die sozialen und wirtschaftlichen Umwälzungen nicht alternativlos war. Es gab mit der konfessionellen und liberalen Arbeiterbewegung andere Antworten.

War das nun eine Erfolgsgeschichte? Eindeutig kann erwartungsgemäß die Antwort nicht ausfallen. Dennoch ergab sich ein bemerkenswerter Erfolg dieser frühen Arbeiterbewegung »aus dem Zusammenspiel zwischen politisch-organisatorischer Arbeit in einer sich stabilisierenden Vereinsstruktur, bürgergesellschaftlichem Engagement von aktiven, als Staatsbürger auftretenden Arbeitern und klassenkämpferischer Rhetorik, Programmatik und Utopie« (S. 569). Titel und Untertitel des Bandes hatten diese Bilanz angekündigt.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Antonia von Schöning, Die Administration der Dinge. Technik und Imagination im Paris des 19. Jahrhunderts, Zürich (diaphanes) 2018, 303 S. (Daidalia – Studien und Materialien zur Geschichte und Theorie der Kulturtechniken), ISBN 978-3-0358-0050-0, CHF 45,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Sebastian Gießmann, Siegen

Antonia von Schöning hat ein elegantes Buch geschrieben. „Die Administration der Dinge“ verflechtet geschickt Imaginations-, Verwaltungs- und Mediengeschichte, um sich der Hauptstadt des 19. Jahrhunderts erneut zu nähern. Mit ihrer Neuerkundung der Pariser Kanalisation des 19. Jahrhunderts betritt von Schöning ein Souterrain, das schon seit Langem kein »anderer Ort« mehr ist. Zwar lassen sich die Touristen und Touristinnen, die das Pariser Kanalisationsmuseum (Musée des Égouts) verlassen, immer noch leicht daran erkennen, dass sie beim Verlassen erleichtert wieder aufatmen. Aber die imaginären Überschüsse, von denen dieses Buch handelt, sind heutzutage eher Erkundungen infrastruktureller Praxis gewichen, wie sie etwa Bruno Latour und Émilie Hermant mit »Paris, ville invisible« in Gestalt eines Fotoessays vorgelegt haben. An Erzählungen, die etwa der Kanalisationspoetik in Victor Hugos »Les Misérables« gleichkämen, mangelt es jedoch der Jetztzeit genauso wie an Kartenwerken, die Eugène de Fourcys monumentalen »Atlas souterrain de la ville de Paris« von 1859 das Wasser reichen könnten.

Von Schönings hier besprochenes Buch, das als Dissertationsschrift im Weimarer Graduiertenkolleg »Mediale Historiographien« entstanden ist, betont die Untrennbarkeit von medialen Darstellungsverfahren, administrativen Techniken, imaginativen Praktiken und Umgestaltungen des urbanen Raums. Es handelt sich um eine genuin medienkulturwissenschaftliche Studie, zu deren Anlage eine umfassende Durchsicht der Traktat- und Administrationsliteratur zur Pariser Kanalisation gehört – mitsamt ihrer neu entwickelten statistischen und kartografischen Verfahren.

»Die Administration der Dinge« schuldet ihren Titel nicht nur einem zeitgenössischen Zitat von Saint-Simon, sondern gleichsam einer mehrfachen Referenz an Michel Foucault. Die Vorgehensweise, mit der die Autorin in Deutschland teils bekannte, teils unbekannte publizistische Sedimente des 19. Jahrhunderts durchmisst, erinnert an Foucaults wissensarchäologische Lektürestrategien, wenn auch ohne deren noch strukturalistisch verfassten Ehrgeiz. Noch größer erscheint die Rolle, die Foucaults mittlerweile klassische Feststellungen zum Milieu der Zirkulation aus der »Geschichte der Gouvernamentalität« spielen: Um das Wechselspiel von Kontrolle und Sicherheit, von direkter Überwachung und Zirkulierenlassen von Menschen, Dingen, Elementen in bio- und geopolitischen Konstellationen dreht sich die gesamte Anlage des Buchs.

Hier versteckt sich allerdings auch eines der Risiken einer solchen medialen Historiografie, die französische Diskurs- und Imaginationsgeschichte des 19. Jahrhunderts mit französischer Philosophie des 20. Jahrhunderts kombiniert: Neben Foucault treten auch Louis Marin, Jacques Rancière, Giles Deleuze/Félix Guattari und



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Bruno Latour prominent auf. Historikerinnen und Historiker werden das an Foucault und Walter Benjamins »Passagen-Werk« geschulte Lektüreverfahren zu würdigen wissen, aber die konkreten Funde aus Pariser Archiven vermissen. Medientheoretisch bleibt von Schönings Vorgehensweise weniger aufschlussreich, da die entscheidenden Dinge, sei es zur liberalen Zirkulation (Foucault), sei es zu Papierinskriptionen in Gestalt von »immutable mobiles« (Latour), sei es zum glatten oder gekerbten Raum (Deleuze/Guattari) immer schon als in französischer Theorie gesagt erscheinen. Die Substanz dieser Arbeit liegt deshalb vor allem in der Verschränkung von Diskurs und Imagination – und der Ambition, das ganze 19. Jahrhundert der Pariser Untergründe zu durchmessen.

Wo liegt der Gewinn der Lektüren von Schönings? Es gelingt ihr eine kulturhistorische Rekonstruktion, die mit großer Klarheit die imaginären Reservoirs der städtischen Kanalisationsdiskurse ergründet. Beginnen lässt von Schöning die Neuvermessung von Paris bereits im Ancien Régime, das den Architekten Edme Verniquet 1785 mit dem Zeichnen eines neuen Pariser Stadtplans beauftragt, der erst nach der Revolution 1791 veröffentlicht wird. Trigonometrische Messung und Rasterplan lassen hier bereits die Repräsentation des Königs außen vor. Die Stadtplaner kommen infolgedessen auf den Plan Verniquet immer wieder zurück, insbesondere in Überschwemmungssituationen. Medial steht die Karte am Anfang, materiell jedoch der Schlamm, der am Anfang des 19. Jahrhunderts der dringend notwendigen Prospektion einer unüberschaubar gewordenen Kanalisationslandschaft im Weg steht.

Die städtische Verwaltung von sanitärer Infrastruktur entsteht in von Schönings Erzählung aus den Notwendigkeiten heraus, Abjekte zumindest einer notdürftigen Kontrolle zu unterziehen. Im Falle des Schlamms zeigt sie dies anhand einer Lektüre von Louis-Sébastien Merciers »Tableau de Paris« (1782–1788), in denen sich alles Mögliche verbindet und vermischt und dabei das »stabile Verhältnis zwischen den Teilen und dem Ganzen« gestört wird. »Der ausufernde, entgrenzende und eine zeitliche Tiefe generierende Schlamm wird für die systematische, klassifizierende, fixierende und flächige Ordnung und Übersicht über die Pariser Phänomene zum fundamentalen Problem«, schreibt von Schöning (S. 48). Eine vergleichbare Oszillation zwischen literarischen Imaginationen und administrativen Medienpraktiken strukturiert die »Administration der Dinge«, deren Datenverarbeitung immer auch symbolische Ordnungen errichtet, die materiell und sozial anders verlaufen, als von den Verwaltern antizipiert.

Nicht fehlen dürfen hier der Graf Henri von Saint-Simon und seine Anhänger, die Saint-Simonisten, deren industrielle und infrastrukturelle Projektemacherei massive Imaginationsproduktion und Publizistik kombinierte. Von Schöning widmet ihnen ein Kapitel, das sich neben Saint-Simons industrieller Physiologie auf die Pariser urbanistischen Utopien, u. a. Charles Duveyriers »La ville nouvelle ou Le Paris des Saint-simoniens« (1832) und die Rolle der Cholera-Epidemie desselben Jahres konzentriert. Seltsam unterbelichtet bleiben dabei die orientalistischen Visionen der Saint-Simonisten, die später unter anderem in eine Ägyptenexpedition und ein Kolonisierungsprogramm für Algerien mündeten. Auch spielt die Relation zwischen den Pariser infrastrukturellen Netzwerken und ihrer prospektiven Spiegelung in nationalen wie europäischen Straßen, Kanälen, Banken, Telegrafen und Eisenbahnen kaum eine Rolle. Wo die enthusiastische saint-



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

simonistische Vorgehensweise eher auf Versorgung als Entsorgung und sozialistische »association universelle« setzte, betont die »Administration der Dinge« die Verwaltung urbaner Abfälle und Abgründe.

Der Fokus auf den Pariser Stadtraum kennzeichnet auch die weiteren Kapitel, die u. a. Alexandre-Jean-Baptiste Parent-Duchâtelets Kartierung der Pariser Prostitution folgen (1828–1836), in der sich die soziale Rolle der Prostituierten als »Kloakenwesen« und der urbane unterirdische Raum verschränken. Nach der Haussmannisierung von Paris hat sich diese Konstellation verkehrt – die Touristenattraktion der *égouts* ist dann für bürgerliche Frauen ohne Risiko besuchbar. Der Hygieneforscher Parent-Duchâtelet vermisst und klassifiziert die Pariser Kanalisation auch hinsichtlich ihrer Gerüche und benennt in seinem »Essai sur les cloaques ou égouts de la ville de Paris« (1836) sechs Typen, die nach der Neugestaltung von Paris genau einer Art von Gestank gewichen sein werden. Von Schönings Rekonstruktion der von Haussmann eingeleiteten und insbesondere von Eugène Belgrand durchgeführten Assanierungen erscheint insgesamt als Projekt einer Verbürgerlichung, die sich gegen die anrühige Psychogeografie des Pariser Untergrunds wappnet. Mit dem Neubau des Stadtraums wird eine soziale Neuverteilung vorgenommen, nach der sich Wohlstand und bürgerliche Ordnung in den zentralen Arrondissements konzentrieren.

Das Medium, mit dem diese Trennung administrativ und operativ vollzogen wird, ist die Karte. Mit der Präfektur von Georges-Eugène Haussmann wird Paris zu einem Papierobjekt, in dem der Beamte Paris auf seinen Karten sowohl bio- wie geopolitisch bearbeitet. Haussmann wird hier zum veritablen *system builder*, in dessen Büro sich die ganze Netzwerk-macht der versammelten Inskriptionen ballt. Demgegenüber kommt die materielle Technikgeschichte der Kanalgräbereien und architektonischen Anlage der Boulevards zu kurz.

Zwar dokumentiert von Schöning Belgrands infrastrukturelle Innovationen der Schienenbagger zur Kanalreinigung, die Mühen des minutiösen Schneidens der Kanäle und der Anlage ihrer Gefälle spielen aber kaum eine Rolle. Im Paris der großen Verwalter und kartografischen Datenverarbeiter, so scheint es, gibt es keine unsichtbaren Techniker oder Statistiker. Zwar porträtiert ein weiteres Kapitel Charles-Joseph Minard, doch dessen im Ruhestand gezeichnete thematische Karten – die bis heute unerreichten *cartes de flux* – weisen ihn ebenso als Mitglied sozialer Eliten aus, die aus den polytechnischen Hochschulen heraus die Umgestaltung Frankreichs vornahmen.

Ihren großen Kontrapunkt findet von Schönings Studie in den der »Stadt als Meer« gewidmeten Kapiteln. Ausgehend von einer Lektüre des von Haussmann 1853 fixierten Pariser Stadtwappens befragt sie die Vielzahl literarischer Entwürfe, die Paris als Meer oder Ozean imaginieren. Neben einem lesenswerten Kapitel zum städtischen Aquarium ist es vor allem ihre Lesart Jules Michelets, mit der das Meer zum konträren Geschichtsraum wird, der sich den soziomateriellen Netzwerken der Stadt entzieht. »Das Meer ist von der Vorstellung einer sozialen Bindung geprägt, die nicht institutionell, nicht technisch und administrativ instituiert ist, sondern sich in der Geschichtsschreibung des Meeres selbst vollzieht. Die Inthronisierung des Meeres soll mit der ersehnten Souveränität des geeinten Volkes einhergehen« (S. 206f.). Die bei Michelet imaginierte soziale Ordnung steht dem gegenüber, was im realen Paris nicht gelingt.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Die Umschläge und Differenzen zwischen solchen imaginativen Praktiken und den verwalterisch-zählenden Techniken, kurz: zwischen kulturellem Imaginären und Datenverarbeitung, benennt von Schöning präzise und mit großem literarischem Geschick. Technik, Imagination und Biopolitik bedingen sich hier gegenseitig. Im abschließenden Satz »erscheint die Stadt als ein heterogenes Gefüge, das einer beharrlichen Dialektik von Technik und Imagination ausgesetzt bleibt« (S. 281). Begründet oder in eine neue Relation gesetzt wird dieses Verhältnis hier aber nicht – es wird vielmehr der Leserin oder dem Leser in den Verästelungen des Pariser 19. Jahrhunderts narrativ vorgeführt.

Mit der »Administration der Dinge« hat Antonia von Schöning eine veritable Netzwerkgeschichte vorgelegt, die literarische und politische Visionen sorgfältig austariert. Wo Walter Benjamin ganz Paris eine Bibliothek wurde, durch die die Seine fließt, wird bei von Schöning ganz Paris von infrastrukturellen Netzwerken durchzogen, deren Flüsse und Stockungen, Verwaltungen und Zirkulationen im Imaginären mitnichten eins zu eins gespiegelt werden. Unter dem Pflaster bleiben hier Strand und Meer, egal wieviel Schlick, Kriminalität und Prostitution seine Verwalter unter Tage verorten.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Ines Seiter, Holocausterinnerung im Museum. Zur
Vermittlung zivilreligiöser Werte in nationalen
Erinnerungskulturen im Vergleich, Baden-Baden (Nomos)
2017, 409 S., ISBN 978-3-8487-4428-2, EUR 79,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Katrin Hammerstein, Heidelberg/Freiburg im Breisgau

Die Musealisierung des Holocaust ist schon seit längerem in den Blickpunkt der Forschung gerückt. Auch international vergleichende Studien wurden dazu vorgelegt. So hat etwa Matthias Haß bereits 2002 die israelische Gedenkstätte Yad Vashem, das United States Holocaust Memorial Museum (USHMM) und die Topografie des Terrors in Berlin untersucht. Auch der Ort der Information des Denkmals für die ermordeten Juden Europas, das Jüdische Museum Berlin, das Holocaust Center in Oslo, das Holocaust Memorial Center in Budapest sowie das Deutsche Historische Museum und das Londoner Imperial War Museum wurden schon in vergleichende Forschungen einbezogen¹.

Ines Seiter nimmt in dem hier zu besprechenden Buch fünf Institutionen in den Blick: Neben dem bereits erwähnten USHMM, Yad Vashem und der Topographie des Terrors betrachtet sie auch das Anne Frank Haus in Amsterdam und das Staatliche Museum Auschwitz-Birkenau. Vor allem deren transnationale Einbindung in das Stockholm International Forum on the Holocaust im Jahr 2000 und in die International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA) war für Seiter bei der Auswahl ausschlaggebend. Denn ihr geht es um die in den Ausstellungen vermittelten Werte, wie sie auch in diesen Foren unter dem Stichwort »Holocaust Education« grenzübergreifend diskutiert wurden und werden (vgl. S. 14–16).

Die in den Museen präsentierten Narrative seien stets ein »Balanceakt zwischen historischer Korrektheit und emotionaler Ansprache sowie moralischer Botschaft an den Besucher« (S. 53). Um letztere freizulegen, zieht Seiter, die Religionswissenschaftlerin ist, den Begriff der »Zivilreligion« heran. Diese definiert sie als »ein konfessionsfreies Kommunikations-, Deutungs- und Symbolsystem, das zur Sicherstellung eines politischen, sozialen und weltanschaulichen Zusammenhalts freier Bürger in einem Staatswesen dient« (S. 42). Staatlich zugesicherte (Grund)Rechte erhielten dabei »einen zusätzlichen moralischen Wert« und würden »zu erstrebenswerten Zielen aufgebaut« (S. 43). Zivilreligiöse Werte seien in erster Linie die Menschenrechte; weiterhin nennt

¹ Vgl. Matthias Haß, *Gestaltetes Gedenken. Yad Vashem, das U. S. Holocaust Memorial Museum und die Stiftung Topographie des Terrors*, Frankfurt a. M. 2002; Katrin Pieper, *Musealisierung des Holocaust. Das Jüdische Museum Berlin und das U. S. Holocaust Memorial Museum in Washington D. C. Ein Vergleich*, Köln 2006 (*Europäische Geschichtsdarstellungen*, 9); Katja Köhr, *Die vielen Gesichter des Holocaust. Museale Repräsentationen zwischen Individualisierung, Universalisierung und Nationalisierung*, Göttingen 2012 (*Eckert. Die Schriftenreihe*, 128); Angelika Schoder, *Die Vermittlung des Unbegreiflichen. Darstellungen des Holocaust im Museum*, Frankfurt a. M., New York, NY 2014.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Seiter – in teilweiser Überschneidung mit den Menschenrechten – Toleranz, Gleichberechtigung, Gerechtigkeit, Solidarität, Verantwortung, (Religions)Freiheit, Demokratie, Volkssouveränität und Bürgerrechte (vgl. *ibid.*).

Die theoretische Grundlage, auf die Seiter ihre Arbeit anhand einschlägiger Literatur stellt, umfasst auch Ausführungen zu Erinnerungs- und Gedächtnistheorien sowie zu raumtheoretischen und museumswissenschaftlichen Aspekten. Auf den Theorieteil folgen fünf Kapitel, die die Holocausterinnerung der einzelnen Länder – USA, Israel, Deutschland, Niederlande und Polen – und die genannten Museen behandeln. Die Autorin geht dabei stets nach dem gleichen, klar strukturierten Schema vor: Zunächst betrachtet sie die jeweilige Holocausterinnerung im historischen Kontext, das heißt, sie stellt deren Entwicklung anhand der bekannten Ereignisse und Zäsuren dar. Dabei bewegt sich die Arbeit auf dem Stand der Forschung, auch wenn man manches Standardwerk im Literaturverzeichnis vermisst; Flüchtigkeitsfehler haben sich außerdem eingeschlichen.

In einem zweiten Teil werden die einzelnen Museen, ihre Geschichte und Konzeption beschrieben und schließlich die heutigen Ausstellungen auf die vermittelten Werte hin geprüft. Hierfür schildert Seiter anschaulich Gebäudearchitektur und Raumgestaltung und diskutiert die musealen Bemühungen um Authentizität sowie den Einsatz von Zeitzeugenaussagen. Einige Seiten zu »zivilreligiösen Werten« schließen die Abschnitte zur Wertevermittlung jeweils ab. Angesichts des Untertitels des Buches, der die »Vermittlung zivilreligiöser Werte« explizit zum Thema macht, verwundert diese Gewichtung etwas. Ein Grund dafür mag in dem Ergebnis der Studie liegen, dass diese »Werte in den meisten Fällen in den Museen nicht direkt angesprochen« (S. 381) werden. Sie stünden, so Seiter, vielmehr »im Kontrast zu den thematisierten Verletzungen dieser Werte im Holocaust« und seien als »intendierte Botschaften [...] mehr oder minder deutlich aus den Exponaten und Erklärungen herauszulesen« (*ibid.*).

Nichtsdestotrotz liefert das Buch nicht nur gut nachvollziehbare Beschreibungen der fünf Institutionen, sondern es macht auch das Spannungsfeld deutlich, in dem sich die Holocausterinnerung bewegt: Globalisierung und Universalisierung auf der einen und nationale Codierung auf der anderen Seite². So finden sich in den untersuchten Ausstellungen zum Teil ähnliche und identische Werte beziehungsweise Ziele, die aus der Geschichte des Holocaust abgeleitet werden und für die heutigen Gesellschaften als relevant erachtet werden, wie etwa Demokratie oder Wachsamkeit gegenüber Antisemitismus und Rassismus (vgl. z. B. S. 107f., 112, 153, 202, 357). Zugleich sind die Museumsnarrative deutlich länderspezifisch geprägt und weisen ihren



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand

² Diese Aspekte werden schon seit einigen Jahren in der Forschung diskutiert; vgl. z. B. Daniel Levy, Natan Sznaider, *Erinnerung im globalen Zeitalter. Der Holocaust*, Frankfurt a. M. 2001 (Edition Zweite Moderne); Jan Eckel, Claudia Moisel (Hg.), *Universalisierung des Holocaust? Erinnerungskultur und Geschichtspolitik in internationaler Perspektive*, Göttingen 2008 (Beiträge zur Geschichte des Nationalsozialismus, 24).

Staaten bestimmte Rollen zu, die Raul Hilbergs Unterscheidung von Tätern, Opfern und Zuschauern entsprechen³.

Im »Täterland« Deutschland hebt die Topographie des Terrors vor allem auf die Frage nach der Schuld und dem Versagen der Gesellschaft ab (vgl. S. 199). Erinnerung und Gedenken an die Opfer sind für Yad Vashem und das Staatliche Museum Auschwitz-Birkenau zentral (vgl. S. 136, 310). Für die israelische Gedenkstätte stellt Seiter dabei eine Verschiebung von der Heldenerzählung zur Opfersicht fest (vgl. S. 155f.); die für den Gedenkort Auschwitz lange prägende Opferkonkurrenz zwischen polnisch(katholisch)en und jüdischen Opfern benennt die Autorin, identifiziert sie in der Ausstellung aber nicht in ihrer ganzen Dimension (S. 354). In der bystander-Rolle sieht wiederum das USHMM die USA und wirft mit dem Abschnitt »Why was Auschwitz not bombed?« die Mitschuldfrage auf (vgl. S. 110). Das Anne-Frank-Haus in Amsterdam dagegen klammere das Thema Kollaboration und Mittäterschaft aus, um sich auf die »angenehmere Selbstwahrnehmung« (S. 279) zu konzentrieren: die Geschichte der Helfer.

Besonders spannend sind tagespolitische Funktionalisierungen der Museen und der dort vermittelten Werte, wenn etwa in Israel die Lehren aus dem Holocaust mit der immer wieder instabilen Sicherheitslage und der Bedrohung durch arabische Staaten verknüpft werden (vgl. S. 158) oder wenn Angehörige amerikanischer Bürgerrechtsgruppen das USHMM für ihre Zwecke nutzen (vgl. S. 376). Leider erwähnt das Buch solche Aspekte nur am Rande und beschränkt sich in seinem Vergleichskapitel auf die nationalen Erinnerungskulturen. Stattdessen die Museen und die Wertevermittlung in den komparativen Mittelpunkt zu rücken, wie es so nur in der Schlussbetrachtung geschieht, hätte zu aufschlussreicheren Einsichten führen können. Ansatzpunkte zum Weiterdenken bieten sich mit Seiders Studie, wie deutlich wird, aber allemal.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

³ Vgl. Raul Hilberg, Täter, Opfer, Zuschauer. Die Vernichtung der Juden 1933–1945. Aus dem Amerikanischen von Hans Günter Holl, Frankfurt a. M. 1992.

Nicolas de Warren, Thomas Vongehr (ed.), Philosophers at the Front. Phenomenology and the First World War, Leuven (Leuven University Press) 2018, 286 p., 300 ill., ISBN 978-94-6270-121-2, EUR 49,50.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Stéphan Soulié, Paris

»Philosophers at the Front« plonge le lecteur au cœur de l'expérience de la Première Guerre mondiale telle qu'elle a été vécue au sein d'une communauté étroitement circonscrite: celle des phénoménologues allemands groupés autour de la figure du maître, Edmund Husserl. L'ouvrage se présente comme un recueil bilingue (allemand-anglais) de sources primaires allemandes, pour l'essentiel des correspondances, photographies, notes, extraits de brochures, issus de différents fonds d'archives (Archives Husserl de l'université de Louvain, Bayerische Staatsbibliothek, archives de l'université de Göttingen, etc.). Les transcriptions en allemand, suivies de leurs traductions anglaises, sont le plus souvent accompagnées de la reproduction de la pièce d'archive. L'ouvrage, proche du catalogue d'exposition¹, intègre ainsi une riche iconographie: portraits photographiques, cartes postales, couvertures de brochures, etc. La mise en page, sobre mais soignée, ainsi que le choix de la bichromie (blanc cassé et vert sombre évoquant l'uniforme *feldgrau*) sont en accord avec l'objet du livre.

L'introduction signée par les éditeurs, spécialistes de la phénoménologie, donne sens à l'entreprise éditoriale: il s'agit de montrer comment l'expérience de la guerre affecte une »communauté d'individus« dans leur vie et dans leur pensée, brouillant des distinctions bien établies en temps de paix: entre idéologie et philosophie, service de l'institution et vocation personnelle, rhétorique et discours argumentatif, entre universitaire et penseur privé, professeur et étudiant, ami et collègue. La mobilisation des esprits conduit à donner une signification philosophique à la guerre, articulant la définition d'une identité spirituelle nationale à la représentation dramatisée de l'avenir de l'Allemagne menacée dans sa culture et dans son existence même. L'article liminaire propose peu d'éléments de comparaison empruntés à d'autres contextes nationaux, mais le matériau rassemblé pourra être confronté avec profit aux témoignages d'une mobilisation symétrique au sein d'autres espaces et communautés philosophiques, en France notamment.

Le recueil offre un éclairage sur l'expérience morale de la guerre de Husserl et des membres du réseau des phénoménologues dont beaucoup participent aux combats. La guerre affecte – et efface en partie – la frontière entre la vie privée et la vie publique des philosophes, qu'ils soient engagés militairement ou seulement mobilisés spirituellement. L'intensité de l'expérience existentielle paroxystique fonctionne par ailleurs comme un révélateur des liens étroits entre production intellectuelle et représentations sociales. Ainsi que l'écrivent justement les éditeurs dans



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ Les matériaux principaux réunis dans le livre avaient été collectés pour l'exposition »From Ashes to Archives« conçue par Clara Drummond à la KU Leuven Central Library (20 février–20 mars 2015).

leur introduction, la philosophie est autant «une forme sociale d'existence qu'une entreprise théorique» (p. 8), forme sociale que la guerre interroge et bouleverse.

La partie documentaire de l'ouvrage, précédée d'une chronologie inscrivant les différentes personnalités dans le déroulement de la guerre, est divisée en trois sections de tailles inégales: la «famille Husserl», «philosophes en guerre», «ceux qui sont tombés au combat». Les sections 2 et 3 font se succéder dans l'ordre alphabétique les différents acteurs de la scène phénoménologique, chaque figure faisant l'objet d'une courte présentation. Les correspondances actives et passives sont le plus souvent regroupées, sauf dans le cas de Edmund Husserl dont les lettres dispersées dans l'ensemble du recueil soulignent sa position centrale au sein du réseau. On regrettera peut-être la quasi absence d'appareil critique ainsi que le choix d'un plan ne proposant pas de réelle trame argumentative et dont les sections ne présentent pas d'unité problématique.

Malgré les angoisses et les souffrances personnelles (le deuil d'un fils mort au combat), Husserl affiche dans sa correspondance un engagement patriotique et un optimisme persévérants: discours épistolaire prévisible sous la plume du philosophe non mobilisable s'adressant à des philosophes engagés sur le front et condamnés à donner sens à leur participation au combat. Au printemps 1918, le maître se félicite ainsi de voir Martin Heidegger de retour sur le terrain pour des exercices: les temps ne sont pas aux «rêveries abstraites». Il n'en défend pas moins avec constance la légitimité d'un travail philosophique qui doit participer à un renouveau spirituel orienté vers la recherche du bien et l'élévation de l'âme.

L'entreprise phénoménologique de renouvellement de la philosophie, fondée sur une revendication de scientificité, apparaît ainsi, dans le contexte de la guerre, comme un objectif à la fois national et transnational. Mais Husserl voit avec douleur «l'armée des morts» grandir et le tribut payé par la phénoménologie s'alourdir. La perte la plus douloureuse est sans doute celle d'Adolf Reinach potentiel successeur du maître à la tête de «l'école de Göttingen». Husserl refuse néanmoins de laisser la guerre «paralyser son âme»: aux moments d'aboulie intellectuelle succèdent ainsi des périodes d'intense activité spéculative.

L'expérience de la guerre, devenue objet intellectuel, nourrit la pensée des philosophes combattants: l'artilleur Kurt Lewin propose une phénoménologie du paysage de guerre et Adolf Reinach une phénoménologie du pressentiment de la mort tandis que Dietrich Mahnke publie les «pensées d'un combattant allemand sur la signification de la vie intellectuelle». «Philosophers at the Front» montre dans quelle mesure les représentations philosophiques des exigences de l'esprit ont contribué à une spiritualisation de l'expérience combattante. Dans un texte publié pour la première fois en 1986 et reproduit dans le recueil, Karl Lowith reconstitue ainsi ses motivations d'engagé volontaire en leur conférant rétrospectivement² une signification philosophique: le «charme de la vie dangereuse» de Nietzsche et la volonté de participer de quelque chose d'universel selon la leçon de Schopenhauer.

Arnold Metzger s'interroge de son côté, en 1915, sur la spécificité de l'expérience combattante pour l'intellectuel mobilisé et sur la nécessité qui s'impose à lui d'adhérer à une cause qu'il doit voir comme juste afin

² Une note de bas de page aurait pu préciser que ce document a sans doute été écrit en 1940.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

de parvenir à vivre la vie de soldat dominée par l'immédiateté et la témérité. Dans le clos de la correspondance familiale, la conscience patriotique du jeune philosophe juif est troublée devant les manifestations de l'antisémitisme au sein de l'armée et, plus largement, de la société allemande. Quelques documents témoignent d'une capacité de résistance aux emballages bellicistes de la mobilisation philosophique: c'est le cas d'une intéressante lettre du philosophe et biologiste Hans Driesch adressée au début de l'année 1915 à Max Scheler qui venait de publier un texte exaltant, contre le pacifisme, «Le Génie de la guerre et la guerre allemande», et dans lequel la culture britannique était assimilée à un vulgaire utilitarisme d'épiciers.

»Philosophers at the Front« constitue ainsi une intéressante contribution à l'histoire culturelle de la philosophie et à l'histoire des cultures de guerres.

19./20. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2019.1.60225](https://doi.org/10.11588/frrec.2019.1.60225)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Barbara Zehnpfennig (Hg.), Politischer Widerstand. Allgemeine theoretische Grundlagen und praktische Erscheinungsformen in Nationalsozialismus und Kommunismus, Baden-Baden (Nomos) 2017, 364 S., ISBN 978-3-8487-3355-2, EUR 74,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Sarah Langwald, Bochum

Dass politischer Widerstand »viele Facetten« hat und es »gar nicht so einfach ist, genau zu definieren, was als Widerstand zu gelten hat« (S. 7), stellt die Passauer Politikwissenschaftlerin Barbara Zehnpfennig, Herausgeberin des Sammelbands, in ihrer Einführung fest. Ergründet werden soll seine »Vielfalt in den Grundlagen und Erscheinungsformen« (S. 8). Dabei wird ein vielversprechender interdisziplinärer Ansatz gewählt, der jedoch mit einer an der Totalitarismustheorie orientierten Herangehensweise verknüpft ist. Die Grenzen dieses Vorgehens werden immer wieder deutlich.

Das Buch ist in drei Teile gegliedert. Teil I widmet sich den »Theoretischen Grundlagen« des politischen Widerstands, es folgen Analysen seiner praktischen Erscheinungsformen im Nationalsozialismus (Teil II) und Kommunismus (Teil III).

Der Philosoph Stefan Schick zeigt am Widerstandsrecht im Denken Thomas von Aquins und Dantes, dass dieses sich bereits im Mittelalter ausbildete und – entgegen des wissenschaftlichen Konsenses – nicht erst in der Frühen Neuzeit. Der Historiker Robert von Friedeburg macht zentrale Diskussionen um das Widerstandsrecht in der Frühen Neuzeit als Teil einer Debatte aus, in deren Rahmen es eingehegt und »eben nicht als Aufforderung zum Widerstand« (S. 57) verstanden wurde. Vielmehr sei es um die Herausbildung eines Staatsverständnisses gegangen, das auch individuelle private Rechte schütze. Da hier »die intellektuelle Revolution« (S. 42) im Fokus steht, bleibt unbeachtet, inwiefern beispielsweise die Bauernaufstände jener Zeit dem entgegenstehen könnten.

Hervorzuheben ist Frauke Höntzschs Beitrag, in dem sie die These prüft, das Widerstandsrecht sei ein Hybrid zwischen Tradition und Moderne. Die Politikwissenschaftlerin verdeutlicht, dass seine Herausbildung als »Ausdruck eines (noch) nicht vollständig vollzogenen Paradigmenwechsels« in der Frühen Neuzeit und »Ausdruck modernen Denkens« (S. 61) verstanden werden kann, der seinen Teil zur Konstituierung moderner Staatlichkeit beitrug. Im Denken John Lockes macht sie dabei eine Verbindung der scheinbaren Widersprüche von traditionellem Naturrecht und moderner hedonistischer Moralkonzeption in Bezug auf das Widerstandsrecht aus.

Wenn der vorangegangene Beitrag noch die individualrechtliche Sicherungsfunktion dieses Rechts als demokratisches Mittel gegenüber den Herrschenden betonte, führt der Rechtswissenschaftler Rolf Gröschner in seinem Aufsatz aus, dass sich dies mit dem Grundgesetz geändert habe, da es nun ausschließlich »die Wahrung der objektiven Verfassungsordnung zum Ziel hat« (S. 94) und die Gewährleistung der Grundrechte nur im funktionsfähigen Staat möglich sei. Diese



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Argumentation vernachlässigt aber die zahlreichen seit 1945 geführten Auseinandersetzungen, wie der Schutz von Verfassung und Staat zu interpretieren und gewährleisten sei¹.

Sich an die Zielsetzung des Bandes erinnernd, Widerstandsformen vielfältig widerzuspiegeln, erstaunt es doch sehr, dass kommunistischer und sozialdemokratischer Widerstand gegen das NS-Regime kaum beachtet werden. In Teil II widmen sich die Autoren stattdessen primär dem militärischen und konservativen Widerstand, der schon in den 1950er-Jahren erforscht wurde und der als Thema in den 1980ern eine Renaissance erlebte. Dennoch findet sich Weiterführendes zu diesen Themen. So gelingt es dem Historiker Winfried Heinemann in seinem Aufsatz zum 20. Juli 1944, »die spezifisch militärischen Motive für Widerstand« (S. 100) zu beleuchten, die unter anderem in einer dilettantischen und verlustreichen Kriegführung lagen.

Auch der Historiker Peter Steinbach fokussiert sich auf den 20. Juli 1944 und seine spätere Rezeption. Nachvollziehbar ist seine Aufforderung sich differenziert mit dem Handeln der Akteure vor dem Hintergrund ihrer Zeit zu beschäftigen, befremdlich wirkt aber die Kritik an den nach seiner Ansicht moralisierenden Widerstandsdeutungen der Geschichtswissenschaft. Da diese von unterschiedlichen Interpretationen eines Themas lebt, sollten andere Deutungen kein Problem darstellen, solange Belege nicht ausbleiben.

Der Theologe Gerhard Ringshausen analysiert den religiös motivierten Widerstand Martin Niemöllers und Hans Bernd von Haeftens, Diplomat und Angehöriger des Kreisauer Kreises. Der Historiker Hans-Christof Kraus widmet sich Bedeutung und Problematik des konservativen Widerstands, und sein Fachkollege Frank-Lothar Kroll untersucht dessen Möglichkeiten und Grenzen anhand des Lebens dreier Personen aus Wissenschaft und Literatur und ihr umstrittenes Verhältnis zum Nationalsozialismus.

Der Abschnitt endet mit einem interessanten Beitrag des Journalisten Armin Fuhrer zu jüdischem Widerstand, in dem er die Biografien Herschel Grynszpan und David Frankfurters beleuchtet, die beide ein Attentat auf Vertreter des NS-Regimes verübten und in deren Motivation sich »persönlich-individuelle Gründe mit politischen mischten« (S. 246). Er stellt die berechtigte Frage, warum jüdischer Widerstand bisher kaum in der Forschung präsent sei, und plädiert dafür, das zu ändern.

In Teil III beschäftigt sich der Historiker Günther Heydemann mit dem Widerstand einer evangelischen Studierendengemeinde im Leipzig der 1950er-Jahre, es folgt ein Beitrag des Journalisten Sven Felix Kellerhoff zur Fluchthilfe aus der DDR. Andreas Oplatka, Historiker und Journalist, nimmt den ungarischen Widerstand 1956 in den Blick und der Soziologe Michał Kaczmarczyk widmet sich der Solidarność. Er und Oplatka beziehen die übergreifenden historischen Entwicklungen in die Analyse gelungen ein, was die Wechselwirkungen zwischen staatlichen Akteuren und ihre Auswirkungen auf die Opposition nachvollziehbar macht. Ansonsten wird in den Beiträgen des Abschnitts jedoch meist vom heutigen Standort aus argumentiert mit dem



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ Vgl. Dominik Rigoll, Staatsschutz in Westdeutschland. Von der Entnazifizierung zur Extremistenabwehr, Göttingen 2013; zum Widerstandsrecht David Johst, Begrenzung des Rechtsgehorsams. Die Debatte um Widerstand und Widerstandsrecht in Westdeutschland 1945–1968, Tübingen 2016.

Zielpunkt der parlamentarischen Demokratie. Dass beispielsweise die Situation 1989/90 offen war und die politischen Gruppen in der DDR durchaus unterschiedliche Ziele verfolgten, spielt dann auch keine Rolle. Dieses wichtige Thema fehlt hingegen. Abschließend führt der Politikwissenschaftler Jerzy Mackow einen Vergleich des Widerstands in Kommunismus und Nationalsozialismus durch. Auch wenn er auf ihre Unterschiede hinweist, impliziert schon der methodische Ansatz, dass sich ein solcher durchführen lasse, obwohl unterschiedliche Räume und Zeiten seine Basis bilden. Zudem werden nötige Differenzierungen vernachlässigt, so bleibt der Holocaust weitgehend ausgespart, was angesichts seiner Unvergleichbarkeit nicht wundert, aber den Vergleich ad absurdum führt.

Auch Mackows Ausführung, der »Gang in den Widerstand« folge »der freien Entscheidung« (S. 342), ist zu hinterfragen, da sie außer Acht lässt, dass solche Entschlüsse oft maßgeblich durch die Bedrohung beziehungsweise Beschränkung der Freiheit beeinflusst wurden. Wenn er später annimmt, »dass nur der gleichsam aus dem Inneren des Regimes kommende Widerstand gegen die NS-Herrschaft hätte effektiv sein können« (S. 353), wird zwar deutlich, wie er zu diesem Schluss kommen konnte. Doch auch dies ist fragwürdig, da auf diese Weise anderen Widerstandsformen ihre Wirkung abgesprochen wird.

Neben einer genaueren Begriffsdefinition bleibt eine die Vielfalt des politischen Widerstands abbildende Untersuchung letztlich aus, was insbesondere an der Vernachlässigung von Akteuren liegt, die nicht unter den konservativen, militärischen oder religiös motivierten Widerstand fallen, auf den sich der Sammelband konzentriert. Zwar kommen auch hier neue Aspekte zum Vorschein, doch bleibt es so etwas einseitig.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)